



**ECONOMIE TUNISIENNE 2020 :
ETAT DES LIEUX ET PERSPECTIVES**

Pronoia By Reckon

ECONOMIE TUNISIENNE 2020 : ETAT DES LIEUX ET PERSPECTIVES

TABLE DES MATIERES

1. CADRE GENERAL
2. NOTE METHODOLOGIQUE
3. DISCLAIMER
4. DIAGNOSTIC
 - 4.1 ETAT DES LIEUX
 - 4.2 ANALYSE SECTORIELLE
 - 4.3 PROJECTIONS MACROECONOMIQUES
5. RELANCE ET PROGRAMMATION ECONOMIQUE

PBR RATING

PBR (Pronoia By Reckon) Rating est une agence de notation financière. Sa mission est de fournir des notations financières ainsi que des recherches et des analyses sur différents secteurs d'activité économiques, contribuant à l'efficacité de l'information financière pour l'ensemble des intervenants économiques.

Pour plus d'informations :
www.pbrrating.com

CONTACT

Etudes et Publications PBR Rating :
71 96 11 71 - 29 60 31 31
publications@pbrrating.com





CADRE GENERAL DE L'ETUDE



CADRE GÉNÉRAL

A l'instar du reste des pays du monde, la crise du COVID-19 a porté un coup dur à l'économie tunisienne qui peinait, bien avant cette pandémie, à s'inscrire dans une dynamique positive et à entamer une véritable relance de l'économie. Faute de réformes structurelles, qui tardent à voir le jour, le pays reste encore proie à un modèle essoufflé qui a déjà montré ses limites.

Face à la pandémie, les efforts du gouvernement tunisien ont immédiatement porté sur le traitement des carences du système sanitaire et sur les transferts sociaux afin d'amortir le choc économique et social d'un confinement général trop coûteux. Ces efforts ont permis de juguler la propagation du virus. Néanmoins, les séquelles de l'arrêt de l'activité économique sont déjà visibles et devraient s'accroître sur la prochaine période.

Pour redémarrer, le pays a besoin d'une refonte de tout son modèle de développement et de création de valeur. La crise actuelle, tout en exacerbant les maux dont souffrent l'économie tunisienne, offre cependant de formidables opportunités et une urgence dans la mise en place des plans de restructuration, dont la Tunisie a bien besoin.

PBR Rating, en tant qu'agence de Notation nationale, œuvre à présenter une analyse de la situation économique et financière et à consolider ainsi les efforts publics de relance, à travers des missions d'évaluation et de Notation, ainsi que par l'élaboration et la publication d'études et de travaux de recherches.

Le présent document vise à évaluer l'impact de la crise actuelle sur l'économie tunisienne ainsi que sur les budget de l'état et un certain nombre d'indicateurs macroéconomiques. L'objectif est de permettre une meilleure compréhension des phénomènes économiques et financiers que traverse le pays et de favoriser une sortie de crise rapide et pérenne.



NOTE METHODOLOGIQUE



NOTE METHODOLOGIQUE

DIAGNOSTIC

La présente étude s'appuie sur un modèle d'estimation, fondé sur un ensemble d'hypothèses micro et macroéconomiques. L'équipe de recherche a tout d'abord procédé au classement et au retraitement des principaux secteurs contribuant à la production économique en Tunisie, ainsi que leurs pondérations dans la création de valeur ajoutée. Tous les secteurs ont été analysés, notamment à travers la décomposition de leurs chaînes de valeurs respectives, sur la base de 8 facteurs structurels, à savoir :

- Risque produit
- Risque prix
- Risque client
- Risque fournisseur
- Risque logistique
- Risque processus productif
- Risque réglementaire
- Risque de besoin de financement

Une analyse de la vulnérabilité économique de chaque secteur d'activité a été effectuée et un suivi particulier a été accordé à l'examen de la résilience des acteurs économiques (privés/publics).

Deux scénarios de l'évolution de la croissance économique tunisienne en 2020 ont ensuite été définis, selon les dynamiques actuelles de l'économie locale et l'impact attendu de la crise sur les composantes des différentes chaînes de valeur, de chaque secteur d'activité. L'analyse et l'agrégation des différents impacts ont permis d'établir des estimations de l'évolution de la création de valeur globale pour chaque secteur, puis pour l'ensemble du PIB, ainsi que des prévisions pour un ensemble d'agrégats macroéconomiques (chômage, déficit budgétaire, endettement, etc ...).



NOTE METHODOLOGIQUE

PRINCIPALES SOURCES DE DONNÉES BRUTES

- Ministère des Finances Tunisien
- Banque Centrale de Tunisie
- Institut National de la Statistique
- Conseil du Marché Financier
- Bourse des Valeurs Mobilières de Tunis
- Bourse des Valeurs Mobilières de Tunis
- Autorité de Contrôle de la Microfinance
- Fonds Monétaire Internationale
- Banque Mondiale
- Agence de Promotion de l'Industrie et de l'Innovation
- Agence de Promotion des Investissements Agricoles
- Observatoire National de l'Agriculture
- Institut Arabe des Chefs d'Entreprises
- Foreign Investment Promotion Agency

PÉRIMÈTRE DU DIAGNOSTIC

Le présent document présente une analyse globale de la période 2010 – 2019 et une évaluation prospective sur l'exercice 2020 et 2021.



NOTE METHODOLOGIQUE

PRÉSENTATION DES SCÉNARIOS

S1 : SCÉNARIO 1 – 2020p

Le Scénario 1 se base sur une reprise rapide de l'activité économique au T3 2020. Cela suppose la réalisation d'un certain nombre d'hypothèses : un retour rapide de la Demande chez un bon nombre de partenaires commerciaux de la Tunisie, une activité quasi-normalisée du transport aérien et maritime des personnes et des marchandises, une saison agricole réussie, une saison touristique mitigée (grâce à une faible fréquentation estivale maghrébine et une campagne post-estivale quasi-normalisée), un soutien marqué de l'état central aux efforts de relance et une stabilisation des prix des matières premières et des cours TND/€ et TND/\$.

S2 : SCÉNARIO 2 – 2020p

Le Scénario 2 se base sur une reprise lente de l'activité économique sur le T3 et T4 2020, avec comme principal moteur : la Demande interne. Cela suppose la réalisation d'un certain nombre d'hypothèses : un retour progressif de la Demande, relative à certains secteurs économiques, à partir du T4, chez les principaux partenaires commerciaux de la Tunisie (essentiellement l'Union Européenne), une activité perturbée mais en reprise du transport aérien et maritime, une saison agricole moyenne, une saison touristique en deçà des projections N-1 (marquée par une fréquentation estivale locale et une campagne post-estivale axée sur le marché maghrébin et une quasi-absence du marché européen sur l'ensemble de l'année), un faible soutien de l'état aux efforts de relance économique et une hausse modérée des prix des matières premières ainsi qu'une faible détérioration des cours TND/€ et TND/\$.



DISCLAIMER



DISCLAIMER

Le présent compte rendu a pour principal objet la présentation des conclusions de PBR Rating, relative à son analyse macroéconomique sur la situation économique et financière de la Tunisie.

Les notations, les analyses sectorielles et les avis de PBR Rating ne constituent pas et ne fournissent pas de conseils en placement ou de conseils financiers, ni des recommandations à l'achat, à la vente ou à la conservation de titres ou d'actifs.

PBR Rating émet des notations et diffuse des publications sur la base du principe que chaque investisseur procèdera, avec diligence, pour chaque titre qu'il envisage d'acheter, de détenir ou de vendre, à sa propre analyse et évaluation. Les notations et les publications de PBR Rating ne s'adressent pas aux investisseurs particuliers et il serait inapproprié pour les investisseurs de prendre une décision d'investissement sur la simple base d'une notation.

Toutes les informations contenues dans le présent document, ainsi que les informations sources des analyses et des avis de PBR Rating, ont été obtenues par PBR Rating auprès de sources considérées comme exactes et fiables par PBR Rating. PBR Rating n'audite ni ne vérifie la véracité ou l'exactitude de ces informations, ni n'enquête sur le rapport des auditeurs, des actuaires, des experts, des consultants, etc., ni sur aucun autre rapport visant à prouver l'exactitude des informations.

Si les rapports principaux tels que les rapports des auditeurs, des actuaires ou des experts contiennent des informations erronées ou trompeuses, les notations et les publications associées aux informations utilisées peuvent ne pas être exactes et PBR Rating n'assume aucune responsabilité à cet égard.



DISCLAIMER

Toutefois PBR Rating met en œuvre toutes les mesures de nature à garantir la qualité des informations utilisées lors de ses publications et ses opérations de notation.

Dans les limites autorisées par la loi, PBR Rating et ses représentants, se dégagent de toute responsabilité envers toute personne ou entité pour toute perte et tout dommage, consécutifs ou accidentels, résultant de ou en connexion avec les informations contenues dans le présent document, ou du fait de l'utilisation ou l'incapacité d'utiliser l'une de ces informations. Une publication sectorielle ou une attribution d'une note à un émetteur ou un titre quelconque ne doit pas être considérée comme une garantie de l'exactitude, de l'exhaustivité ou de l'intemporalité des informations utilisées pour la notation ou les résultats obtenus de l'utilisation de ces informations. Aucune garantie, expresse ou implicite, concernant le caractère exact, opportun, complet, commercialisable ou adapté à un usage particulier de toute notation ou opinion ou publication ou autre information n'est donnée ou faite par PBR Rating sous quelque forme ou manière que ce soit.

Toutes les informations contenues dans le présent document sont protégées par la loi, notamment, par la loi relative au droit d'auteur, et aucune de ces informations ne peut être copiée ou reproduite, reformatée, retransmise, transférée, diffusée, redistribuée ou revendue de quelque manière que ce soit, ni stockée en vue d'une utilisation ultérieure à l'une de ces fins, en totalité ou en partie, sous quelque forme ou manière que ce soit et par quiconque, sans l'autorisation écrite préalable de PBR Rating.



DIAGNOSTIC

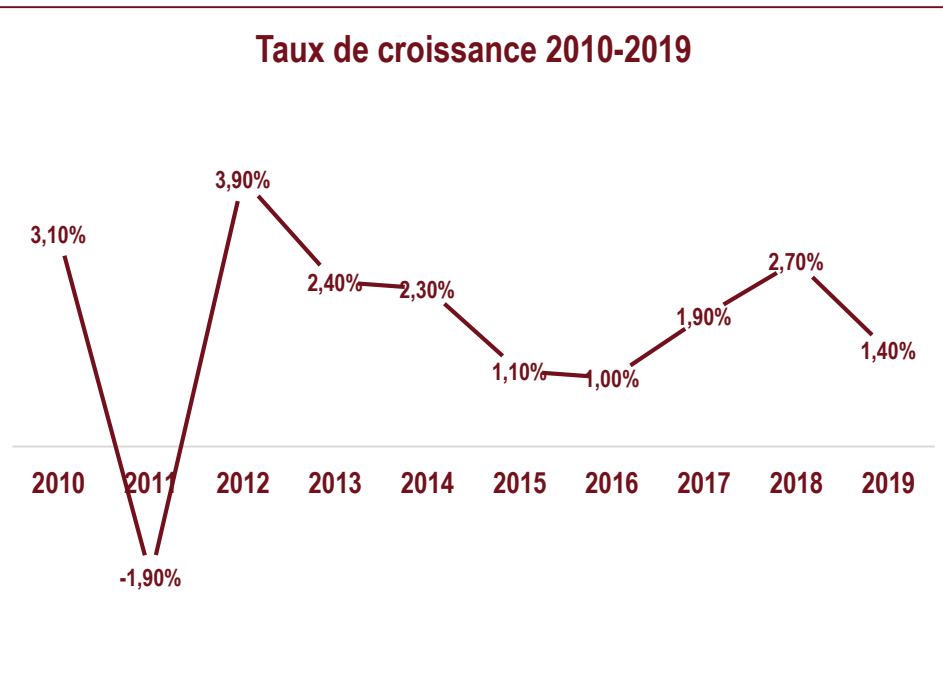


ETAT DES LIEUX

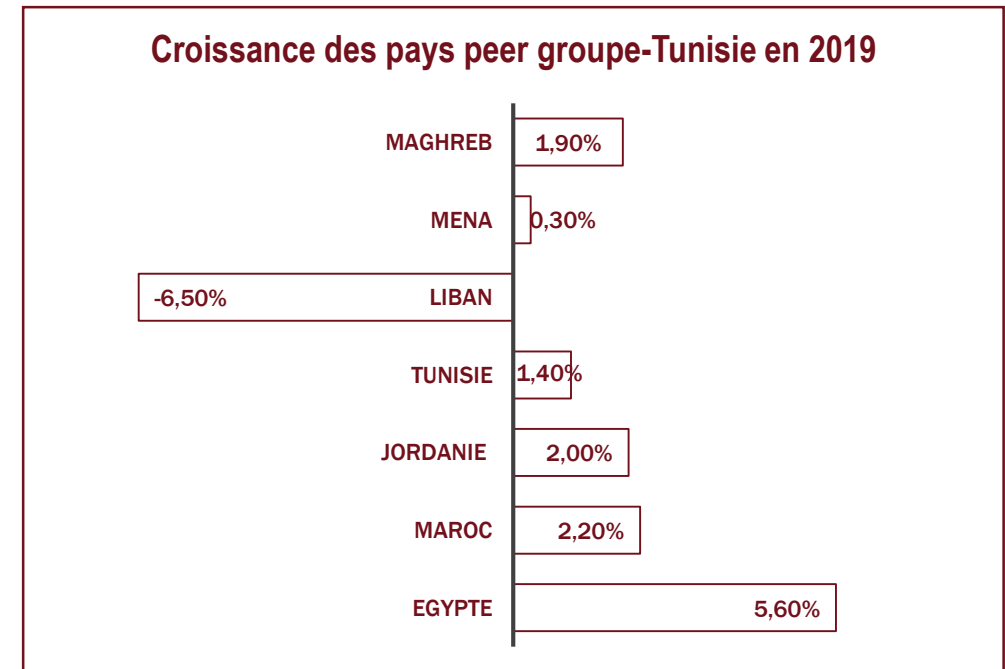
CROISSANCE TIMIDE ET INFÉRIEURE À CELLE DES PAYS PEER GROUP

La décennie 2010 – 2020 est loin d'être une satisfaction pour l'économie tunisienne. La croissance économique du pays a connu des résultats décevants et n'a jamais pu afficher une reprise pérenne, à cause notamment de l'incapacité de l'état central à mettre en place les réformes nécessaires pour instaurer un nouveau modèle économique, axé sur la création de valeur et sur une répartition plus juste des richesses. L'Etat continue à jouer un rôle prédominant, en dépit d'un déficit budgétaire et d'un endettement qui se sont élargis au fil des années.

Taux de croissance 2010-2019



Croissance des pays peer groupe-Tunisie en 2019



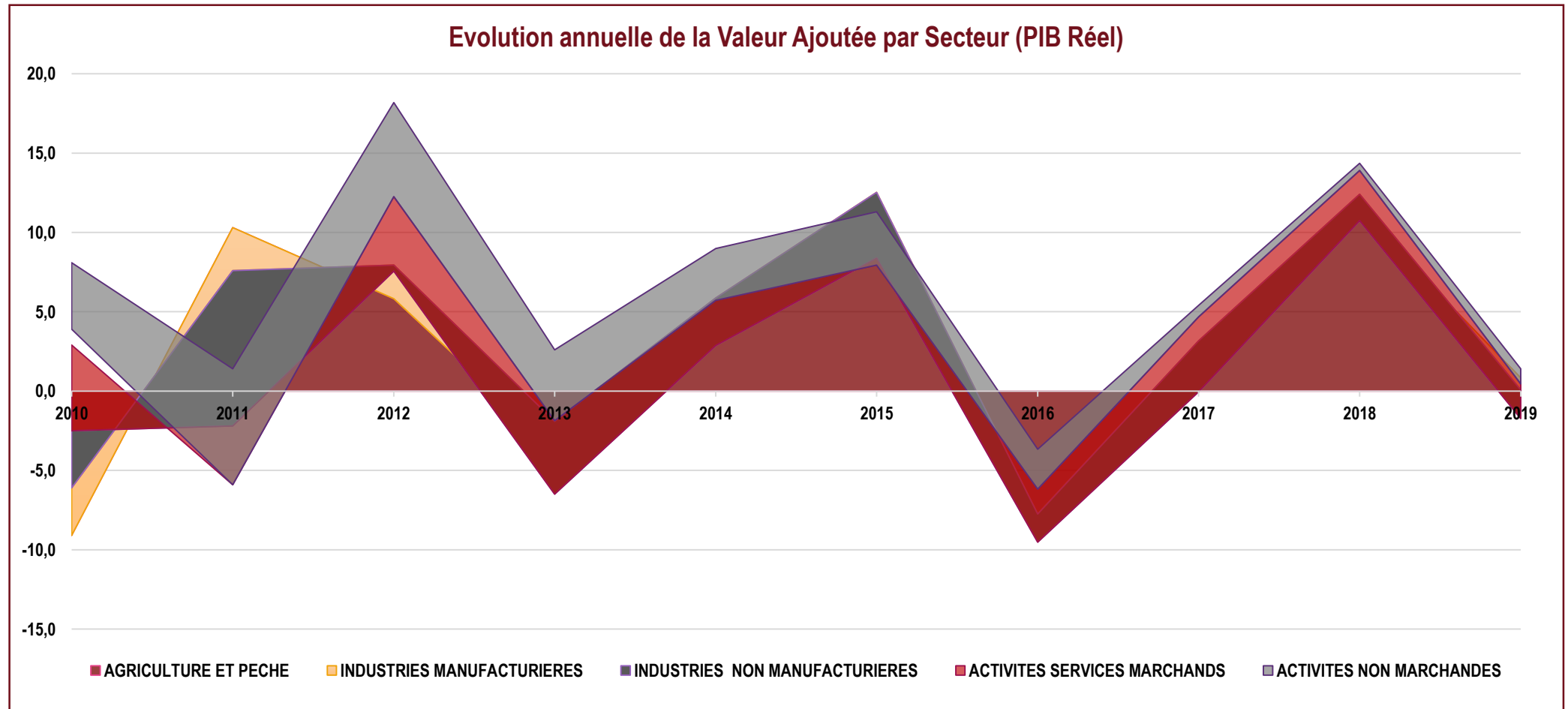
4.1 ETAT DES LIEUX

4.2 ANALYSE SECTORIELLE

4.3 PROJECTIONS MACROECONOMOUES



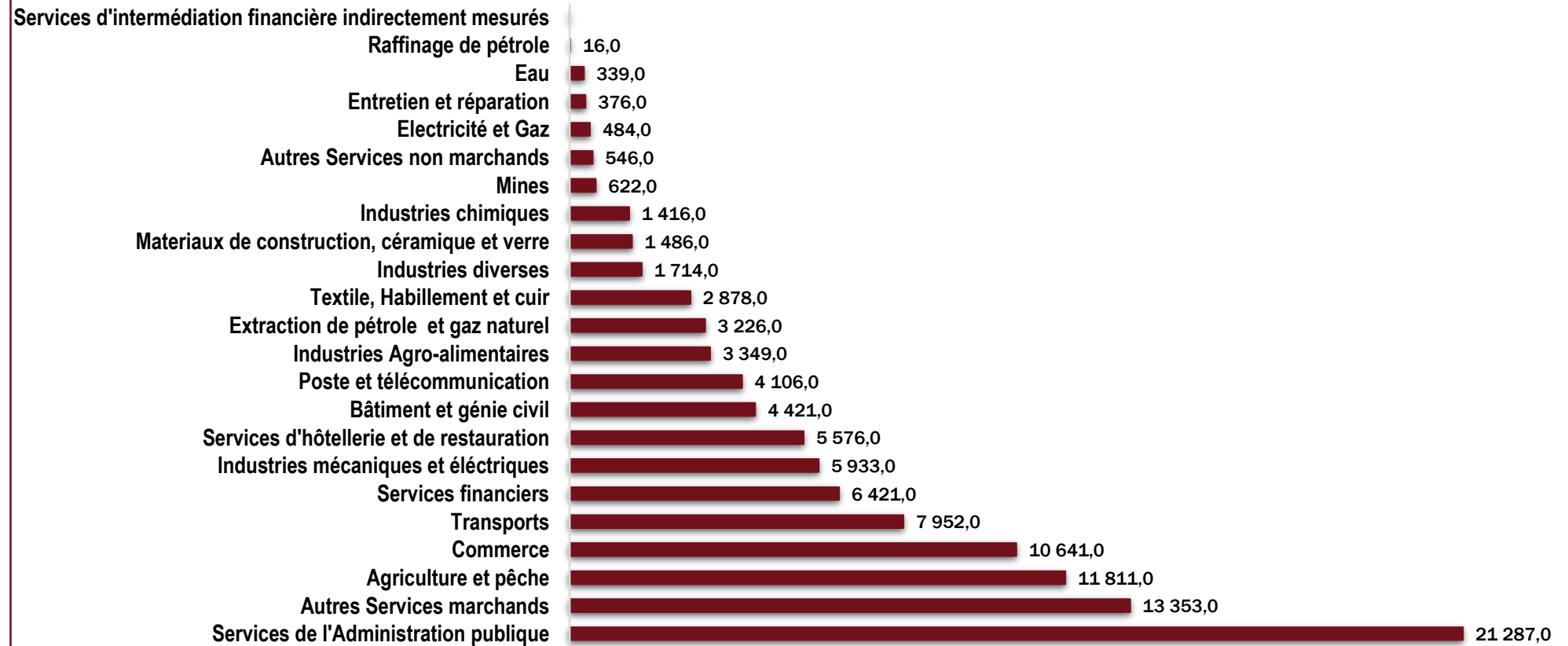
ETAT DES LIEUX





ETAT DES LIEUX

Contribution sectorielle au PIB (2019)



EN MILLION DE TND

Pronoia By Reckon

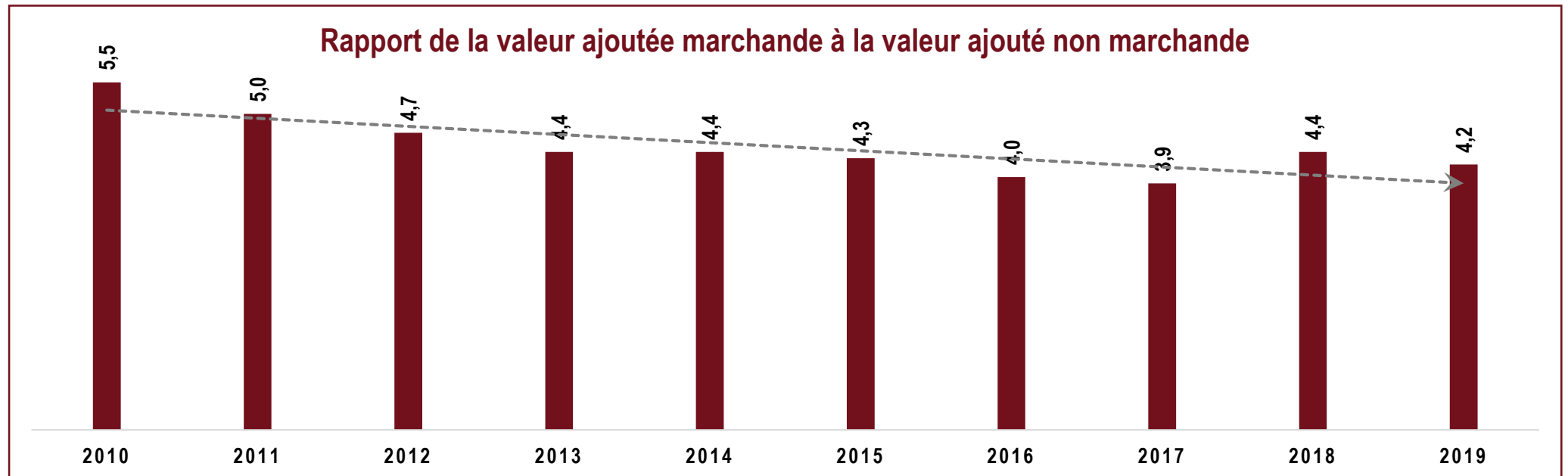


ETAT DES LIEUX

DÉRIVE VERS UN MODE DE PRODUCTION NON MARCHAND

Depuis 2011, la Tunisie a viré vers un mode de production non marchand, boosté par une série inédite de revalorisations salariales et d'augmentations des effectifs administratifs, notamment sous une pression sociale de plus en plus importante,.

Cette tendance a engendré progressivement des carences en terme de financement de l'économie (l'Etat consommant des ressources pour distribuer des salaires, a privé les entreprises de moyens d'investissement), de création de postes d'emploi (un moindre rythme de lancement de nouveaux projets) et de compétitivité internationale (affaiblissement des secteurs productifs qui n'arrivent pas à trouver les ressources pour investir, en particulier, dans la recherche et dans l'innovation).



4.1 ETAT DES LIEUX

4.2 ANALYSE SECTORIELLE

4.3 PROJECTIONS MACROECONOMIQUES



ETAT DES LIEUX

UN BUDGET STRUCTURELLEMENT DÉFICITAIRE

Le déficit budgétaire de la Tunisie a affiché en 2019 sa deuxième baisse consécutive. Il reste toutefois, à des niveaux élevés qui représentent un handicap sérieux pour les investissements futurs. Toutefois, cette baisse masque d'importants retards dans le paiement des engagements de l'Etat tunisien auprès de ses fournisseurs.

Ce niveau montre un manque de flexibilité interne du budget de l'Etat, et peut même être considéré comme un déficit structurel, pour sa plus grande partie. Malgré l'accroissement continu du budget de l'état central, les ressources propres supplémentaires n'ont pas été orientées vers l'investissement et la relance structurelle, mais plutôt vers la masse salariale, le soutien aux caisses sociales, le renforcement des subventions et le remboursement de la dette.

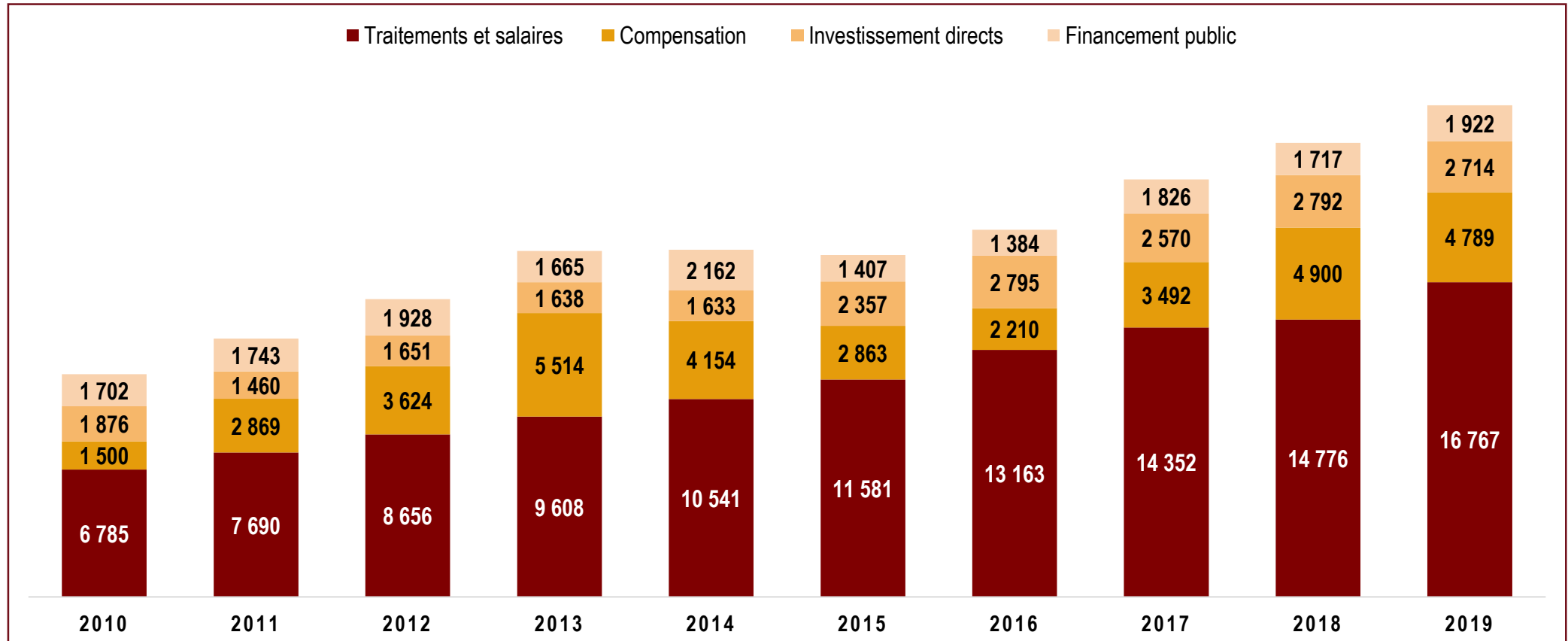
Ce niveau élevé et persistant de déficit s'est traduit par l'apparition de déséquilibres importants sur le marché des biens et services, avec des tensions sur les capacités de production et une inflation galopante.

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Solde budgétaire hors privatisations et dons (En MTND)	-675	-2 427	-3 658	-4 782	-4 074	-4 099	-5 510	-5 986	-5 050	-4 039
en % du PIB	-1,10%	-3,70%	-5,20%	-6,20%	-5,00%	-4,80%	-6,10%	-6,10%	-4,80%	-3,50%



ETAT DES LIEUX

LA MASSE SALARIALE DOMINE LES DÉPENSES DE L'ETAT



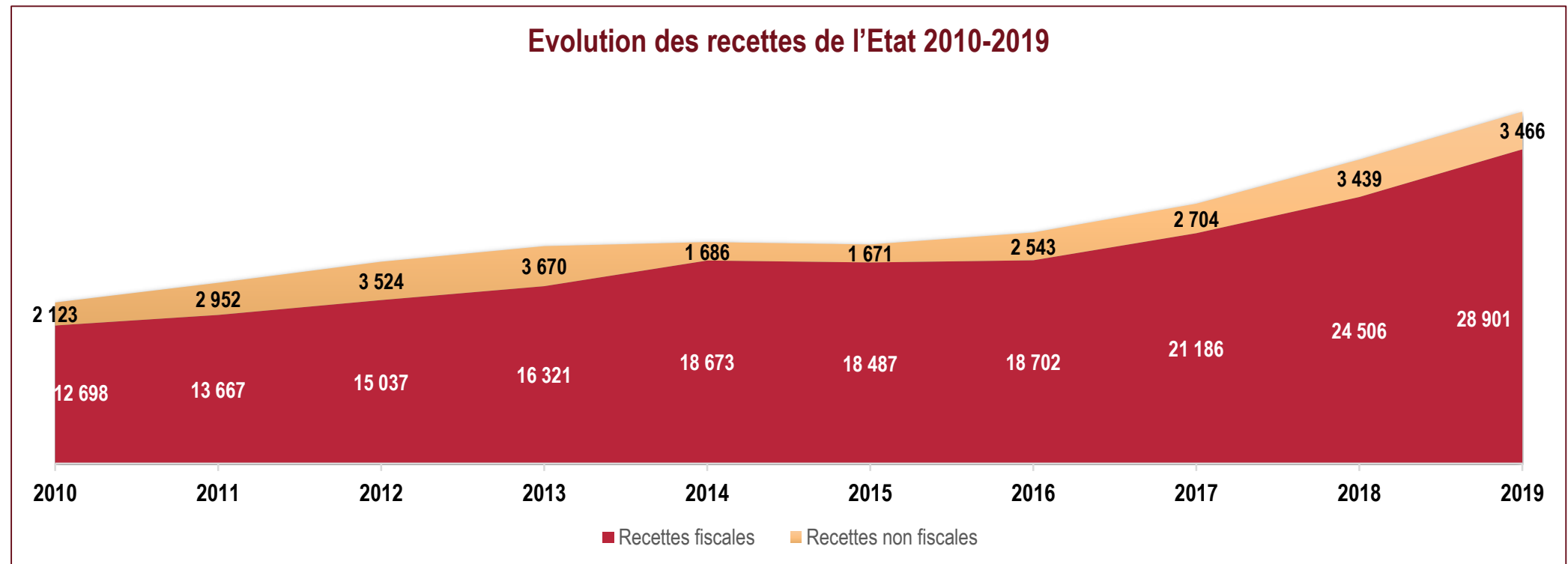
EN MILLION DE TND



ETAT DES LIEUX

ACCROISSEMENT DE LA PRESSION FISCALE

Durant la période 2011-19, les recettes fiscales ont progressé avec une moyenne annuelle de **9,81%**, largement au-dessus du rythme de la croissance du PIB.



EN MILLION DE TND

4.1 ETAT DES LIEUX

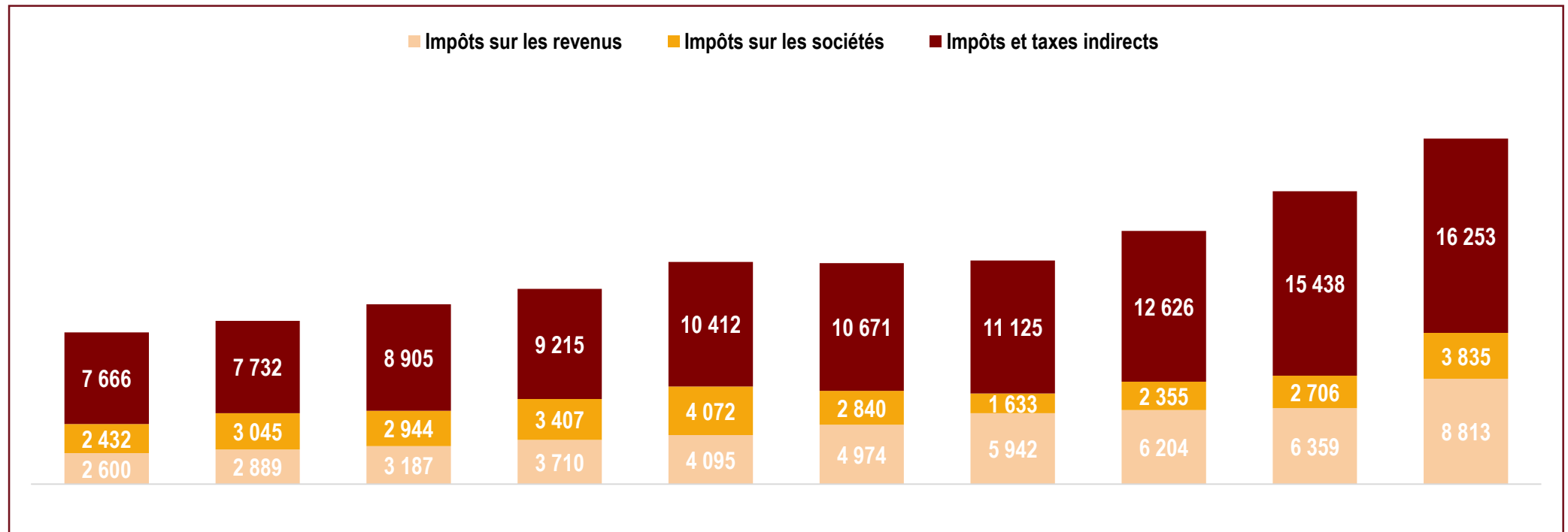
4.2 ANALYSE SECTORIELLE

4.3 PROJECTIONS MACROECONOMIQUES



ETAT DES LIEUX

L'amélioration des recettes fiscales ne provient essentiellement pas de l'impôt sur les sociétés, dont le taux de croissance s'est limité à 2,92%, traduisant les difficultés des entreprises à créer des marges et de la valeur sur la période 2010-2019. La progression résulte essentiellement de l'évolution des impôts sur les revenus (+14,96%), grâce à l'augmentation des revenus de travail.



EN MILLION DE TND

4.1 ETAT DES LIEUX

4.2 ANALYSE SECTORIELLE

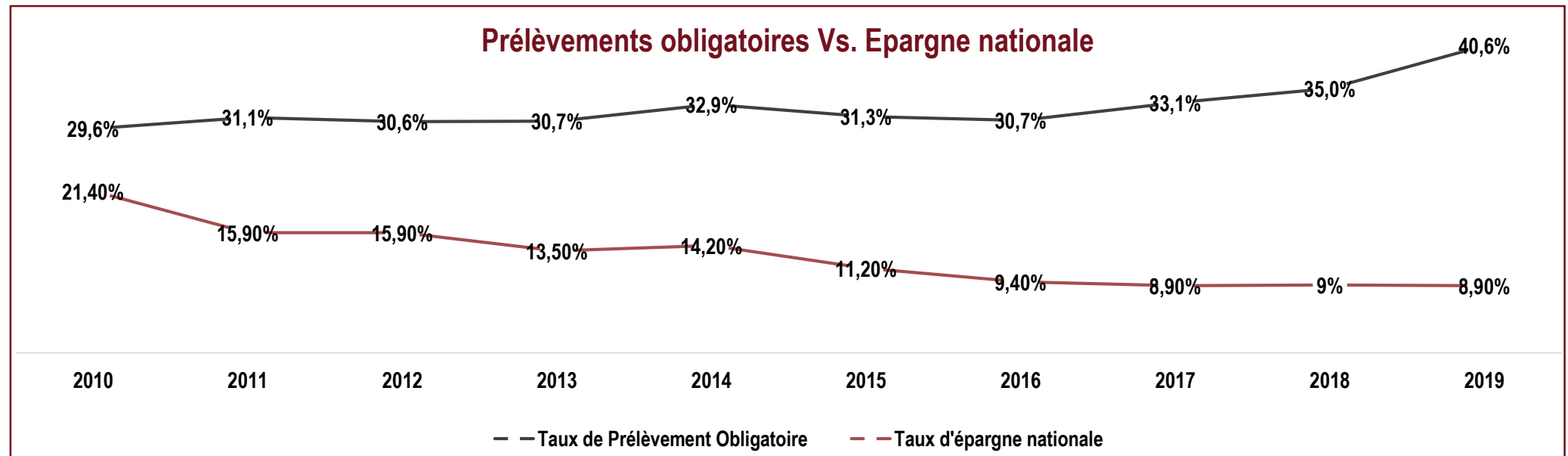
4.3 PROJECTIONS MACROECONOMIQUES



ETAT DES LIEUX

Le taux de prélèvement obligatoire ajusté a été calculé sur la base des prélèvements obligatoires sur le secteur privé, par rapport à la Valeur Ajoutée Marchande. La recrudescence rapide de ce taux traduit l'augmentation des pressions fiscales et sociales sur les entreprises qui supportent un coût de plus en plus important. Cela a conduit à l'effritement de la rentabilité dans la majorité des secteurs et à la baisse du rythme des investissements et d'embauche.

Plus ce taux est élevé, plus l'économie est incapable d'assurer un modèle autonome en terme de génération de richesse, reflété en partie dans l'effondrement de l'épargne nationale ; une économie incapable de dégager une capacité de financement suffisante et d'épargner : la problématique du financement devient cruciale pour les opérateurs économiques tunisiens ...



4.1 ETAT DES LIEUX

4.2 ANALYSE SECTORIELLE

4.3 PROJECTIONS MACROECONOMIQUES

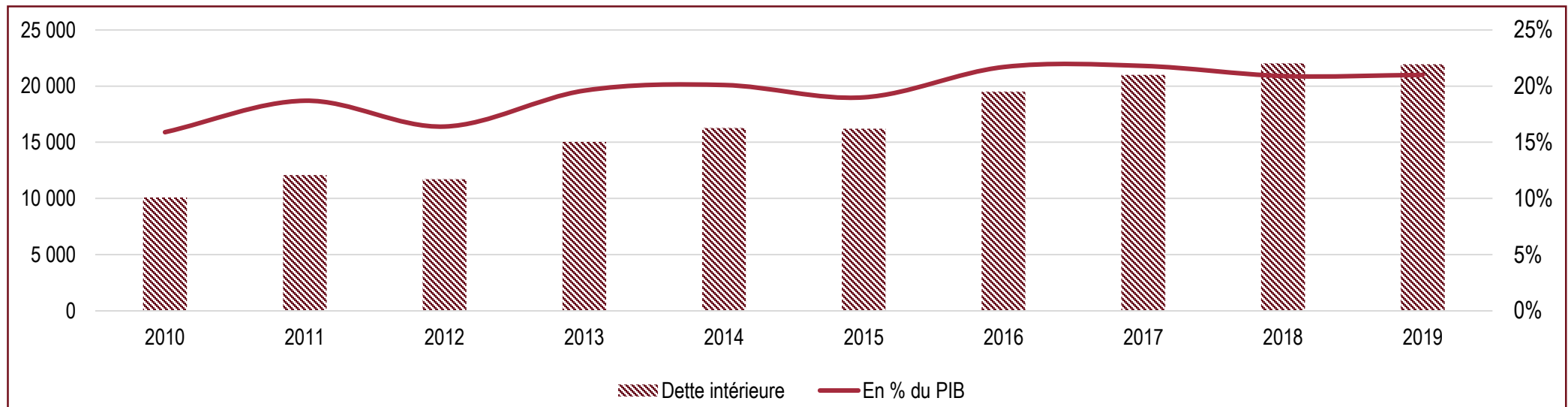


ETAT DES LIEUX

ENDETTEMENT INTÉRIEUR ET DÉTOURNEMENT DU FINANCEMENT BANCAIRE

La dette publique intérieure a atteint, fin 2019, 21,945 milliards de dinars. C'est la troisième année de suite que cette dette se stabilise à un niveau supérieur à 20 milliards de dinars.

Le marché de la dette publique intérieure, purement institutionnel, est principalement animé par les banques, Ainsi, l'Etat s'est accaparé une grande partie de la liquidité sur le marché (et ainsi des efforts bancaires pour le financement de l'économie), contribuant à la surenchère en matière de coût de financement, bien que la Banque Centrale participe activement à ces opérations via la fourniture d'un important refinancement. Beaucoup d'agents économiques se sont trouvés dans l'incapacité d'accéder aux produits de financement, puisque les ressources financières se sont orientées vers des actifs sans risque à bon niveau de rentabilité.

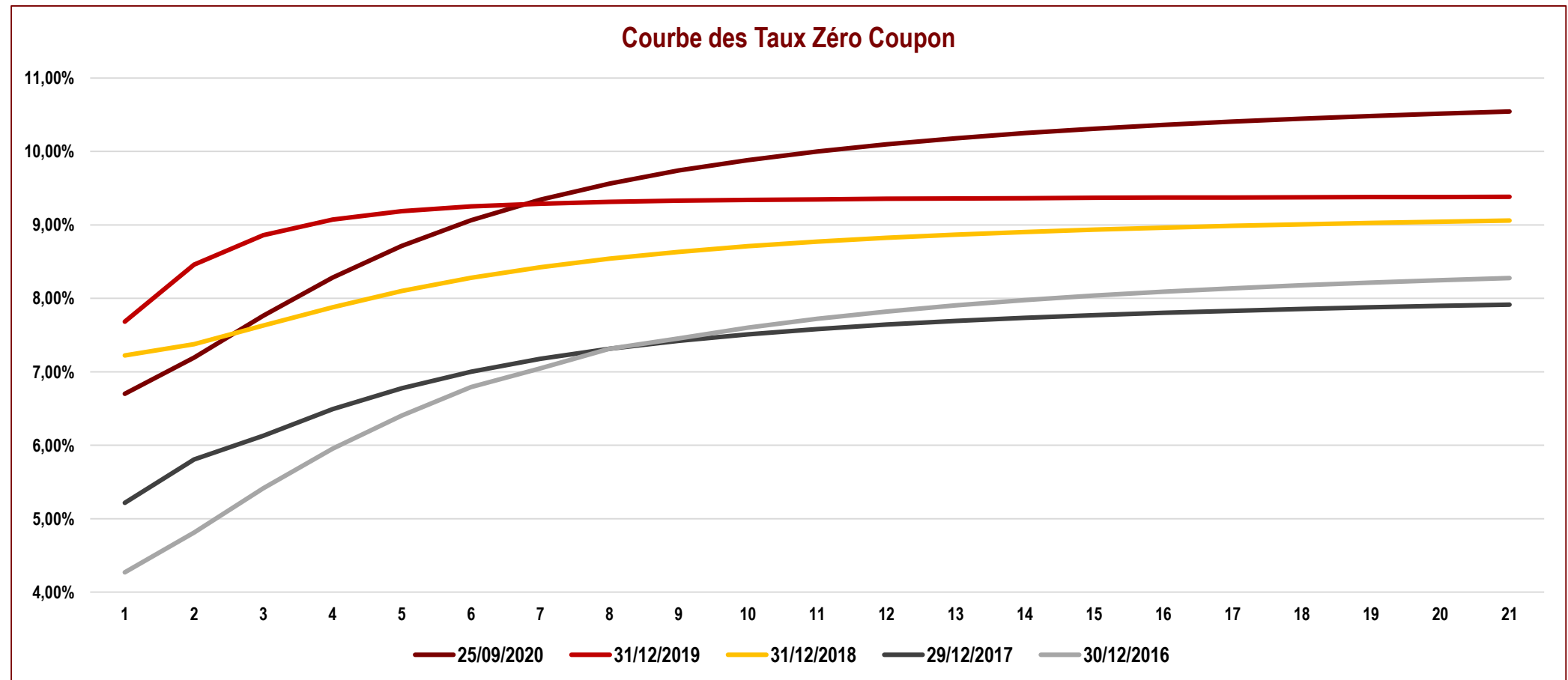


EN MILLION DE TND



ETAT DES LIEUX

UN COÛT D'ENDETTEMENT LOCAL DE PLUS EN PLUS EXCESSIF



4.1 ETAT DES LIEUX

4.2 ANALYSE SECTORIELLE

4.3 PROJECTIONS MACROECONOMIQUES



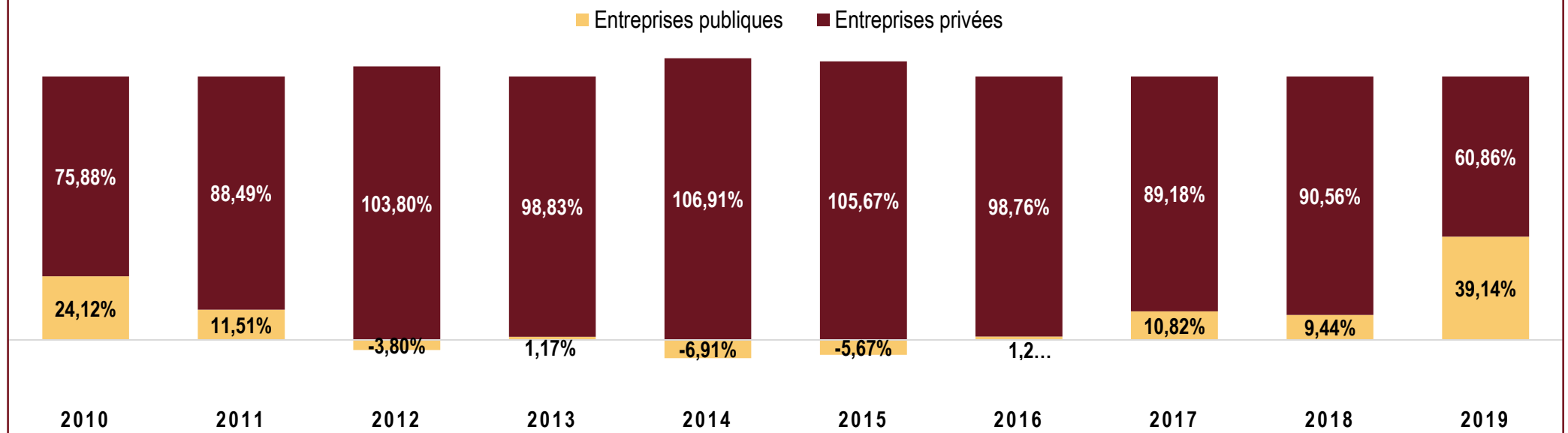
ETAT DES LIEUX

EN PLUS DU SOUVERAIN, LES ENTREPRISES PUBLIQUES CONCURENCENT DÉSORMAIS FORTEMENT LES ENTITÉS PRIVÉES, EN MATIÈRE DE FINANCEMENT.

Alors que le secteur bancaire est censé booster prioritairement la croissance des entreprises privées, les difficultés budgétaires ont poussé les entreprises publiques à solliciter plus de ressources auprès du système bancaire. Ainsi, en 2019, ces entités se sont accaparées **39,14%** des nouveaux crédits accordés par les banques. Les sociétés privées subissent ainsi la concurrence de l'Etat et de ses entreprises.

Les contraintes au financement constituent un des principaux facteurs de blocage pour l'investissement dans le secteur privé.

Répartition de la croissance annuelle des crédits bancaires aux professionnels



4.1 ETAT DES LIEUX

4.2 ANALYSE SECTORIELLE

4.3 PROJECTIONS MACROECONOMIQUES



ETAT DES LIEUX

SITUATION CRITIQUE POUR LES PRINCIPALES ENTREPRISES PUBLIQUES (DERNIERS CHIFFRES ACTUALISÉS : 2018/2019)

	Effectif	Charges de Personnel	Revenus	Résultat d'exploitation	Résultat Net	Résultat reportés	Fonds Propres	Investissement	Dettes
STEG	12 031	462,7	5 709,5	-405,5	-2 093,5	-1 897,3	-2 341,8	1 161,1	8 300,9
STIR	622	32,7	6 489,8	-820,9	-1 159,4	-429,9	-1 477,3	13,8	1 704,1
CNRPS	1 459	51,0	3 772,0	-973,5	-770,2	-	-1 801,3	27,0	2 879,1
CNSS	5 673	143,3	3 115,0	-533,0	-550,0	-	-	15,7	1 712,0
PCT	750	24,0	1 325,5	-28,6	-238,1	30,3	-179,5	3,3	359,2
TRANSTU	7 555	252,9	205,6	-163,7	-187,0	-	-	44,6	1 218,7
TUNISAIR	3 781	253,5	1 686,0	-73,0	-146,0	-861,0	-433,0	138,0	1 089,6
GCT	5 852	268,0	1 205,0	17,0	-100,4	-500,0	497,0	87,7	1 231,8
CPG	6 098	236,6	517,8	-19,8	-94,2	-306,1	616,3	39,5	128,3
SNCFT	4 612	116,3	157,8	-61,8	-85,8	-577,0	436,0	125,0	1 179,5
Tunisie Autouroutes	1 419	34,4	85,8	2,2	-76,1	-103,0	830,1	311,7	1 867,7
OC	1 223	37,0	229,7	31,0	-60,0	-918,9	-956,7	10,8	1 859,0
SNCPA	873	23,6	21,6	-49,7	-58,4	-317,6	-277,0	1,4	397,8
SONEDE	6 409	183,0	451,0	-31,0	-56,0	-	-	185,0	1 043,0
MTK	411	20,0	182,0	-30,1	-45,0	-172,0	187,9	15,4	275,0
RNTA	1 462	62,6	386,1	-34,0	-44,8	-300,1	-262,0	26,2	271,9
CTN	1 195	66,8	464,9	23,2	-31,3	-	-	18,6	-
EL FOULADH	1 046	36,7	147,6	6,2	-23,0	-268,6	-225,7	1,5	476,1
La Poste	9 331	329,2	406,0	-34,8	-20,0	-93,3	226,7	38,1	69,8
ONH	330	8,2	383,5	14,0	-8,2	-331,2	-278,2	3,6	374,0
AGIL	1 105	45,6	2 020,0	7,5	9,3	148,1	341,2	103,0	590,9
CPSCl	175	6,3	30,6	13,8	31,4	241,4	361,8	45,7	119,2
OACA	3 870	188,0	511,0	43,0	52,6	-12,0	519,0	46,8	305,1
OMMP	1 298	60,7	202,8	84,8	72,0	40,9	486,5	26,4	0,0
CNAM	2 876	103,1	3 027,0	546,8	547,4	-	2 515,5	28,8	-

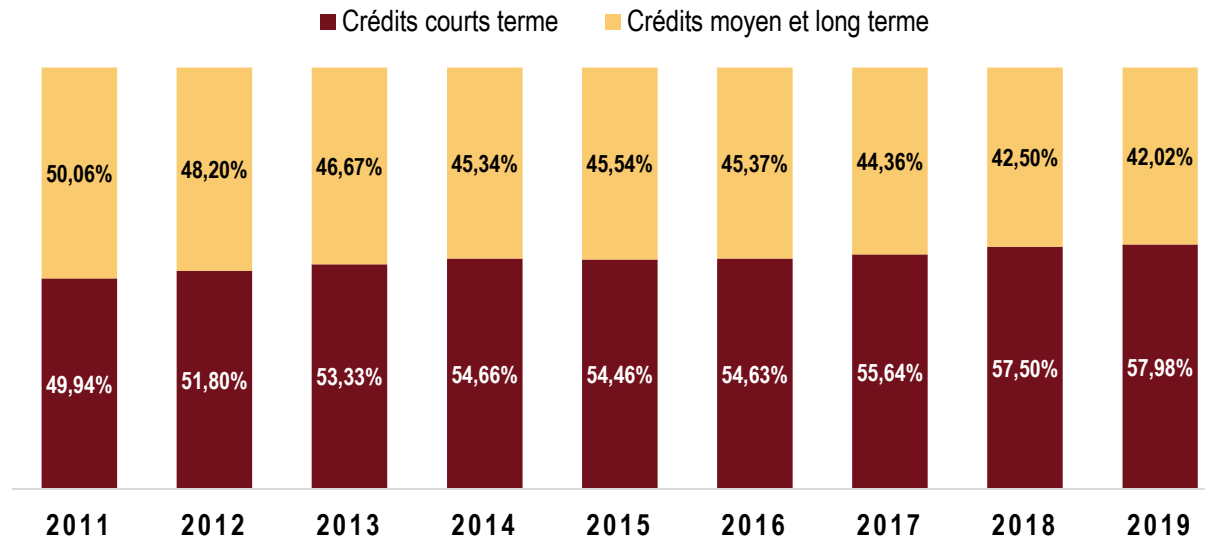
EN MILLION DE TND

Pronoia By Reckon



ETAT DES LIEUX

Répartition des crédits bancaires professionnels



ASSÉCHEMENT DE LA LIQUIDITÉ

Le marché de la dette corporate est quasiment à l'arrêt, les placements monétaires offerts par les banques étant très attractif pour les capitaux. Cette tendance a particulièrement touché les compagnies de leasing qui participent activement au financement de l'économie tunisienne.

L'assèchement de la liquidité s'est également reflété dans la structure des crédits bancaires accordés aux entreprises, Dès 2012, ce sont les prêts de gestion qui ont pris le dessus et leur part a atteint un record de **58%** fin 2019. L'investissement est clairement délaissé au second plan, par rapport aux problématiques de gestion financière courantes.

(En Million de TND)	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Encours Obligataire	2 066	2 085	2 048	2 283	2 530	2 809	2 789	2 551
Levée de fonds	551	396	358	652	661	712	556	392



ETAT DES LIEUX

GESTION DE L'ENVIRONNEMENT DE L'INVESTISSEMENT

À l'image de la situation économique globale, l'environnement de l'investissement en Tunisie souffre de plusieurs carences structurelles ; autant de contraintes qui en limitent le développement et la croissance et privant au passage, l'économie tunisienne de plusieurs points de PIB. Parmi ces carences, nous pouvons citer :

- **L'accès au financement**

L'incapacité des entreprises à accéder aux financements reste un frein majeur pour les investisseurs. Selon le dernier Entreprise Survey publié par la Banque Mondiale, les entreprises tunisiennes se financent à hauteur de 20% auprès des banques et de 6% par les crédits fournisseurs. Ces proportions sont plus élevées que la moyenne de la région MENA, avec des rapports respectifs de 13% et 3%. L'autofinancement est faible et ne dépasse pas 47% contre 73% pour la zone MENA. Cette forte dépendance aux établissements financiers, conjuguée avec le niveau élevé des taux d'intérêt, altère la rentabilité des projets et explique en partie le faible volume d'investissements locaux.

- **Le cadre légal et procédural**

La Tunisie dispose d'un arsenal juridique compliqué et globalement inefficace. Concrétiser une décision d'investissement passe par un long chemin à parcourir entre les administrations, surtout en matière industrielle. Après 2011, l'administration est moins efficace, à cause notamment de la réticence des fonctionnaires, en particulier des hauts cadres, à prendre des initiatives et à débloquer les projets, à cause des éventuels risques juridiques. De plus et au regard de l'affaiblissement de l'état central, le recours à la corruption et à l'économie parallèle s'est intensifié durant la dernière décennie.

- **L'infrastructure et la logistique**

La construction des infrastructures est essentiellement assurée par l'Etat, en absence de grands projets dans le cadre du PPP. Sur la dernière décennie, le rythme des investissements publics n'a pas progressé à un rythme satisfaisant à cause de l'augmentation vertigineuse des dépenses budgétaires courantes. Des projets stratégiques pour le pays n'ont pas pu voir le jour. Le Port de Rades, qui assure l'essentiel des exportations du pays, souffre d'une inefficacité qui coûte au pays des points de croissance.



ETAT DES LIEUX

GESTION DE L'ENVIRONNEMENT DE L'INVESTISSEMENT

- **Le capital humain**

Les entreprises tunisiennes souffrent de l'inadéquation de la main d'œuvre disponible avec les vrais besoins du marché de travail. Selon le dernier rapport national sur l'emploi en Tunisie de l'IACE, le diplôme ne pèse que 5,7% dans les critères demandés par les entreprises lors d'une opération de recrutement. Les compétences techniques et numériques sont les plus demandées (77,5%). Toutefois, avec les flux de techniciens qui ont quitté le pays durant les dernières années, les entreprises trouvent des difficultés dans le recrutement des bons profils et se trouvent obligées de payer de fortes rémunérations en inadéquation avec la rentabilité réelle.

- **La pression fiscale**

En 2019, le taux de pression fiscale publié par les autorités se chiffre à 25,3%, un pourcentage plus élevé que les pays peer group. L'entreprise tunisienne ne souffre pas uniquement du poids des charges fiscales, mais il y a également celles sociales qui ont atteint des niveaux record aux cours des dernières années. La tendance haussière observée dans la pression fiscale provient de l'incapacité de l'Etat à intégrer tous les opérateurs économiques dans le circuit formel, avec le nombre élevé de bénéficiaires du régime forfaitaire et la taille du marché parallèle.

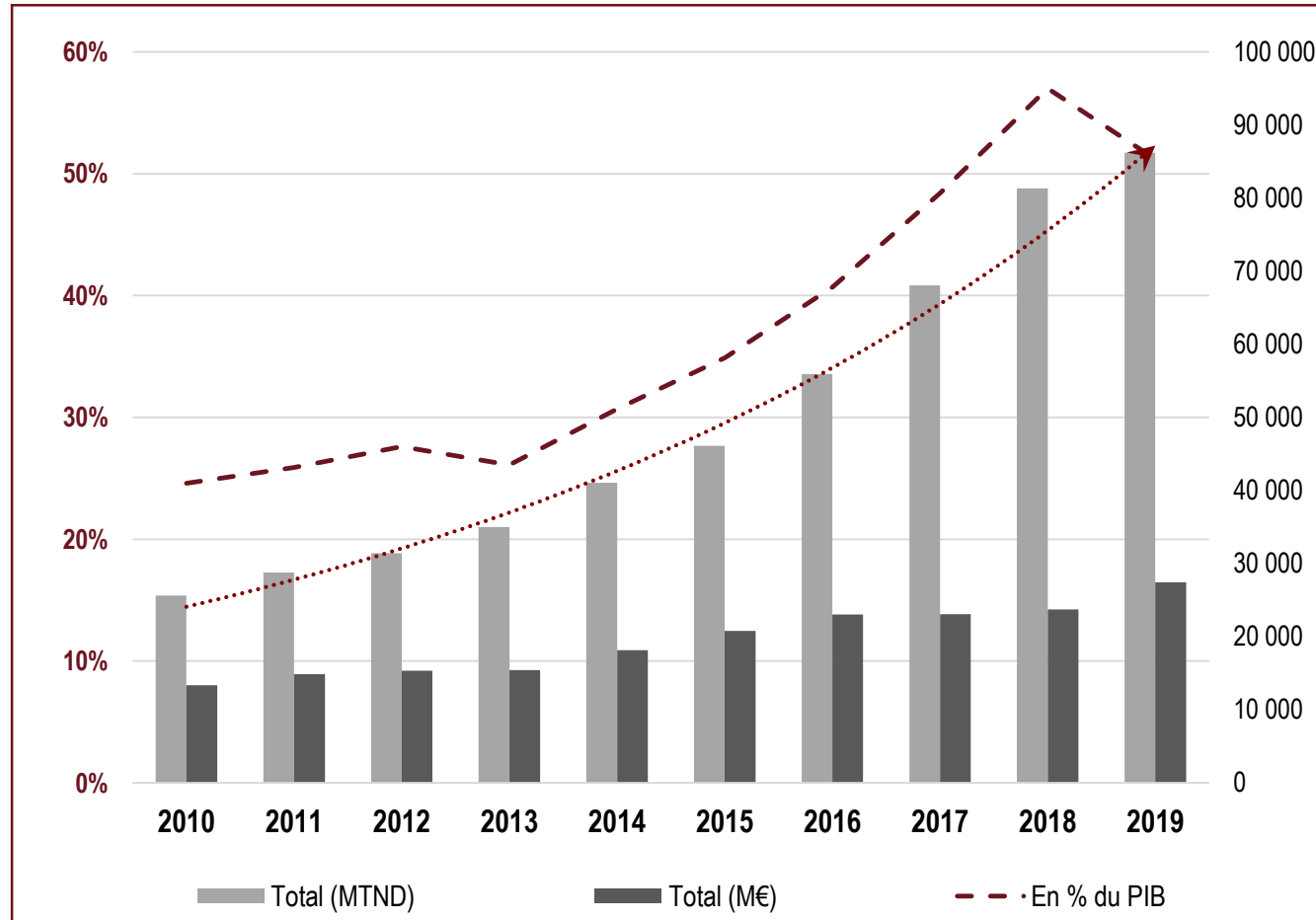
4.1 ETAT DES LIEUX

4.2 ANALYSE SECTORIELLE

4.3 PROJECTIONS MACROECONOMIQUES



ETAT DES LIEUX



EVOLUTION DE L'ENDETTEMENT EXTÉRIEUR

En parallèle, et pour compenser l'incapacité de l'économie à générer suffisamment de recettes, l'Etat a également accentué son recours à l'endettement externe.

Fin 2019, l'encours de dette extérieure s'est établi à 58 405 millions de dinars. La baisse de 2019 n'est due qu'à une reprise partielle du dinar tunisiens face aux principales devises étrangères, après une période continue de dévaluation.

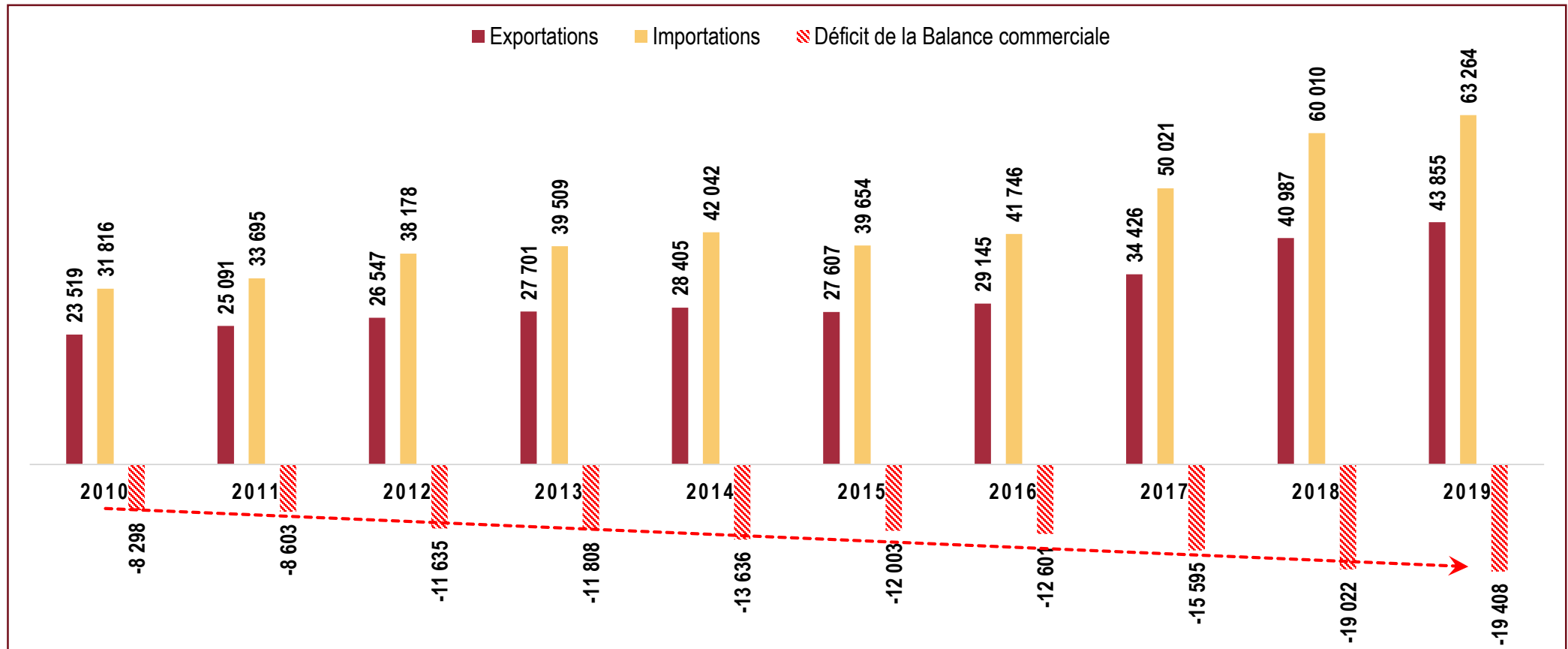
Cette dette est principalement libellée en Euro (**55,7%**), en dollar (**27,5%**) et en Yen (**10,9%**).

Le déficit persistant et structurel de la balance commerciale et le manque d'un flux d'investissements directs étrangers a conduit à un déséquilibre important de la balance des paiements qui ne peut être compensé que par l'endettement extérieur.



ETAT DES LIEUX

UNE BALANCE COMMERCIALE STRUCTURELLEMENT DÉFICITAIRE



EN MILLION DE TND

4.1 ETAT DES LIEUX

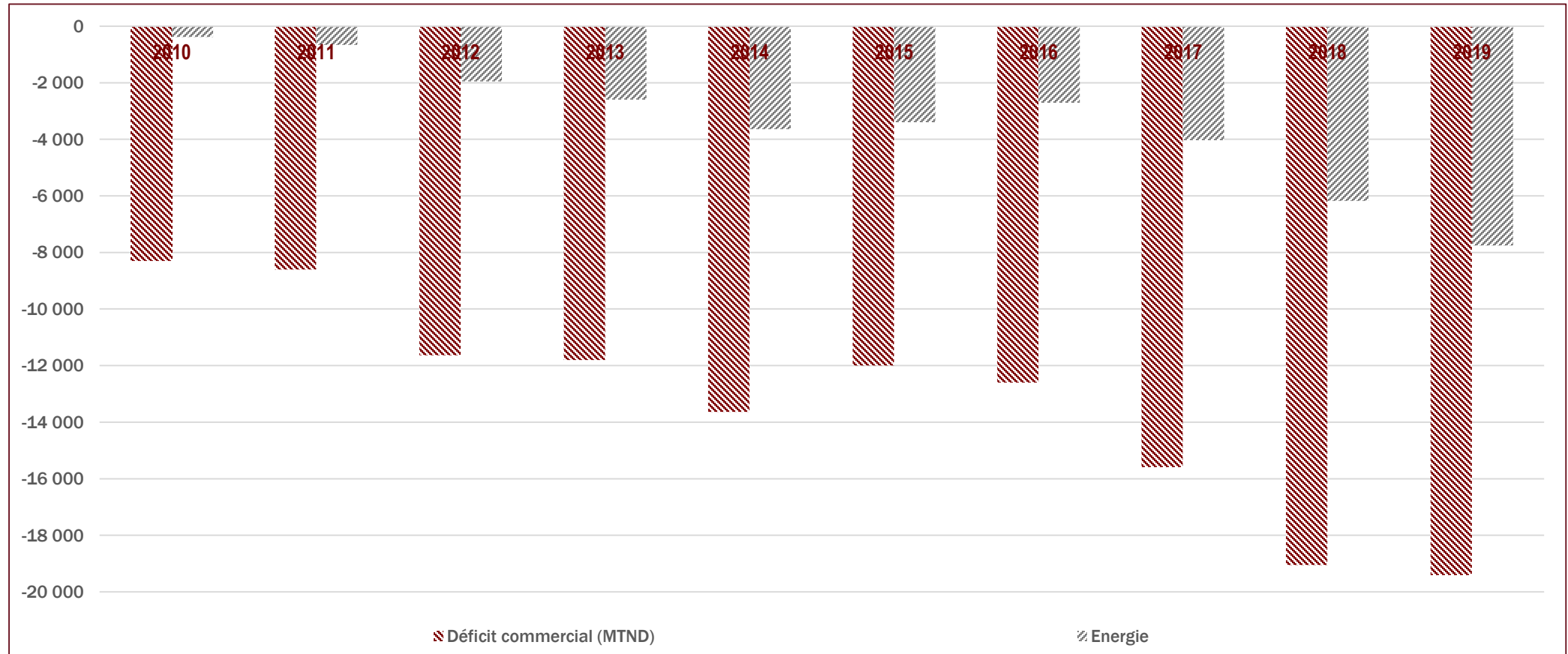
4.2 ANALYSE SECTORIELLE

4.3 PROJECTIONS MACROECONOMIQUES



ETAT DES LIEUX

UNE BALANCE ENERGETIQUE QUI PESE LOURD DANS LA BALANCE COMMERCIALE TUNISIENNE



EN MILLION DE TND

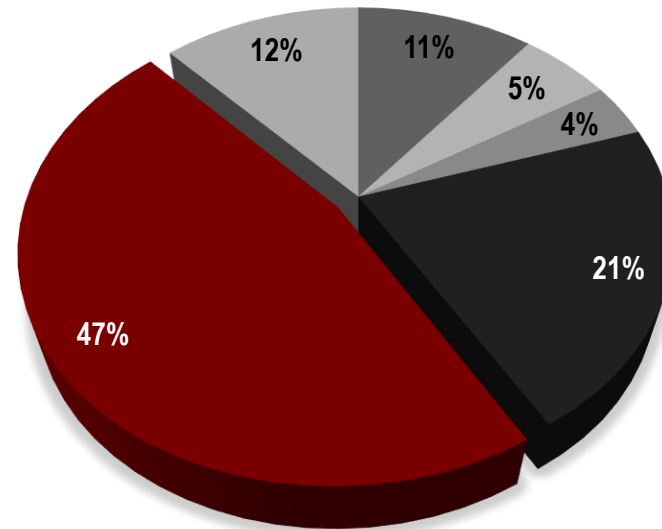
Pronoia By Reckon



ETAT DES LIEUX

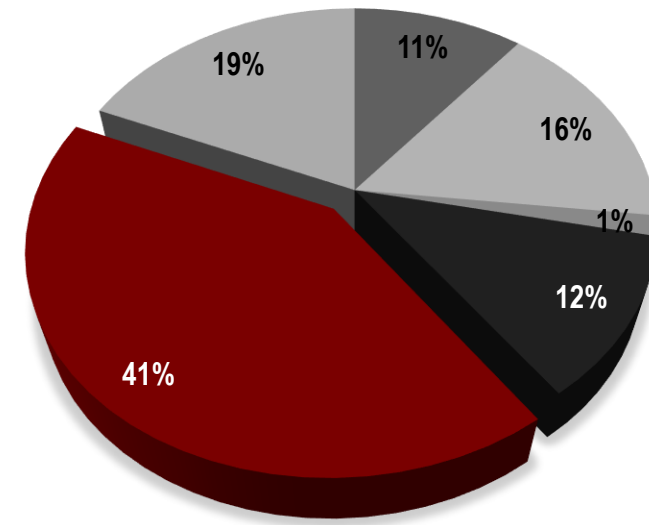
STRUCTURES DES EXPORTATIONS ET DES IMPORTATIONS

Exportations



- Agriculture et Industrie Agro-alimentaire
- Mines, Phosphates et dérivés
- Industries Mécaniques et Electroniques
- Energie et Lubrifiants
- Textiles, Habillements et Cuir
- Autres Industrie manufacturières

Importations



- Agriculture et Industrie Agro-alimentaire
- Mines, Phosphates et dérivés
- Industries Mécaniques et Electriques
- Energie et Lubrifiants
- Textiles, Habillements et Cuir
- Autres Industrie manufacturières

4.1 ETAT DES LIEUX

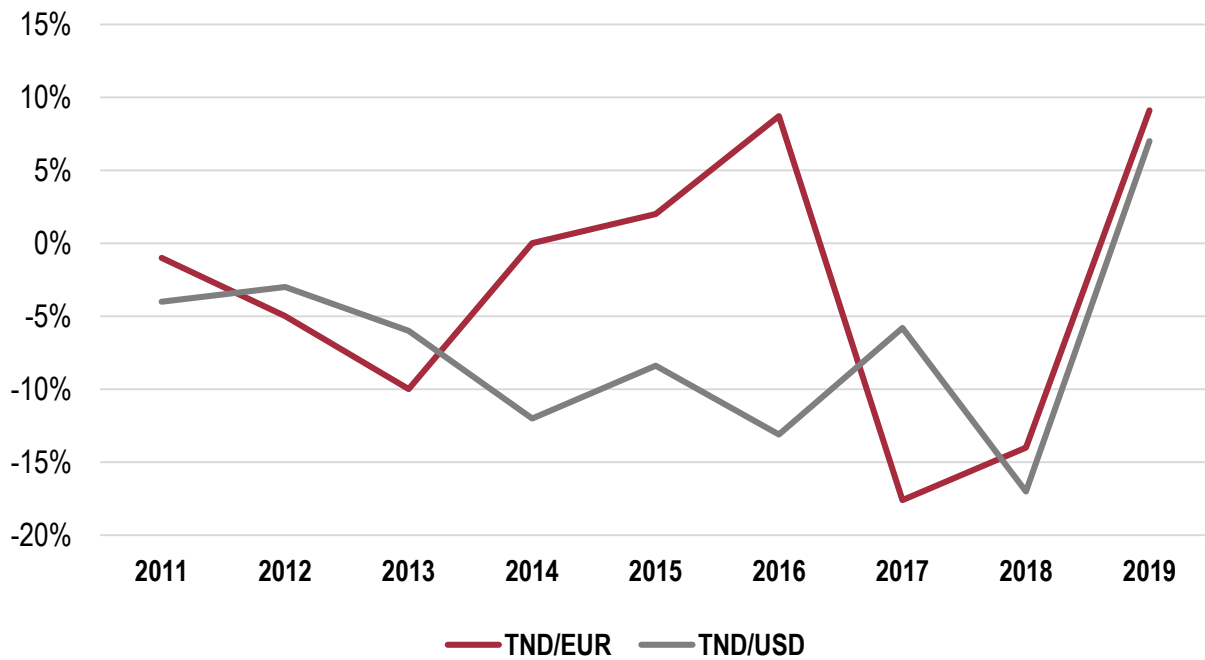
4.2 ANALYSE SECTORIELLE

4.3 PROJECTIONS MACROECONOMIQUES



ETAT DES LIEUX

Evolution annuelle des taux de changes



DÉVALUATION DU DINAR

La dégradation des balances de paiement a consolidé la forte dépréciation du dinar face aux principales devises étrangères.

Sur la période d'analyse, la plus importante dégradation a été observée en 2017.

Une dégradation qui a renforcé la dynamique inflationniste locale, sans pour autant impacter positivement les exportations tunisiennes, ni l'attractivité du pays pour les investisseurs étrangers.

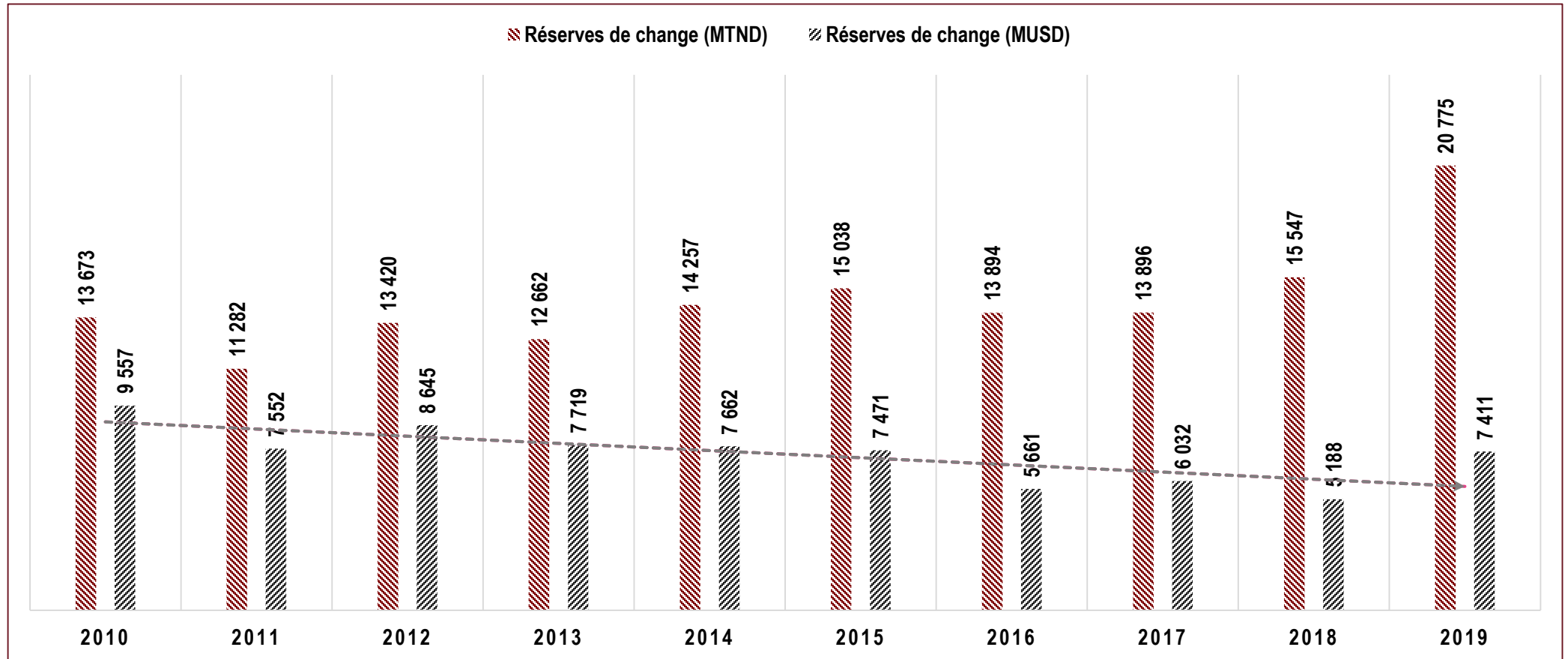
L'absence d'une véritable amélioration de la productivité et de la compétitivité hors-prix de produits tunisiens ont renforcé davantage la dévaluation d'une monnaie incapable aujourd'hui de remonter la pente sans réformes économiques et financière.

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Déficit courant (KTND)	-4 766	-5 812	-6 302	-7 369	-7 552	-7 935	-9 870	-11 761	-10 014
En % du PIB	-3,50%	-5,10%	-8,40%	-9,10%	-8,90%	-8,80%	-10,20%	-11,10%	-8,80%



ETAT DES LIEUX

EVOLUTION DES RESERVES DE CHANGE

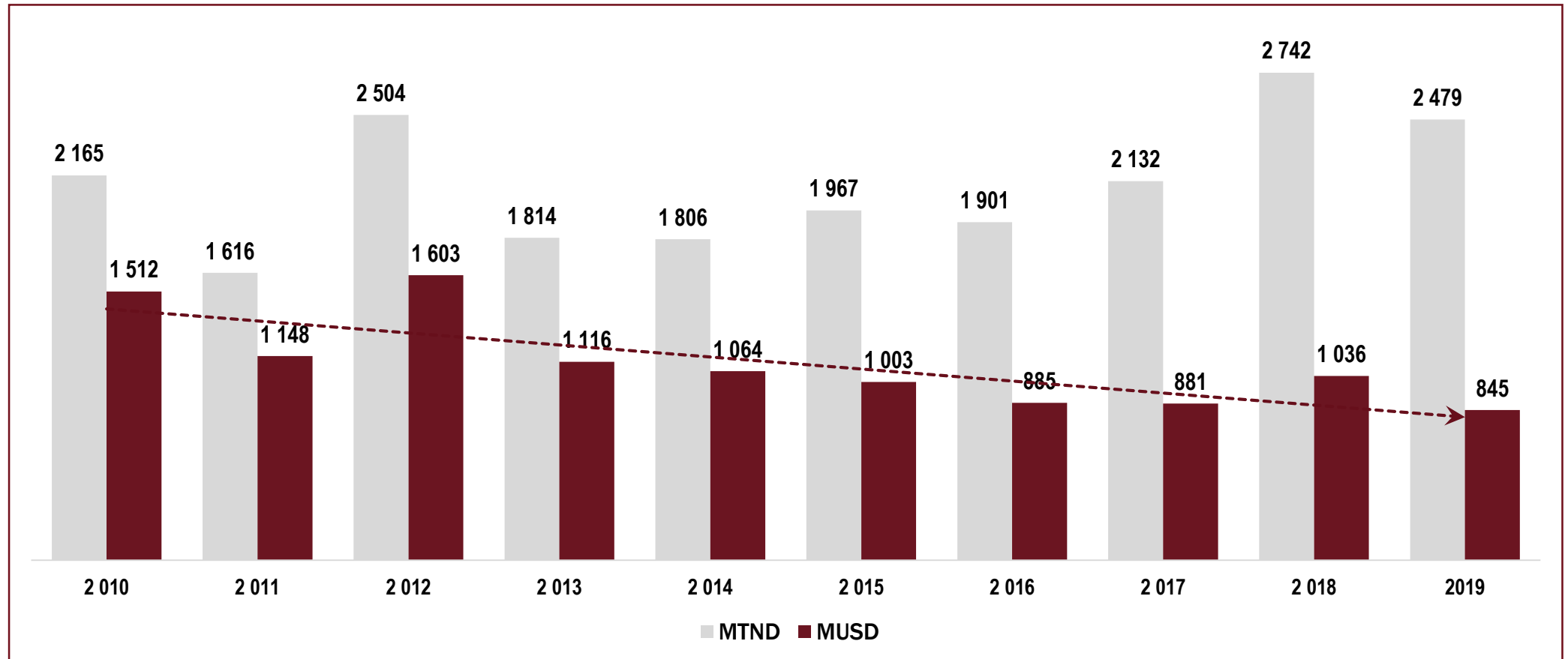


EN MILLION DE TND / MILLION USD



ETAT DES LIEUX

MANQUE D'ATTRACTIVITÉ POUR LES INVESTISSEMENTS DIRECTS ÉTRANGERS



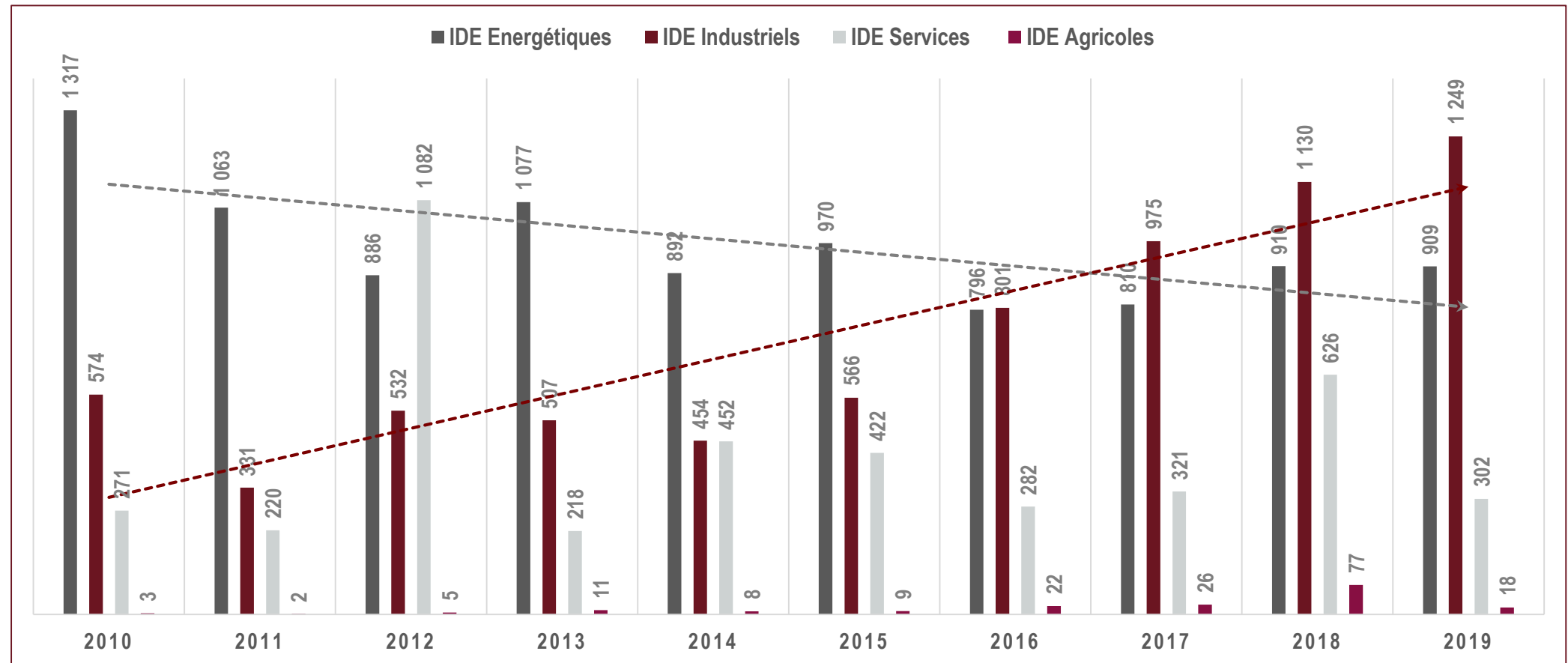
EN MILLION DE TND

Pronoia By Reckon



ETAT DES LIEUX

DEPUIS 2016, LES IDE INDUSTRIELS DOMINENT LA STRUCTURE DES IDE



EN MILLION DE TND

4.1 ETAT DES LIEUX

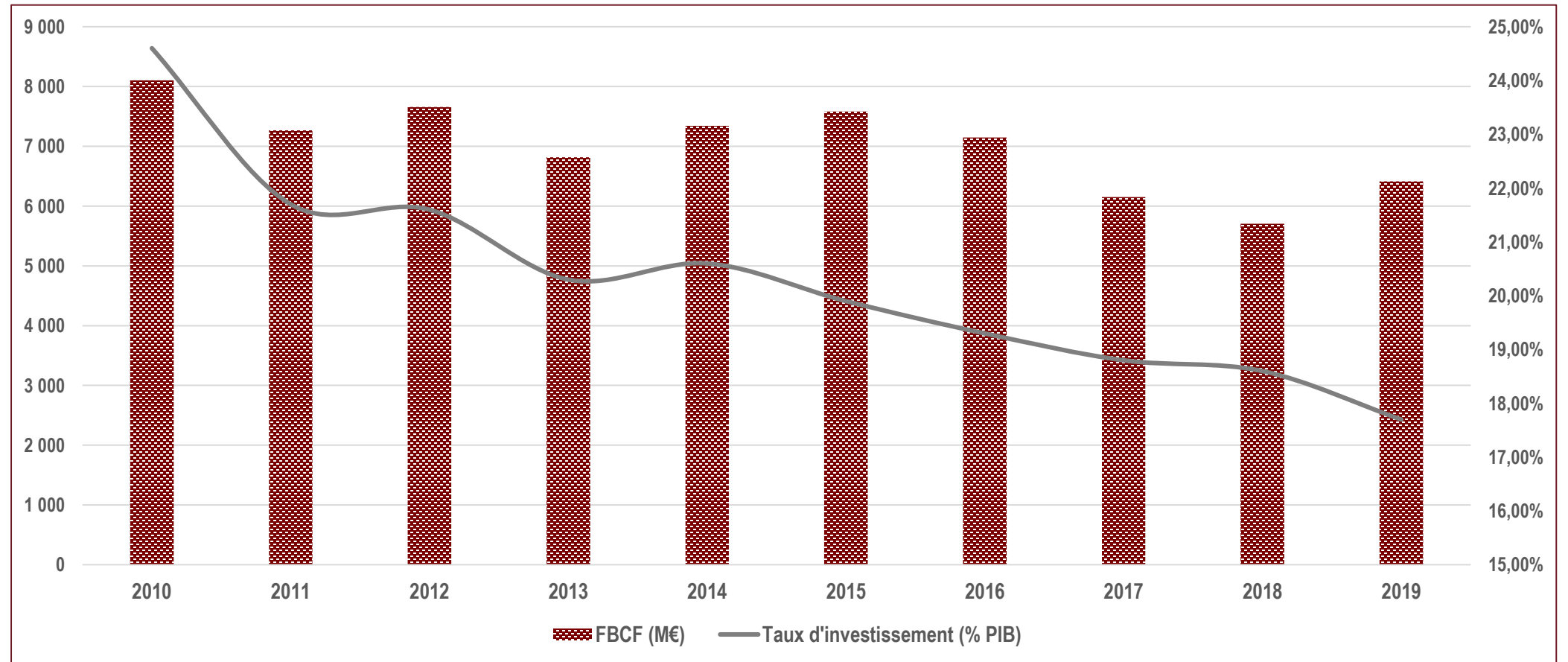
4.2 ANALYSE SECTORIELLE

4.3 PROJECTIONS MACROECONOMIQUES



ETAT DES LIEUX

UN INVESTISSEMENT EN DÉCROISSANCE



EN MILLION DE TND

Pronoia By Reckon

4.1 ETAT DES LIEUX

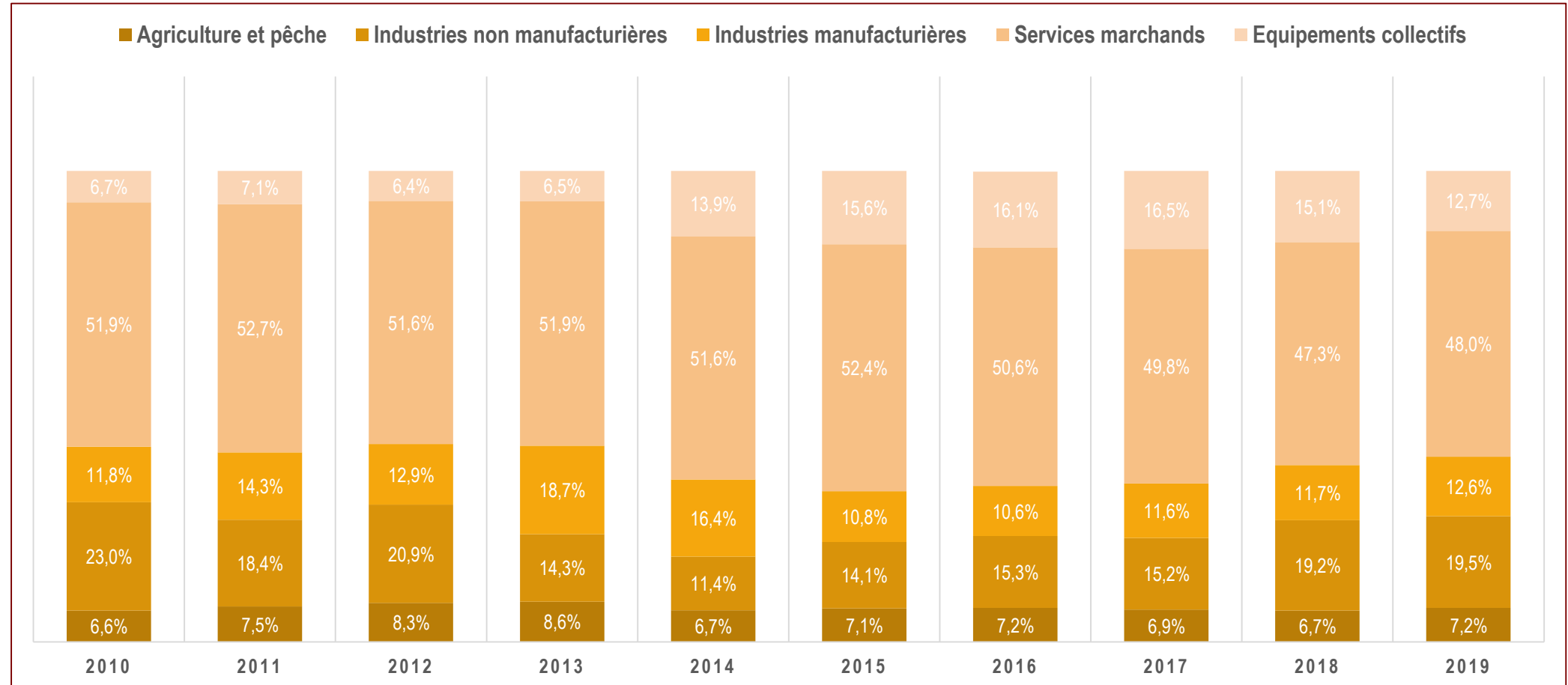
4.2 ANALYSE SECTORIELLE

4.3 PROJECTIONS MACROECONOMIQUES



ETAT DES LIEUX

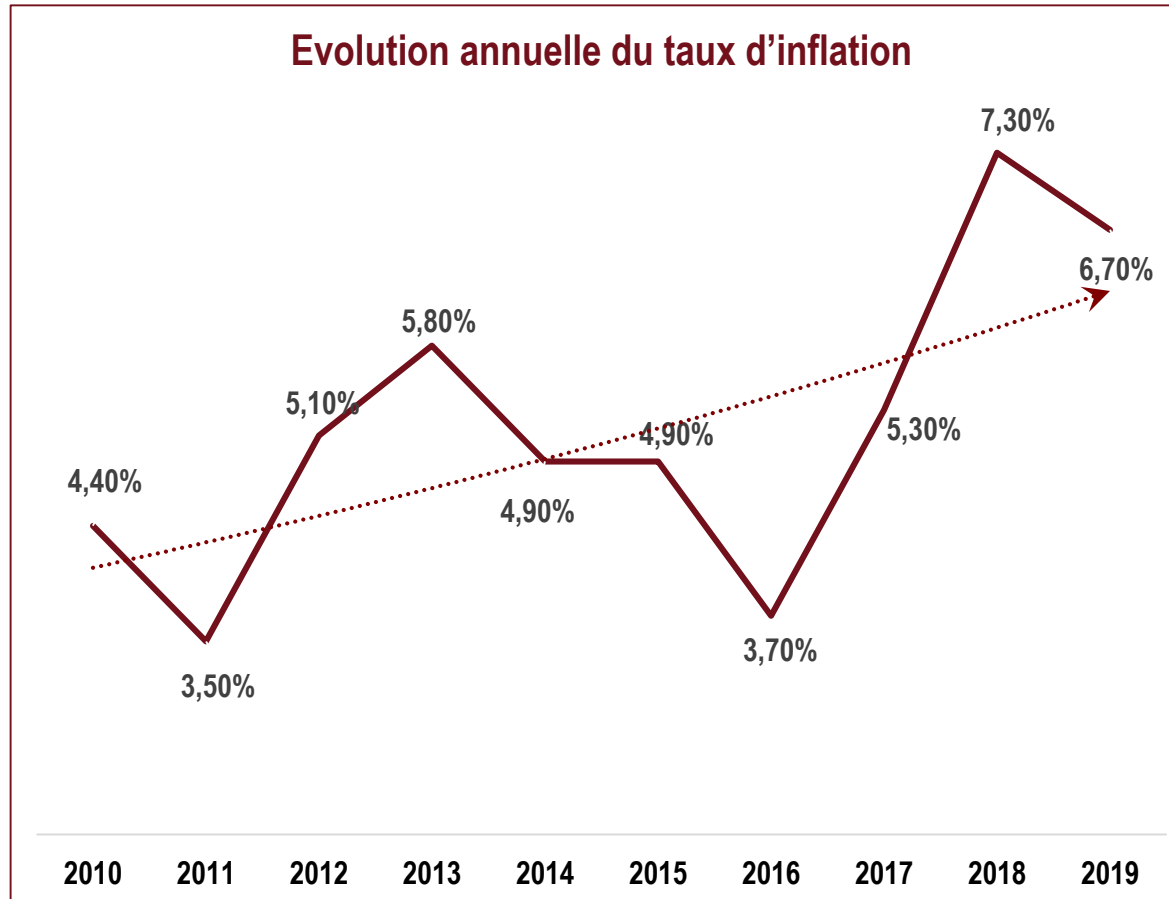
STRUCTURES DES INVESTISSEMENTS GLOBAUX





ETAT DES LIEUX

Evolution annuelle du taux d'inflation



UNE INFLATION DIFFICILE À CONTRÔLER

L'augmentation de la masse monétaire (en inadéquation avec la croissance économique réelle), la dépréciation du dinar et les décalages entre Offre et Demande sont les principales causes de la hausse de l'inflation.

Pour lutter contre ce fléau, la Banque Centrale de Tunisie a augmenté son taux directeur de sorte à retrouver un taux d'intérêt réel positif. L'utilisation de l'instrument monétaire a relativement permis de ralentir la dynamique inflationniste. Toutefois et afin de permettre une véritable maîtrise de l'inflation, des solutions se doivent d'être apportées aux sous-jacents économiques qui en sont les principales causes (productivité, compétitivité internationale, canaux de distribution, ...)

Par ailleurs, cette politique monétaire a eu des conséquences négatives sur l'investissement et la création de l'emploi et des richesses, en participant au renchérissement des coûts de financement.

4.1 ETAT DES LIEUX

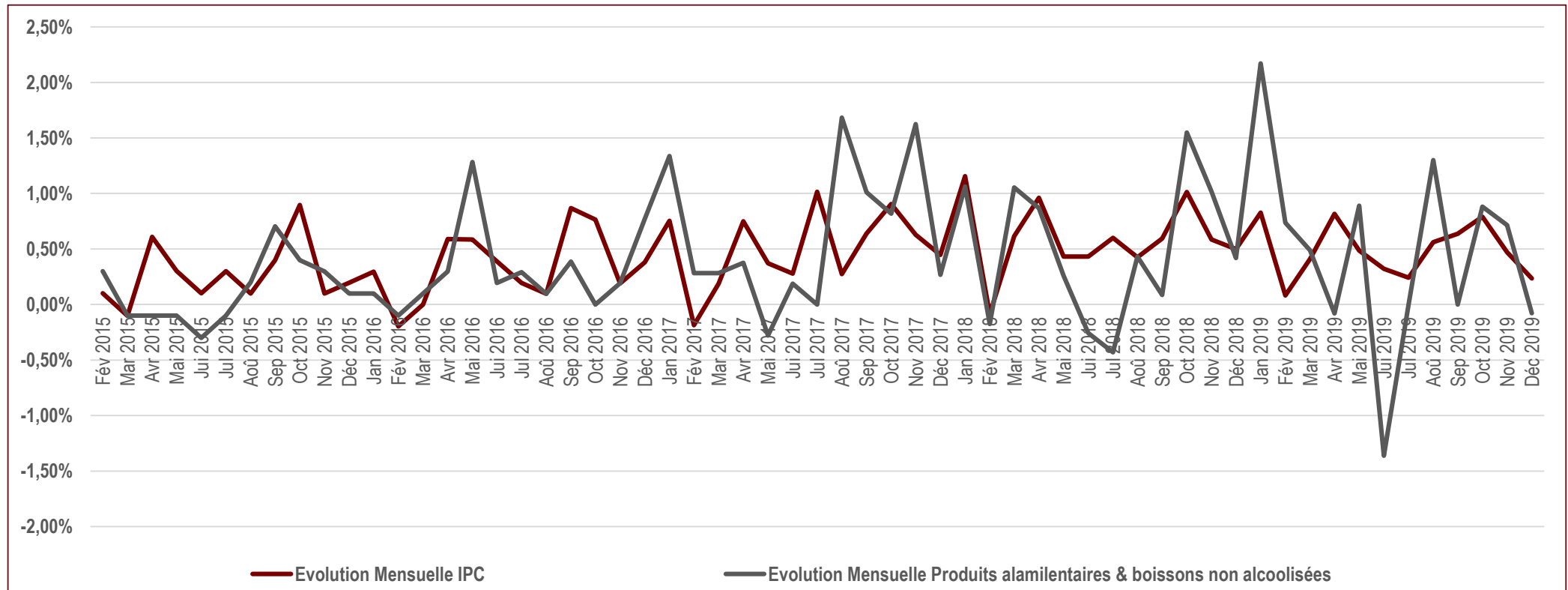
4.2 ANALYSE SECTORIELLE

4.3 PROJECTIONS MACROECONOMIQUES



ETAT DES LIEUX

LE TRAITEMENT DES CAUSES ÉCONOMIQUES DE L'INFLATION EST UNE PRIORITÉ POUR LE GOUVERNEMENT CENTRAL



Le principal driver de l'inflation est l'évolution des prix des produits alimentaires et des boissons non alcoolisées, qui dépend en grande partie des circuits de distribution. La maîtrise des causes économiques (et non pas seulement monétaires) de l'inflation est une condition primordiale pour juguler le fléau inflationniste et libérer les moyens de financement.

4.1 ETAT DES LIEUX

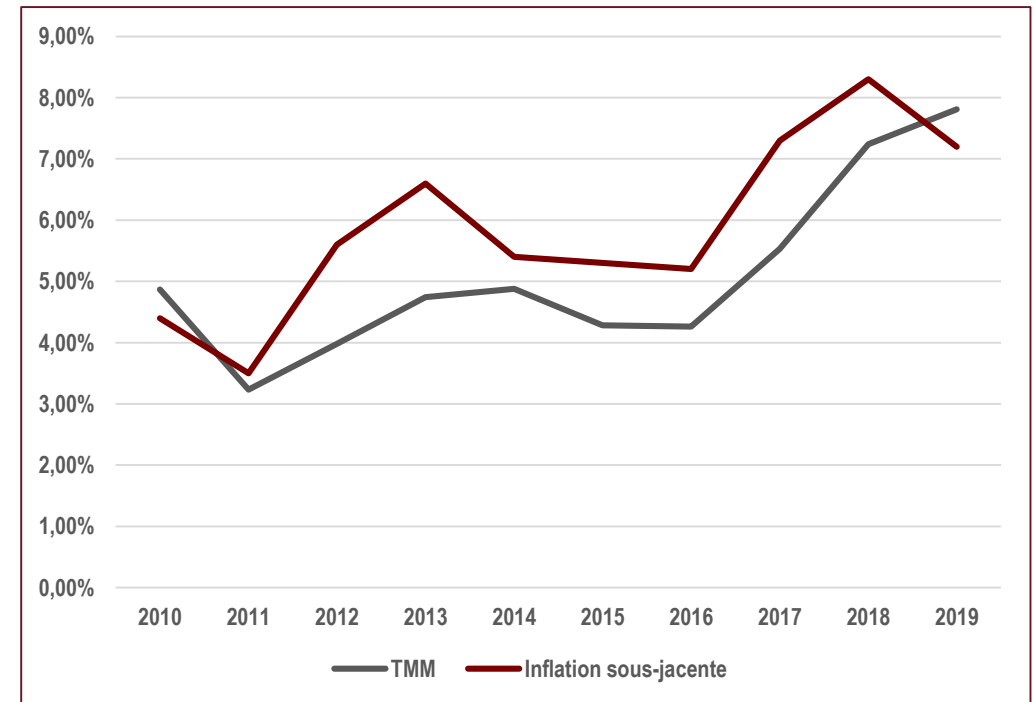
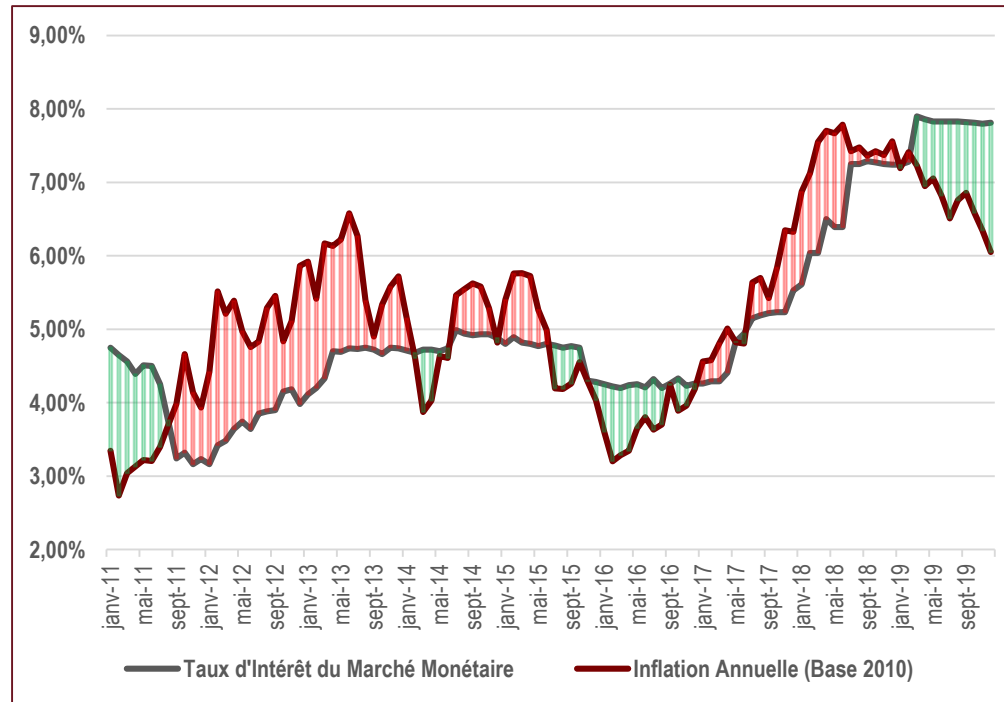
4.2 ANALYSE SECTORIELLE

4.3 PROJECTIONS MACROECONOMIQUES



ETAT DES LIEUX

UNE INFLATION SOUS-JACENTE PERSISTANTE



Depuis 2011, les périodes marquées par un taux d'intérêt réel négatif ont été plus longues que celles avec un taux d'intérêt réel positif. Le maintien de cette composante fondamentale de l'évolution des prix à des niveaux aussi importants constitue un handicap réel au redressement des principaux moteurs de la croissance économique et au rétablissement des équilibres macroéconomiques. La Banque Centrale de Tunisie, qui accorde une importance particulière à cet indicateur lors de la mise en place de sa politique monétaire, s'est retrouvée dans l'obligation de revoir à la hausse son Taux Directeur pour contenir cette tendance, avec un réel impact négatif sur le financement et donc l'investissement.

4.1 ETAT DES LIEUX

4.2 ANALYSE SECTORIELLE

4.3 PROJECTIONS MACROECONOMIQUES



ETAT DES LIEUX

ECONOMIE TUNISIENNE : UNE POSITION À RECONQUÉRIR SUR LE PLAN INTERNATIONAL

	Rang 2019	Rang 2010
EAU	25	25
Qatar	29	17
Arabie Saoudite	35	21
Bahrein	45	37
Kuweit	46	35
Oman	53	34
Jordanie	70	65
Maroc	75	75
Tunisie	87	32
Liban	88	92
Algérie	89	86
Egypte	93	81

Classement DAVOS* 2019 vs. 2010

* Le classement DAVOS 2019 concerne 141 pays et 103 indicateurs

	Rang 2019	Rang 2010
Institutions	73	23
Infrastructure	85	46
Adoption des TIC	83	55
Stabilité Macroéconomique	124	38
Santé	49	31
Education et compétences	84	30
Marché de production	92	33
Marché du travail	133	79
Système financier	94	58
Taille des marchés	71	67
Dynamique des affaires	74	42
Capacité d'innovation	92	31

Classement* par pilier de compétitivité 2019 vs. 2010

4.1 ETAT DES LIEUX

4.2 ANALYSE SECTORIELLE

4.3 PROJECTIONS MACROECONOMIQUES



ETAT DES LIEUX

DES POINTS DE FAIBLESSES MAJEURS POUR L'ECONOMIE TUNISIENNE

Prévalence des barrières non tarifaires	105
Tarifs commerciaux	115
Efficacité des frontières	107
Incidence du terrorisme	106
Capital social	122
Fardeau de la réglementation gouvernementale	112
Protection de la propriété intellectuelle	100
Force des normes d'audit et de comptabilité	103
Financement des PME	109
Solidité des banques	123
% des prêts non performants	128
Déficit de crédit	112
Ratio de capital réglementaire des banques	137
Années moyennes de scolarisation	104
Compétences des diplômés	108

Diversité de la main d'oeuvre	129
Collaboration multipartite	115
Inflation	117
Dynamisme des dettes	133
Pratiques d'emploi et de licenciement	129
Coopération dans les relations de travail	127
Flexibilité des salaires	124
Facilité d'embauche des étrangers	141
Fiabilité de la gestion professionnelle	104
Salaires et productivité	127
Attitude envers le risque entrepreneurial	109
Croissance des entreprises innovatrices	114
Entreprises qui adoptent des idées dissuasives	126
Efficacité du transport aérien	118
Connectivité d'expédition	101

4.1 ETAT DES LIEUX

4.2 ANALYSE SECTORIELLE

4.3 PROJECTIONS MACROECONOMOUES



ETAT DES LIEUX

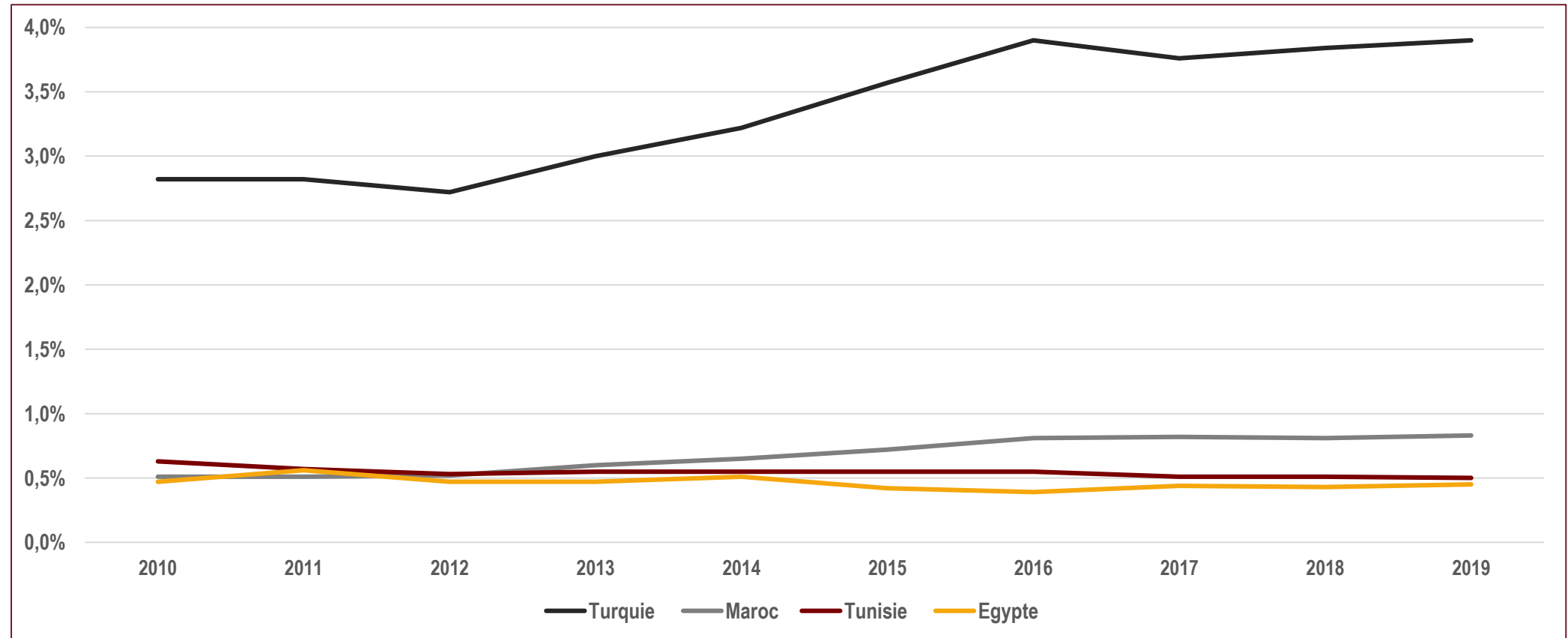
PRINCIPAUX AXES DE REGRESSION ENTRE 2010 ET 2019

	Rang 2019	Rang 2010
Prévalence des barrières non tarifaires	105	57
Incidence du terrorisme	106	25
Fardeau de la réglementation gouvernementale	112	15
Protection de la propriété intellectuelle	100	37
Solidité des banques	123	59
Sophistication de l'acheteur	101	40
Inflation	117	85
Dynamisme des dettes	133	94
Pratiques d'emploi et de licenciement	129	52
Coopération dans les relations de travail	127	32
Fiabilité de la gestion professionnelle	104	40
Salaires et productivité	127	52
Efficacité du transport aérien	118	38



ETAT DES LIEUX

EVOLUTION DE LA PART DE MARCHÉ DE L'ÉCONOMIE TUNISIENNE DANS L'UNION EUROPEENNE



4.1 ETAT DES LIEUX

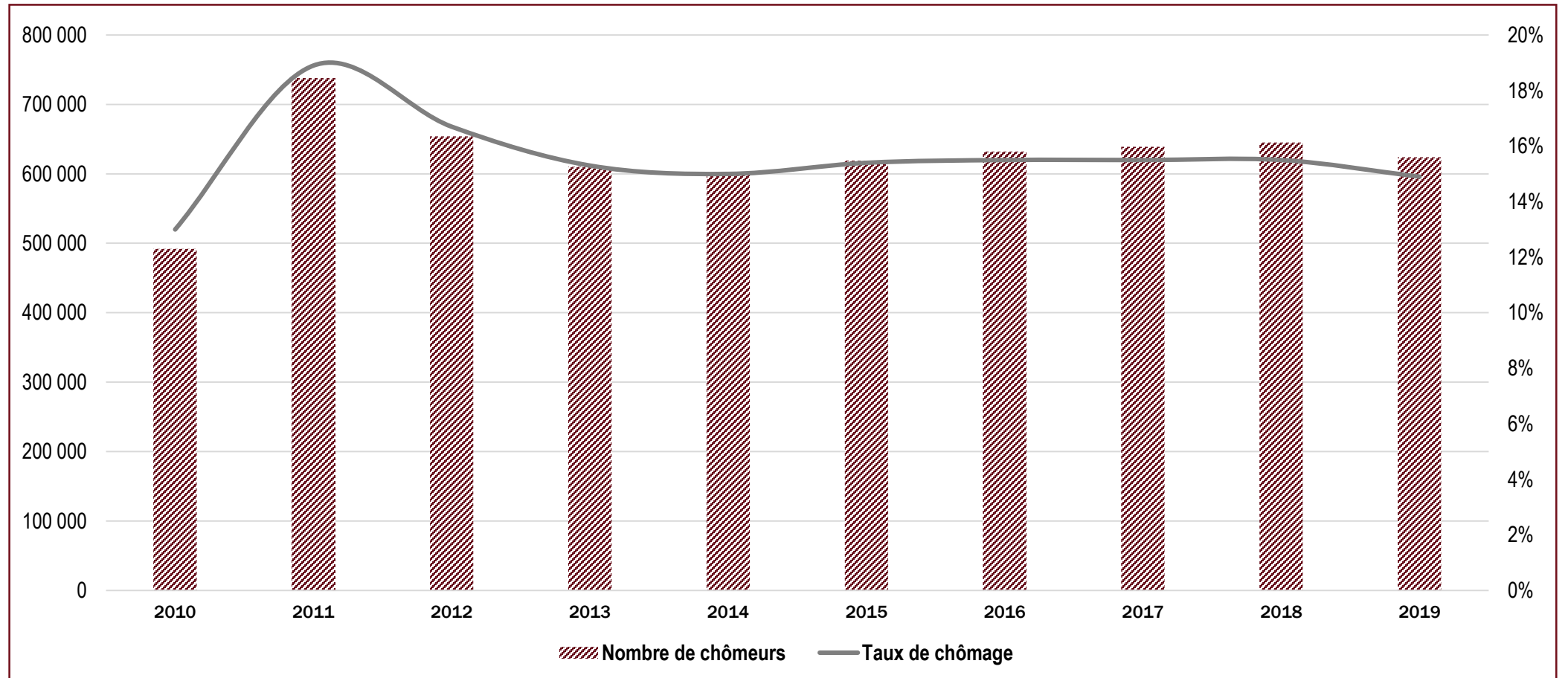
4.2 ANALYSE SECTORIELLE

4.3 PROJECTIONS MACROECONOMOUES



ETAT DES LIEUX

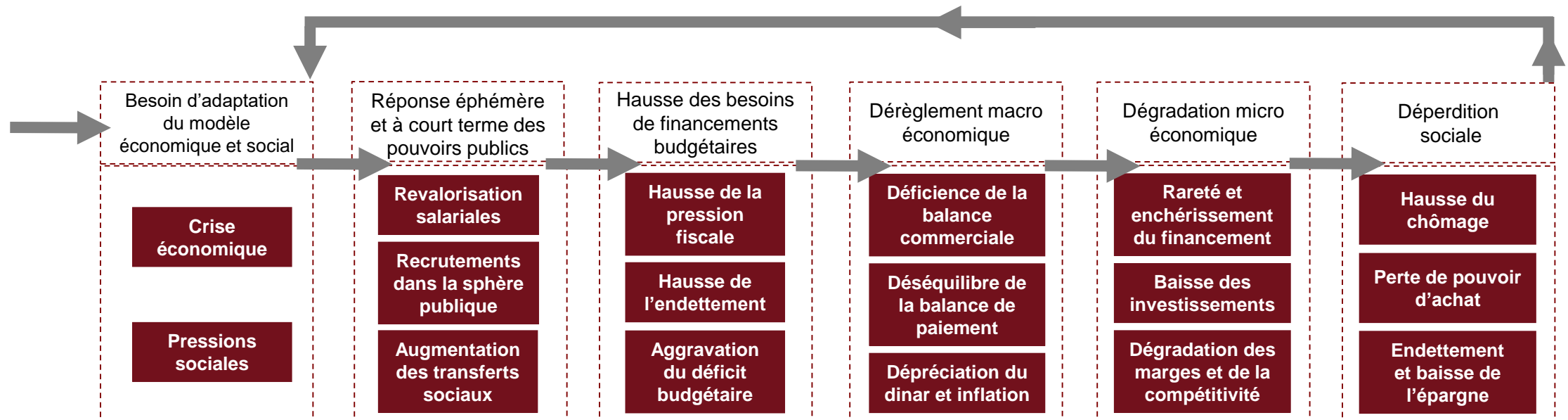
UN CHÔMAGE STRUCTUREL COMME RÉSULTAT DE LA FAILLITE DES DIFFÉRENTES POLITIQUES ÉCONOMIQUES





ETAT DES LIEUX

LE CERCLE VICIEUX DE L'ÉCONOMIE TUNISIENNE



Sur la dernière décennie, nous assistons à une inadéquation complète des réponses de l'état central tunisien face à l'essoufflement du modèle économique d'avant 2010 : des réponses court-termistes face à des problématiques de long terme, des réponses sociales face à des difficultés économiques et des instruments de gestion budgétaire et monétaire au lieu et place de stratégies et de réformes structurelles.



ETAT DES LIEUX

LE CERCLE VICIEUX DE L'ÉCONOMIE TUNISIENNE

Les réponses, à caractère social sans réformes économiques, des pouvoirs publics tunisiens sont de nature à aggraver la crise avec un expansionnisme monétaire et budgétaire et une hypertrophie des dépenses (à caractère non productif), consolidée par une augmentation de la pression fiscale et financière sur les acteurs organisés et productifs du système.

Une politique qui a pour conséquence une perte de productivité marginale des entreprises, une forte inflation, une importante perte de pouvoir d'achat, une raréfaction et une cherté des ressources financières (pour les entreprises et les ménages), ... constituant ainsi les prémices d'une profonde crise économique et sociale.

Par ailleurs, ce cercle vicieux ne peut réellement se reproduire à l'infini. Ainsi, à chaque nouvelle crise (ou intensification de la crise), les besoins de liquidités et d'injection de fonds (permis généralement par une augmentation de l'endettement, des ventes d'actifs, des pressions fiscales, ...) nécessaires au financement des mesures sociales et budgétaires, sont toujours de plus en plus importants, à mesure que le gouffre financier entre performances économiques réelles et besoins sociaux s'intensifie ; mettant ainsi en lumière le coût des non-réformes structurelles.

Durant la dernière décennie, l'exemple tunisien (comme d'autres auparavant) illustre parfaitement les conséquences d'une dégradation continue des fondamentaux économiques et sociaux, étayées par une inadéquation des réponses publiques face à la situation, en l'absence de planification et d'exécution de réformes structurelles pour y remédier.

Bien avant la crise Covid-19, l'économie tunisienne s'orientait vers une impasse sociale et économique. La crise sanitaire n'a fait qu'accélérer la dégradation de la situation ...



ANALYSE SECTORIELLE



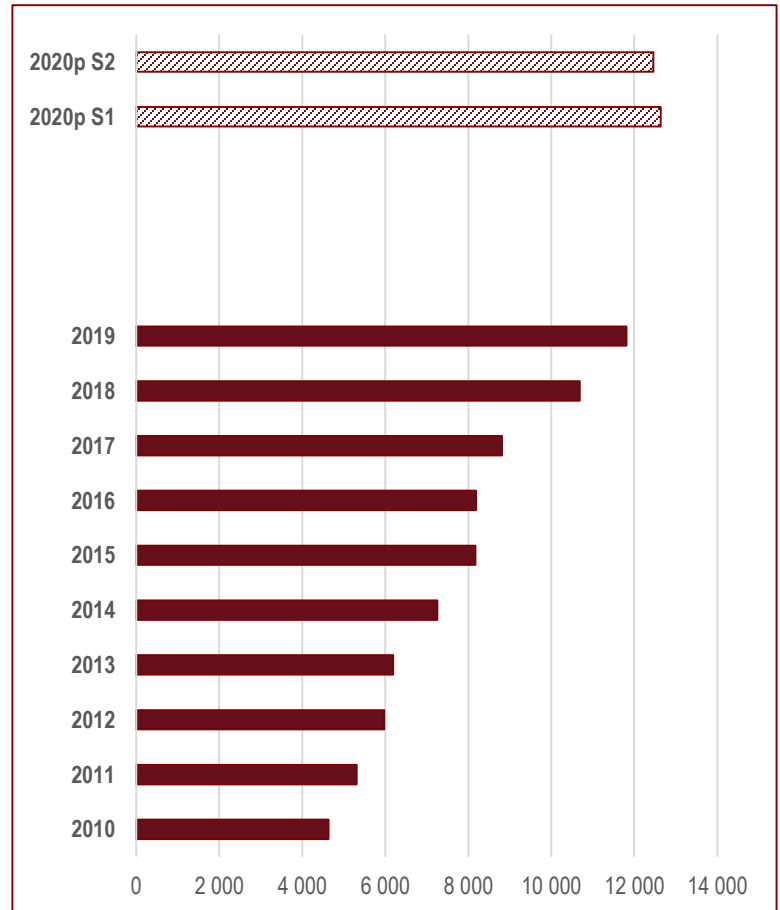
AGRICULTURE ET PÊCHE

Executive Summary

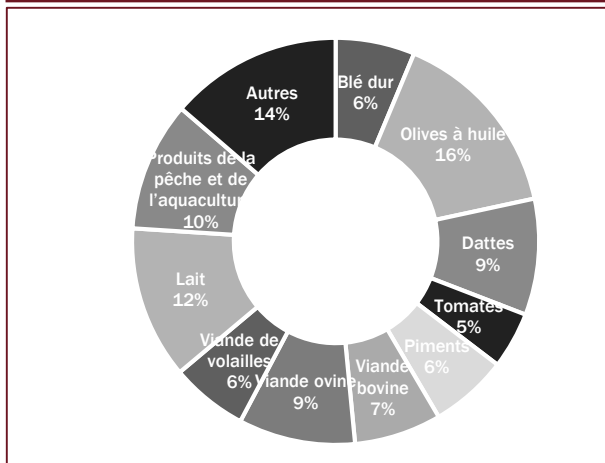
Le secteur de l'agriculture et de la pêche est un pilier de la croissance de l'économie tunisienne. Il s'agit de l'une des rares activités qui affichent une série interrompue de hausses de la valeur ajoutée sur la période 2010-2019.

Au cours des dernières années, l'agriculture a pu développer une résilience remarquable face aux différentes crises économiques qui ont secoué le pays, essentiellement grâce à l'implication des investisseurs privés dans les activités exportatrices. De plus, la valeur ajoutée générée est marquée par l'absence de saisonnalité. Elle est répartie quasiment d'une manière égalitaire sur les quatre trimestres de l'année.

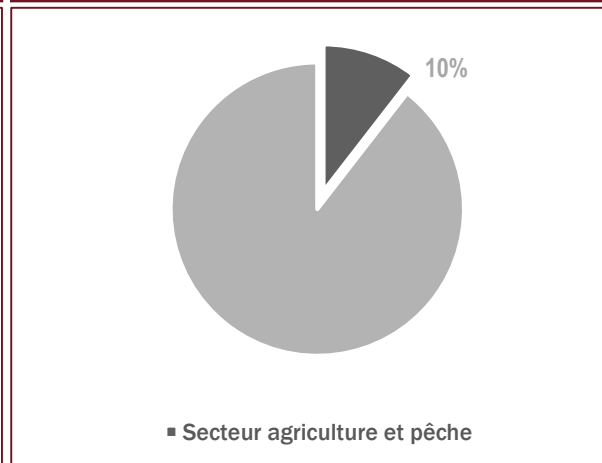
Evolution de la valeur ajoutée du secteur agriculture et pêche (MTND)



Structure du secteur agriculture et pêche



Poids du secteur agriculture et pêche dans le PIB tunisien





AGRICULTURE ET PÊCHE

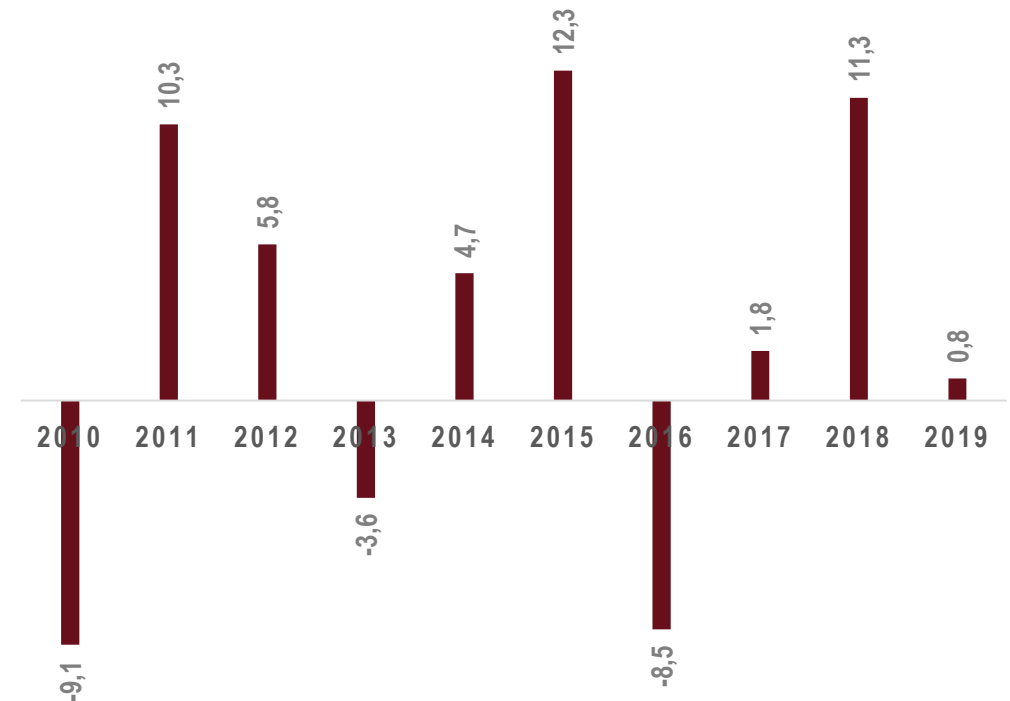
UN SECTEUR QUI MONTRE DES SIGNES DE RÉSILIENCE

Le secteur de l'agriculture et de la pêche est un pilier de la croissance de l'économie tunisienne. Il s'agit de l'une des rares activités qui affichent une série interrompue de hausses de la valeur ajoutée sur la période 2010-19. Le TCAM s'est établi à **10,9%**, dépassant de loin celui du PIB. C'est une performance louable pour un secteur dont les résultats dépendent, en partie, des aléas climatiques qui conditionnent les saisons oléicole et céréalière.

Au cours des dernières années, l'agriculture a pu développer une certaine résilience face aux différentes crises économiques qui ont secoué le pays, essentiellement grâce à l'implication des investisseurs privées dans les activités exportatrices. La valeur ajoutée générée est marquée par l'absence de saisonnalité, Elle est répartie quasiment d'une manière égalitaire sur les quatre trimestres de l'année.

Le secteur assure également un rôle social important, permettant d'offrir des postes d'emplois, certes fragiles dans leur majorité, pour une main d'œuvre non ou peu qualifiée. Fin 2019, **491 100** personnes travaillent dans l'agriculture et la pêche. Toutefois, la création nette d'emplois reste négative sur ces dernières années à cause de la réticence des jeunes à rejoindre ce secteur : 43 400 postes ont été détruits, par rapport à 2011.

Croissance de la valeur ajoutée de l'Agriculture et Pêche (En % - PIB Réel)





AGRICULTURE ET PÊCHE

Investissements réalisés dans le secteur agricole

	2016	2017	2018	2019
Investissements publics (MTND)	646	714,8	773,4	750
<i>dont en Eaux</i>	43,6%	37,4%	41,2%	41,1%
<i>dont en Forêts</i>	13,4%	18,0%	15,4%	8,1%
Investissements privés	809	831	874	986
<i>dont en Machinisme agricole</i>	22,9%	22,6%	25,2%	25,4%
<i>dont en Eaux</i>	22,4%	22,5%	22,9%	22,3%
<i>dont en Elevage</i>	17,4%	17,3%	17,2%	-

PLUS D'INVESTISSEMENTS SONT NÉCESSAIRES

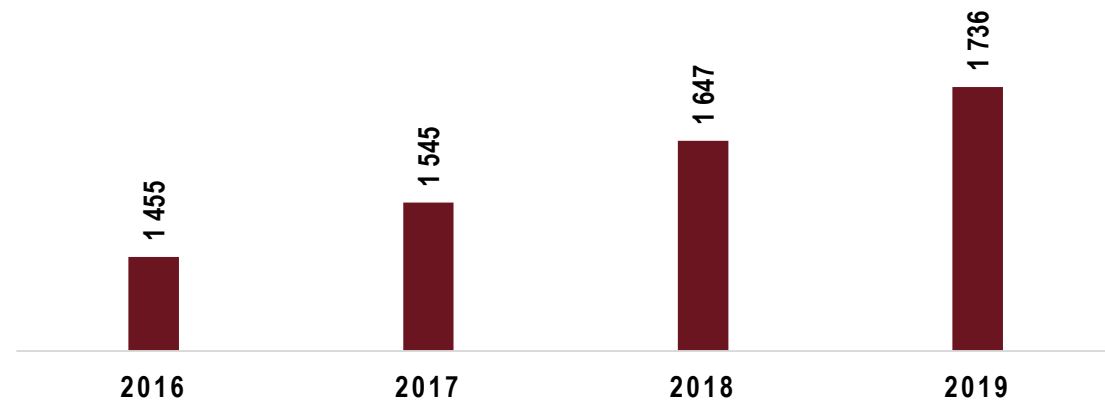
Le rythme des investissements, qu'ils soient publics et privés, reste largement inférieur à la contribution du secteur à la formation du PIB. Sur la période 2016-19, les investissements publics ont évolué à un TCAM de **2,5%** (750 MTND en 2019) contre 5,6% pour ceux privés (986 MTND en 2019).

Les autorités publiques interviennent à tous les niveaux de la chaîne. Côté production, il y a un contrôle des prix des intrants pour les produits de base, outre la constitution de stocks de sécurité et de régulation. Il y a également des subventions pour certains produits, comme le lait, afin de pouvoir encadrer les prix à la consommation et d'assurer une rentabilité minimale pour les filières visées.

Le coût supporté par la Caisse Générale de Compensation pour subventionner les produits de base sur 2010-19 a atteint 14 087 MTND.

Le secteur agricole bénéficie également d'une longue série d'avantages fiscaux et d'incitation à l'investissement et à l'export, ce qui constitue une sorte de participation indirecte aux dépenses en capital du secteur.

Investissements déclarés dans le secteur agricole



EN MILLION DE TND



AGRICULTURE ET PÊCHE

LA TUNISIE : NET IMPORTATEUR DE PRODUITS AGRICOLES

La Tunisie demeure très dépendante des marchés mondiaux, notamment pour satisfaire la demande interne de céréales, de sucre et d'huiles végétales. Le coefficient de dépendance étrangère pour les céréales n'a jamais baissé sous la barre des **50%**, tout au long de dernières années.

La baisse du dinar vis-à-vis des devises étrangères a eu un important impact sur la facture des importations des produits agricoles, comme le présente l'évolution des prix des principales matières importées.

Principaux produits importés	2016	2017	2018	2019
Blé dur	541,5	461,8	557,7	451,8
Blé tendre	473,2	576,1	734,8	889,2
Mais	427	520,8	437,8	565,4
Orge	235,3	264,6	403,2	367,2
Huiles végétales	397,8	632,8	480,3	532,5
Sucre	378,5	682,5	611,4	472,6
Lait et dérivés	52,1	99,2	141,5	179,5
Viandes	8,6	23,4	52,2	67,3
Pomme de terre	39,3	43,6	44,2	64,9

EN MILLION DE TND

Prix des principaux produits importés	2016	2017	2018	2019
Blé dur	0,63	0,66	0,76	0,86
Blé tendre	0,39	0,47	0,58	0,67
Mais	0,38	0,43	0,51	0,55
Orge	0,37	0,45	0,61	0,68
Huiles végétales	1,67	2,07	2,04	2,03
Sucre	0,84	0,98	0,85	0,95
Lait et dérivés	4,07	6,09	4,85	5,83
Viandes	4,78	8,36	10,04	9,90
Pomme de terre	0,98	1,33	1,51	1,59

EN TND/KG

Pronoia By Reckon



AGRICULTURE ET PÊCHE

FORTE ACTIVITÉ POUR L'EXPORT

L'agriculture contribue activement aux exportations du pays. Avec l'industrie agroalimentaire, les exportations ont atteint **4 709 MTND** en 2019. L'essentiel de ces recettes provient de quatre produits.

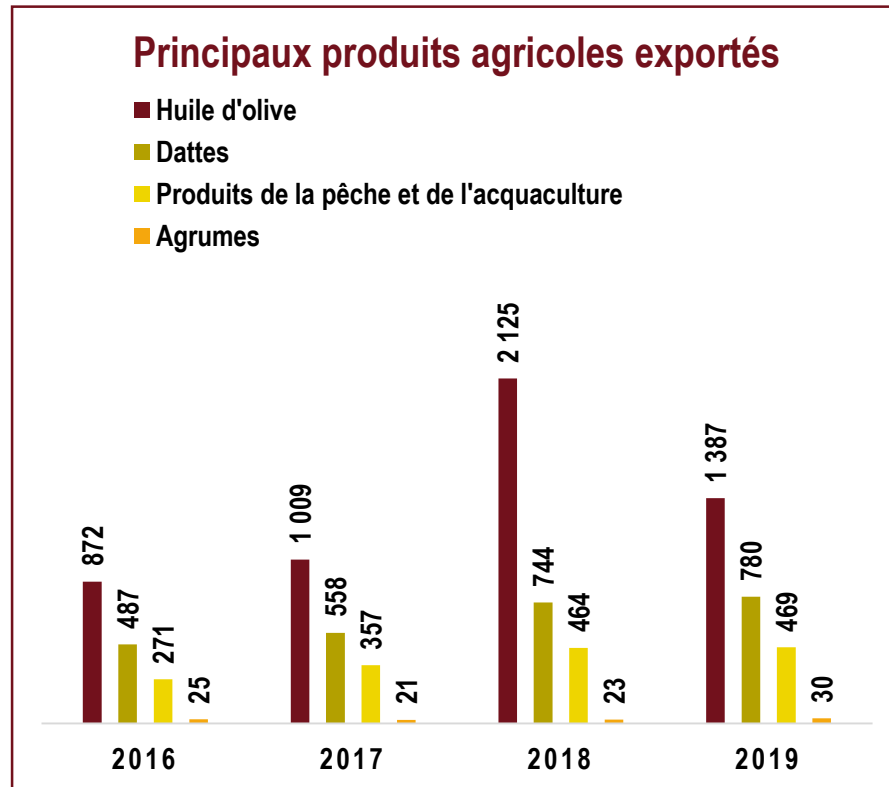
- **L'huile d'olive** : grâce au système de quotas instauré par l'Union Européenne, la Tunisie peut exporter annuellement une bonne partie de sa production oléicole et les exportations sur la période 2016-19 se sont établies à **5 393 MTND**. L'activité est très cyclique, mais les revenus annuels des exportations ont pu se stabiliser au-dessus de 1 000 MTND grâce à un taux de change favorable aux exportateurs.
- **Les dattes** : avec une variété haut de gamme (Deglet Nour), la Tunisie a pu se classer comme premier exportateur mondial de dattes. En 2019, les exportations ont rapporté **780 MTND**, un record pour la filière. Le pays exporte sa production vers plus de 70 pays, dont deux particulièrement importants, à savoir le Maroc et l'Espagne.
- **Les produits de pêche et l'aquaculture** : En 2019, le secteur a pu exporter des produits pour une valeur de **469 MTND**, grâce essentiellement au thon rouge, pieuvre et calamars. Les marchés européens absorbent l'essentiel de cette production. Sur la période 2016-19, ces produits ont affiché le TCAM le plus rapide parmi les produits exportés, soit **20,1%**.
- **Les agrumes** : Il s'agit du 4^{ème} contributeur aux exportations agricoles tunisiennes, avec 30 MTND en 2019. La principale variété demandée par les marchés reste l'Orange Maltaise, à côté de la Thomson, Citron, Mandarine et les variétés Bio. Le marché français est la principale destination, absorbant **79%** de nos exportations en la matière.

Le taux de couverture des importations par les exportations s'élève à **68,8%** en 2019, soit un déficit de 2 129 MTND, ce qui représente **18%** de la valeur ajoutée du secteur agricole.



AGRICULTURE ET PÊCHE

EFFET PRIX FAVORABLE AUX EXPORTATEURS



EN MILLION DE TND

Prix des principaux produits exportés	2016	2017	2018	2019
Huile d'olive	7,74	9,85	9,26	8,06
Dattes	4,28	5,34	6	6,85
Produits de la pêche et aquaculture	16,83	20,77	20,43	20,77
Agrumes	1,2	1,19	1,63	1,71

EN TND / KG



AGRICULTURE ET PÊCHE

IMPACT COVID-19: LÉGÈRE PERTURBATION DE L'APPROVISIONNEMENT LOCAL

Selon l'ONAGRI, la pandémie n'a pas particulièrement touché la production des produits agricoles, à l'exception de ceux de la pêche. Cependant, le confinement total pour contenir la propagation du virus a eu des retombées négatives sur les circuits d'approvisionnement, de commercialisation et de distribution des produits agricoles. Fin mars 2020, l'offre a reculé de **7%** pour les légumes et de **41%** pour les fruits. La réouverture des marchés a permis de réajuster la situation et le fonctionnement s'est normalisé depuis. Selon l'INS, les prix des fruits se sont appréciés de **2,8%** en mars et de **13,6%** en avril (rythme mensuel). Idem pour les légumes frais qui ont vu leurs prix augmenter respectivement de **6,9%** et **9,9%** sur la même période.

Offre durant la période du confinement

	mars-20	mars-19	avr-20	avr-19	mai-20	mai-19
Légumes	22 530	24 174	27 225	20 625	23 010	19 855
Fruits	7 195	12 245	9 585	10 200	20 005	15 835

En tonnes

L'impact COVID a été plus important pour les produits de la pêche. La suspension, à partir du 6 avril 2020, des activités des navires de pêche au filet ou au chalut a causé une baisse de la production de **59%** au mois de mars et de **53%** au mois d'avril par rapport à 2019. Pour toute la période du confinement, c'est une chute de l'offre de **33%** qui a été observée, avec une cherté excessive pour certains produits. L'indice des prix à la consommation montre que les prix des poissons frais ont augmenté de **14,5%** et **11,8%** en mars et en avril, par rapport à l'année précédente.



AGRICULTURE ET PÊCHE

IMPACT COVID-19: MODESTE SAISON CÉRÉALIÈRE

Pour les céréales, les données disponibles montrent qu'il y a eu des effets négatifs sur le rythme de la fertilisation des terrains agricoles. L'interdiction de circulation entre les gouvernorats n'a pas permis au machinisme agricole de s'orienter vers les régions qui manquent d'outils de production.

Avec la faible pluviométrie durant les mois de janvier et de février 2020, la production nationale de céréale était en deçà des attentes avec seulement 15,3 millions de quintaux, en forte baisse par rapport à la production de la dernière campagne qui a atteint 24 millions de quintaux. Seuls **83%** des superficies semées sont aptes à être récoltées.

La surconsommation observée lors de la période du confinement devrait accentuer le rythme des importations pour le reste de l'année. La Tunisie est très dépendante des marché internationaux face à une demande croissante d'une population dont le régime alimentaire est essentiellement basé sur les produits à base de céréales.

Produits	Collecte de céréales en 2020	Evolution 2020/19
Blé dur	9,585	-28%
Blé tendre	0,841	-70%
Orge	4,654	-28%
Triticale	0,260	-37%

EN MILLION DE QUINTAUX



AGRICULTURE ET PÊCHE

IMPACT COVID-19: LA PRODUCTION DE DATTES SERAIT AU RENDEZ-VOUS

Pour les dattes, la période du confinement général a coïncidé avec celle de la pollinisation artificielle, indispensable pour une bonne récolte. Les restrictions des déplacements ont causé un manque de main d'œuvre dans les palmerais, mais les chiffres disponibles montrent que les agriculteurs ont pu assurer la pollinisation de **36 millions** de régimes de dattes, contre 33 millions durant la campagne 2018-19, un record pour le secteur. Ainsi, il n'y aura pas de répercussions sur la production de la prochaine saison.

Néanmoins, il y a de vraies craintes que les exportateurs ne procèdent pas à des achats de la récolte sur pieds, ce qui réduit la capacité des petits agriculteurs à protéger les dattes. L'intervention des autorités publiques, via de nouvelles subventions du matériel de protection et de primes de stockage (0,05 TND/kg) et d'exportation (+50% des primes vers toutes les destinations jusqu'au 30 septembre 2020) devraient limiter l'impact de la crise sanitaire sur le secteur.

L'écoulement de ce qui reste de la production de la saison dernière est une condition nécessaire pour la réussite de la campagne de cette année étant donnée les limites des capacités de stockage. Le marché local n'a pas la capacité d'absorber la production et il est nécessaire que la demande reprenne dans les principaux marchés extérieurs.

Rythme de pollinisation des régimes de dattes

2015/16	26,5
2016/17	27,7
2017/18	31,0
2018/19	33,0
2019/20	36,0

En Million d'unités



AGRICULTURE ET PÊCHE

IMPACT COVID-19: UNE PRODUCTION EN BAISSSE POUR LES LÉGUMES ET LES FRUITS

En ce qui concerne la production, les chiffres montrent que l'impact le plus sensible serait au niveau des tomates, avec une baisse des superficies cultivées à 15 000 hectares (17 000 hectares en 2018/19). Pour les fruits, les estimations tablent sur un recul de la production de **6,8%** à 274 000 tonnes.

En dépit de la baisse de la production, les prix devraient se stabiliser puisque la demande locale serait également en berne pour trois principales raisons : l'absence d'une saison touristique (touristes étrangers), la faible affluence des tunisiens résidents à l'étranger (l'équivalent de 3 millions de personnes sur la période juin-août), ainsi que l'impact de la crise sur le pouvoir d'achat du consommateur local.

Production des fruits estivales

	Production	Progression annuelle
Nèfle	143 000	-3,3%
Pêche	62 000	-14,4%
Amande	2 200	-26,6%
Nectarine	3 500	16,0%
Cerise	7 500	19,0%

En tonnes



AGRICULTURE ET PÊCHE

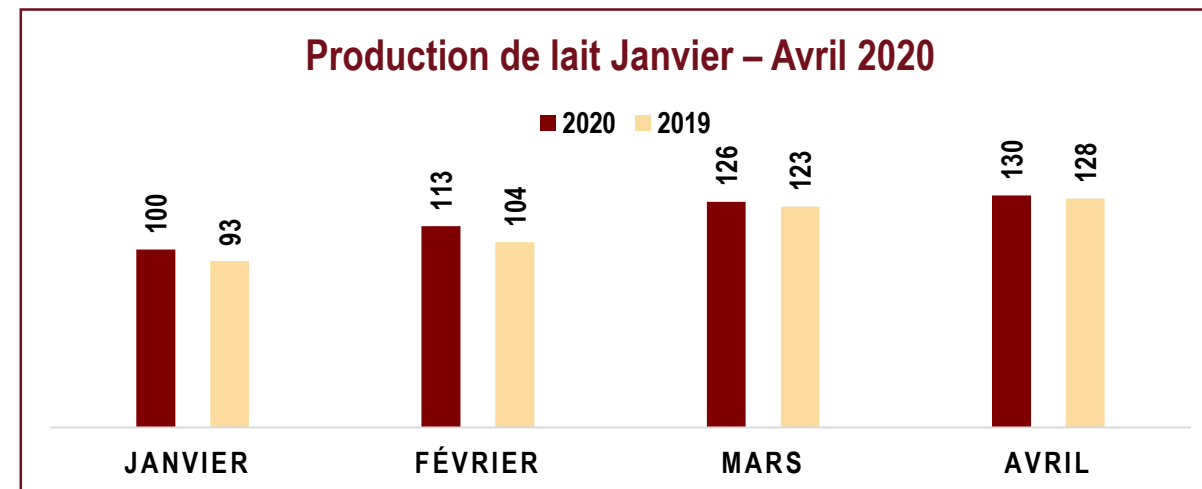
IMPACT COVID-19: MOMENTUM DIFFICILE POUR LES VIANDES

La période du confinement total a coïncidé avec celle de la forte lactation. Les restrictions de circulation et la fermeture de points de vente de lait frais et ses dérivés ont conduit à une hausse de collecte de 5% par rapport à l'année dernière par les centres spécialisés.

Durant les 4 premiers mois de 2020, la production de lait stérilisé a atteint 236 millions de litres contre 215 millions sur la même période en 2019. Le stock de lait fin avril 2020 s'est stabilisé à 30,8 millions de litres.

La production des viandes rouges a fortement chuté durant le confinement avec la fermeture des abattoirs. Néanmoins, l'approvisionnement du marché local est resté stable grâce à l'absence de la demande émanant des structures hôtelières et des restaurants.

Pour la viande blanche, le secteur a connu de fortes perturbations à tous les niveaux de la chaîne de valeurs, causant un recul de la production de 3,5% au mois de mars et 7,4% au mois d'avril.

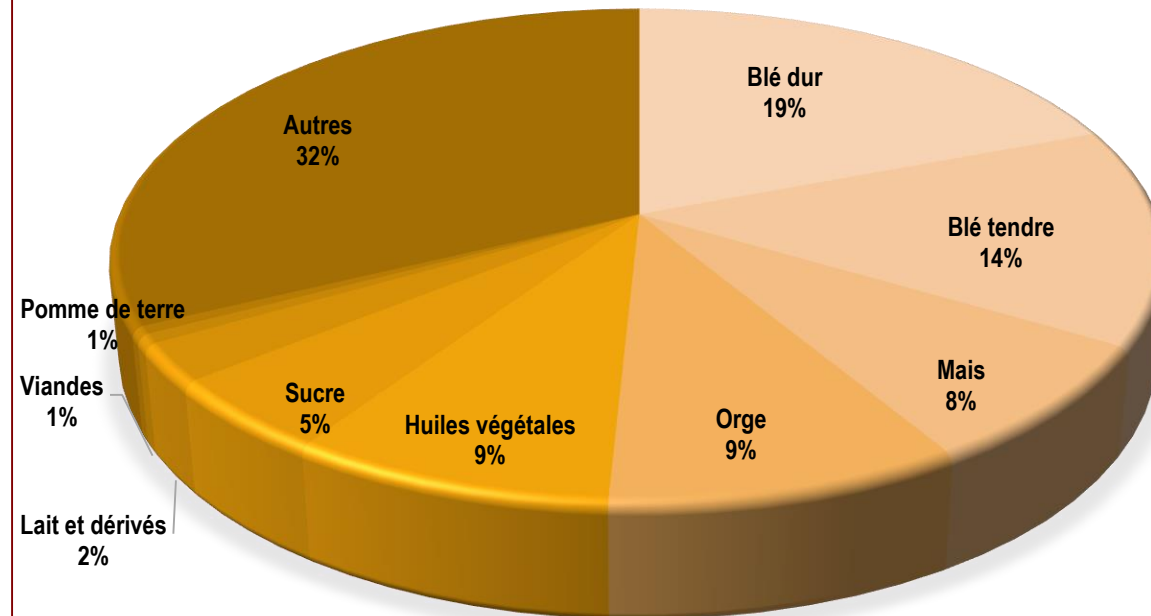


En Million de litres



AGRICULTURE ET PÊCHE

Structure des importations alimentaires – Juin 2020



IMPACT COVID-19: UNE BALANCE ALIMENTAIRE PLUS ÉQUILBRÉE

Les sept premiers mois de l'année se sont soldés par un taux de couverture des importations par les exportations de **93,2%**. Il s'agit d'une amélioration par rapport à la même période en 2019 où ce taux était seulement de 77,2%. Les chiffres ont bénéficié de l'excellente performance affichée par l'huile d'olive (1 505 MTND, **+73,8%** en rythme annuel).

Durant cette période, les importations de céréales ont augmenté de **3,9%** par rapport à 2019. Seuls les prix du blé dur se sont appréciés de **15,2%**, ceux du blé tendre et de l'orge ont respectivement baissé de **5,0%** et **10,8%**. En ce qui concerne les importations des huiles végétales, elles ont reculé de **11,1%** à 264 MTND.

Globalement, et vu l'absence d'une saison touristique en 2020, la balance alimentaire devrait afficher l'un des meilleurs taux de couverture depuis de longues années. Néanmoins, cela dépendra de la capacité des phoeniculteurs à exporter leur production.



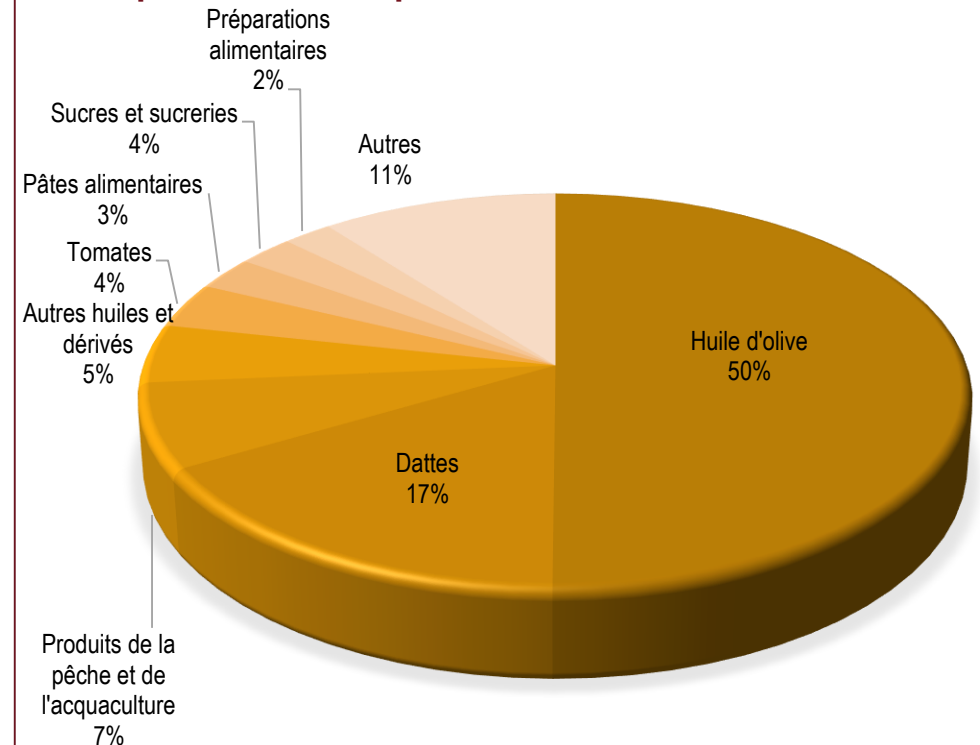
AGRICULTURE ET PÊCHE

IMPACT COVID-19: LES EXPORTATIONS SAUVÉES PAR L'HUILE D'OLIVE

Exportations agricole Janvier - Mai 2020

	2020	2019
Espagne	620	289
Italie	306	255
Libye	193	244
Etats-Unis	192	194
Maroc	134	164
France	124	163
Allemagne	84	80
Japon	79	37
Canada	65	50
Pays-Bas	54	45
Indonésie	42	36
Malaisie	34	34
Arabie Saoudite	17	53

Répartition des exportations alimentaires - Juin 2020





AGRICULTURE ET PÊCHE

Quantités exportées d'huile d'olive

	2020	2019
Janvier	27,4	16,1
Février	36,3	16,6
Mars	46,1	16,2
Avril	49,0	15,7
Mai	43,0	12,1
Juin	38,8	11,3

En Million de tonnes

Recettes des exportations d'huile d'olive

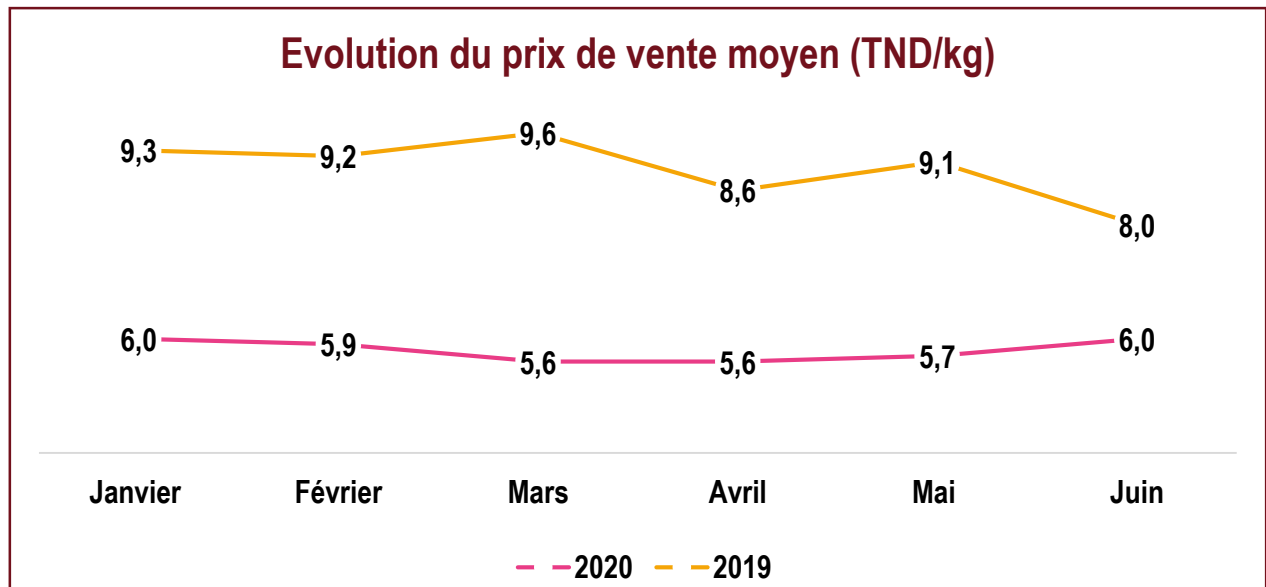
	2020	2019
Janvier	156,1	145,2
Février	212,7	143,1
Mars	260,0	156,1
Avril	253,1	134,4
Mai	237,0	108,2
Juin	239,0	89,9

En Million de dinars

IMPACT COVID-19: LES MARCHÉS TRADITIONNELS TIENNENT

Les exportations d'huile d'olive ont progressé, à fin juin 2020, à 1 358 MTND (1 505 MTND fin juillet 2020 selon les chiffres de l'INS). En termes de quantités, **96%** de l'objectif tracé (250 000 tonnes) a été atteint avec 240 400 tonnes exportés depuis le début de la saison. Le rythme des exportations envers les marchés traditionnels n'a pas été affecté par la pandémie, ce qui constitue une réussite pour la filière.

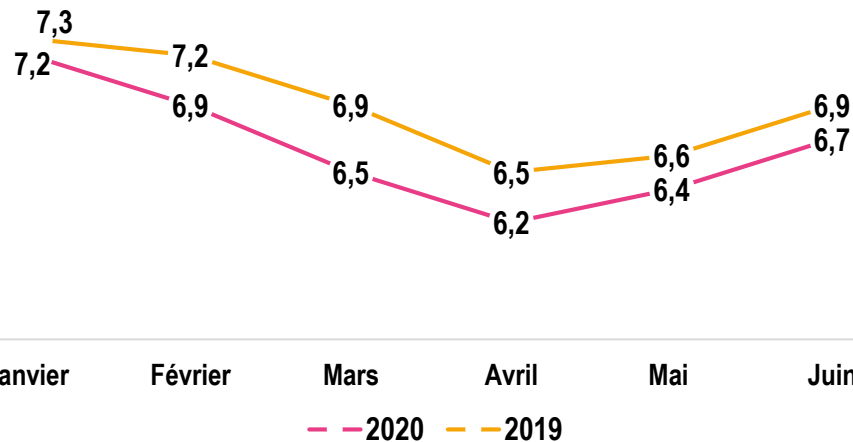
Evolution du prix de vente moyen (TND/kg)





AGRICULTURE ET PÊCHE

Evolution du prix de vente moyen (TND/Kg)



IMPACT COVID-19: LES DATTES RÉSISTENT

Les exportations des dattes ont régressé de **5,6%** en volume et de **9,3%** en valeur, à fin juin 2020, pour s'établir à 493 MTND, à cause de la décélération du rythme d'exportation aux mois de mars et avril 2020.

A noter que la production a enregistré une hausse de **11%** à 332 000 tonnes.

Avec la baisse de la demande marocaine (-5 800 tonnes) et américaine(-9 200 tonnes), il y a eu la hausse des destinations canadienne (+800 tonnes) et indonésienne (+1 100 tonnes).

Quantités exportées de dattes

	2020	2019
Janvier	14,8	13,7
Février	15,5	15,7
Mars	14,1	16,2
Avril	8,6	15,2
Mai	8,0	6,8
Juin	6,0	3,4

En Millier de tonnes

Recettes des exportations de dattes

	2020	2019
Janvier	107,1	100,3
Février	107,6	113,6
Mars	92,0	112,0
Avril	53,2	99,5
Mai	50,7	44,6
Juin	36,9	23,4

En Million de dinars



AGRICULTURE ET PÊCHE

Quantités exportées de dattes

	2020	2019
Janvier	1,2	1,9
Février	2,4	1,5
Mars	1,5	2,6
Avril	0,5	1,8
Mai	0,6	2,0
Juin	1,4	2,0

En Millier de tonnes

Recettes des exportations de dattes

	2020	2019
Janvier	24,7	29,5
Février	66,0	25,0
Mars	43,8	73,2
Avril	16,3	31,0
Mai	10,9	40,0
Juin	27,3	53,2

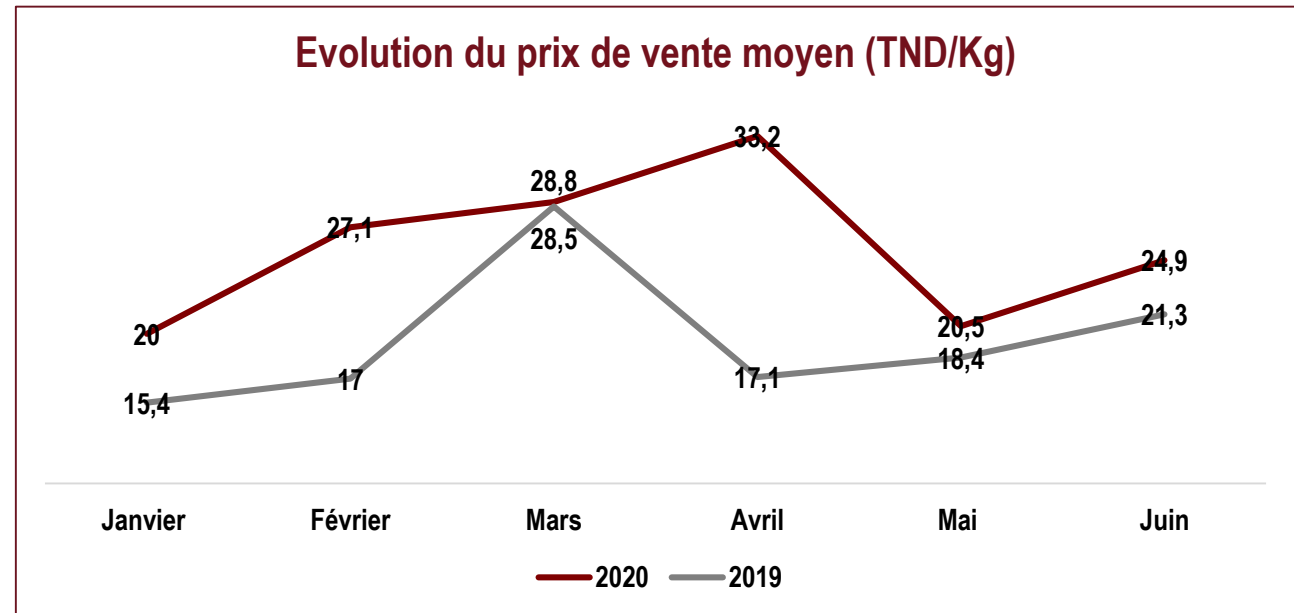
En Million de TND

IMPACT COVID-19: LES PRODUITS DE LA MER FORTEMENT IMPACTÉS

Les exportations des produits de la mer ont également reculé de **35,6%** en volume et de **25,0% en valeur** jusqu'à fin juin 2020 à 189 MTND.

Avec la baisse des exportations vers l'Italie (-1 600 tonnes), l'Arabie Saoudite (-700 tonnes) et la Libye (-600 tonnes), Seule la demande japonaise a partiellement compensé cette dégradation (1 100 tonnes).

Evolution du prix de vente moyen (TND/Kg)





AGRICULTURE ET PÊCHE

Quantités exportées de légumes

	2020	2019
Janvier	7,2	6,5
Février	7,4	7,1
Mars	6,3	8,3
Avril	5,1	7,1
Mai	3,7	4,7

En Milliers de tonnes

Recettes des exportations de légumes

	2020	2019
Janvier	28,4	26,6
Février	27,2	24,7
Mars	25,3	29,5
Avril	28,3	35,1
Mai	19,7	21,6

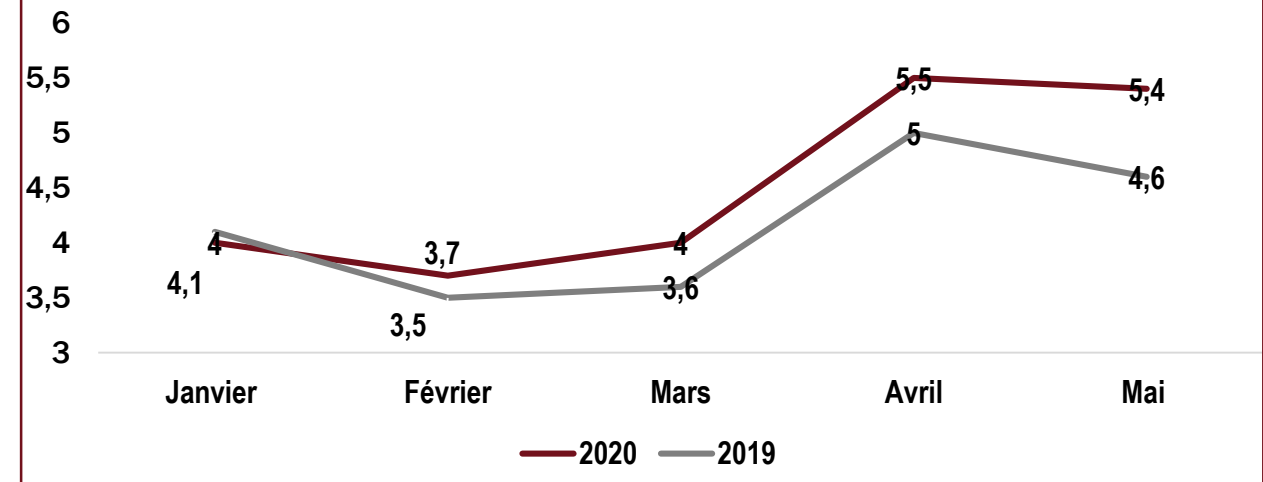
En Million de TND

IMPACT COVID-19: UN CONFINEMENT SANS EFFETS SUR LES EXPORTATIONS DES LÉGUMES

Les exportations des légumes sur les cinq premiers mois de l'année se sont établies à **128,8 MTND** contre 137,5 MTND durant la même période en 2019.

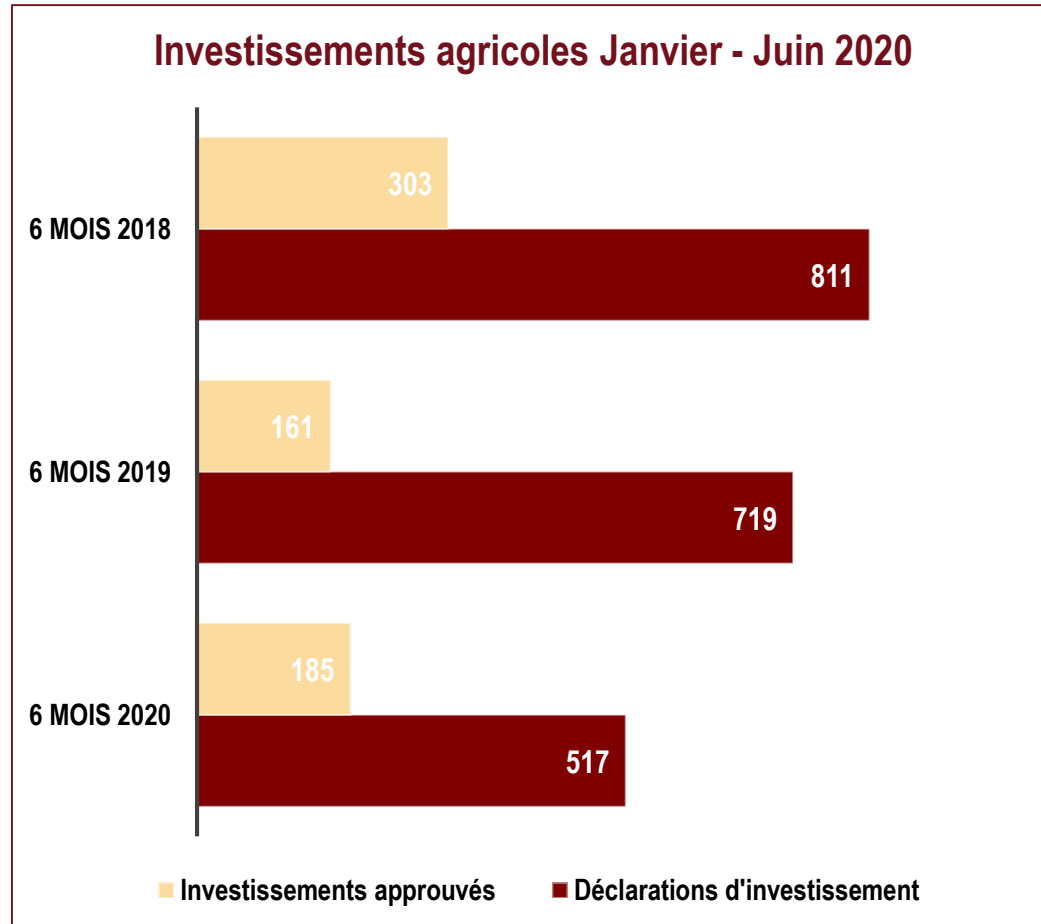
Durant cette période, les Pays-Bas se sont hissés au premier rang des importateurs de la Tunisie, avec l'Italie (7 900 tonnes). La Libye et l'Allemagne ont gardé leurs rangs avec respectivement, 4 400 et 4 300 tonnes.

Evolution du prix de vente moyen (TND/Kg)





AGRICULTURE ET PÊCHE



En Million de TND

IMPACT COVID-19: DES INVESTISSEMENTS EN BERNE

Les investissements publics seraient certainement revus à la baisse avec l'intention du Gouvernement de réduire l'enveloppe de dépenses initialement prévue. Selon le budget 2020 du Ministère de l'Agriculture et des Ressources Hydriques, les investissements 2020 seraient de l'ordre de **515 MTND**.

Les chiffres de l'APIA montrent que les investissements approuvés durant les six premiers mois de 2020 ont atteint 185 MTND, contre 161 MTND et 303 MTND respectivement en 2018 et 2019. Néanmoins, les intentions d'investissement ont reculé de **28,1%** en rythme annuel à 517 MTND. Les primes d'investissement et les crédits représentent **44,9%** de ces investissements.

Emploi

L'impact des investissements approuvés sur la création d'emplois est faible et s'est limitée à 1 511 seulement. En moyenne, il faut investir 122 KTND pour créer un poste dans le secteur. La faiblesse des montants annoncés rend difficile la création d'opportunités de travail dans un secteur qui devrait être parmi les principaux recruteurs.



AGRICULTURE ET PÊCHE

Lors des deux premiers trimestres, le secteur de l'agriculture et de la Pêche a affiché une progression de valeur ajoutée (au prix de l'année précédente), respectivement de 7,1% et 3,6%. Il s'agit de l'unique secteur qui a pu enregistrer une croissance. L'excellente saison oléicole a permis de doper les chiffres et la réussite des exportations, bien qu'elle soit moins importante que prévue, ont consolidé les chiffres depuis le début de l'année.

Néanmoins, il faut tenir en considération trois éléments très importants et qui vont conditionner les performances de la seconde moitié de l'année :

1-La demande des marchés libyen et européen des produits de la mer et des dattes. L'évolution actuelle de demande devrait réduire les opportunités exportatrices du pays, qui ne dispose pas d'une logistique développée capable de répondre instantanément aux demandes provenant de nouvelles destinations.

2- L'ampleur du soutien financier que l'Etat pourrait apporter aux agriculteurs, surtout ceux qui ont une forte exposition à la demande émanant du secteur touristique ou des clients étrangers. L'exemple récent de la hausse des prix du lait montrent que ce support serait dorénavant limité. Progressivement, les prix de commercialisation devraient converger vers les coûts réels de production permettant une meilleure génération de valeur ajoutée et une accélération des investissements dans le secteur. En attendant la concrétisation d'une telle évolution, l'apport de l'Etat est capital pour préserver l'activité d'un nombre important de petits agriculteurs.

3- Le maintien du rythme des investissements publics et privés, notamment en ce qui concerne les ressources hydriques et le renforcement de la compétitivité de l'ensemble du secteur.

Selon nos estimations, le secteur de l'agriculture et de la pêche enregistrerait une croissance positive de valeur ajoutée en 2020, indépendamment de la forme de la reprise de l'économie.



INDUSTRIES MANUFACTURIERES

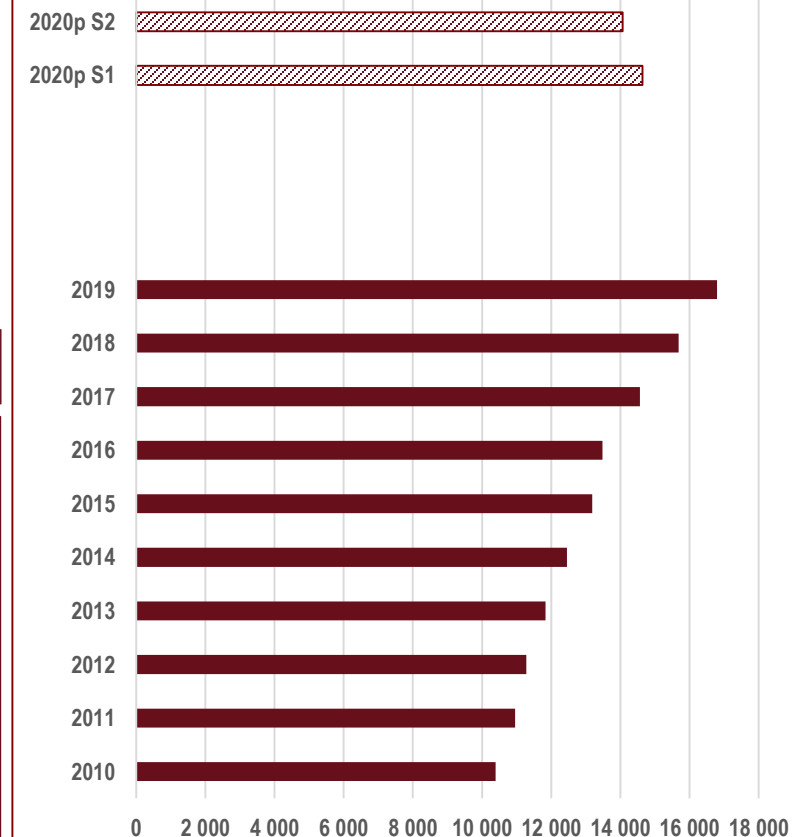
Executive Summary

Les industries manufacturières dont la valeur ajoutée en 2019 s'est établie à 16 793 MTND, soit **14,7%** du PIB nominal, dépendent essentiellement des :

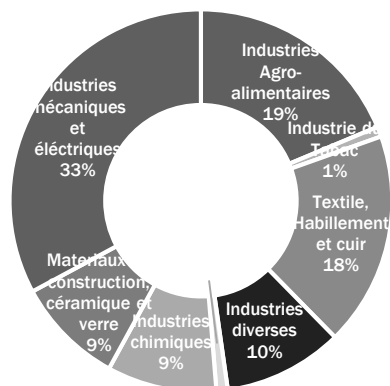
- Industries Mécaniques et Electriques
- Industries Agroalimentaires
- Industries du Textile, Habillement et Cuirs

Ces industries pèsent **72,4%** de la valeur ajoutée de l'ensemble de la branche.

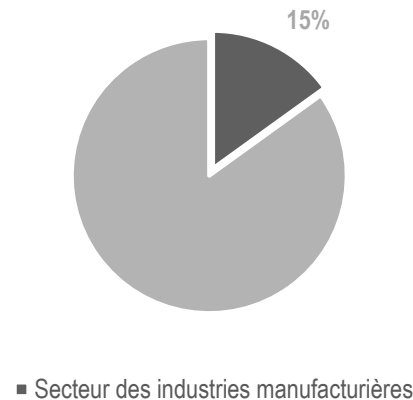
Evolution de la valeur ajoutée du secteur des industries manufacturières (En MTND)



Structure du secteur des industries manufacturières



Poids du secteur des industries manufacturières dans le PIB tunisien





INDUSTRIES MANUFACTURIERES

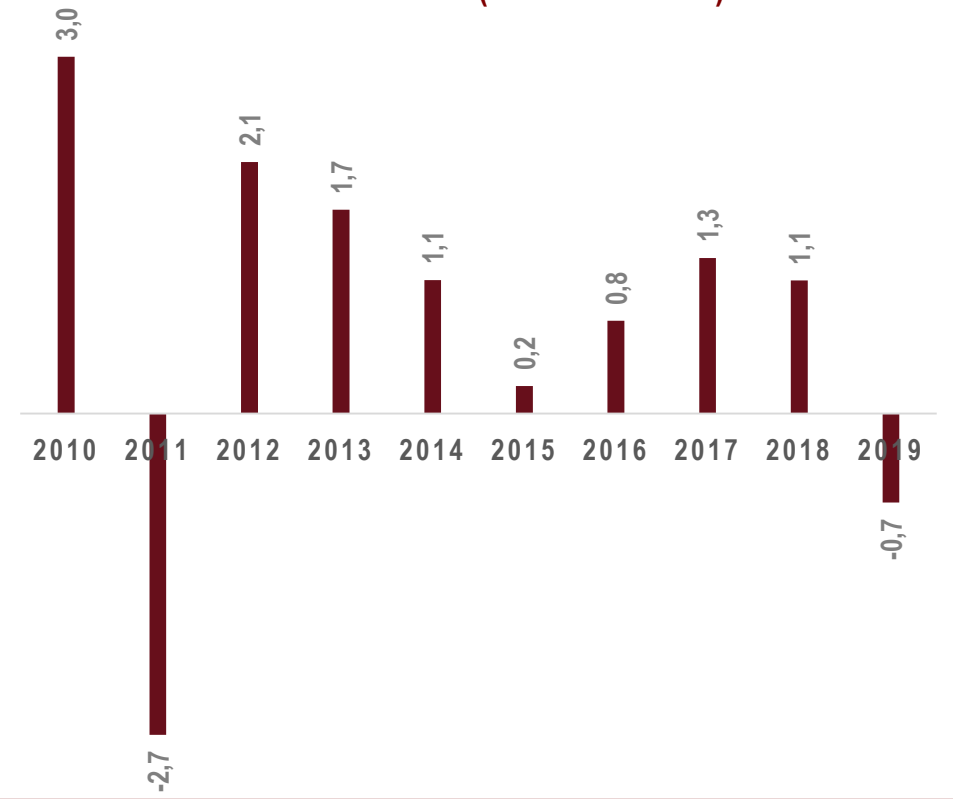
UNE INDUSTRIE EN FAIBLE ÉVOLUTION

Les industries manufacturières dont la valeur ajoutée en 2019 s'est établie à 16 793 MTND, soit **14,7%** du PIB nominal, dépendent essentiellement des Industries Mécaniques et Electriques, des Industries Agroalimentaires et des Industries du Textile, Habillement et Cuirs qui pèsent ensemble **72,4%** de la valeur ajoutée de la branche. Nous trouvons également le Raffinage du pétrole qui est le plus petit contributeur au PIB avec seulement 16 MTND de valeur ajoutée en 2019. La croissance annuelle moyenne de toute l'activité sur 2010-19 est de **5,5%**.

Un rôle clé dans l'emploi

Le secteur industriel emploie 1 209 200 personnes fin 2019, dont **656 700** dans les industries manufacturières. Cela représente **18,4%** de la population active occupée. Par rapport à la valeur ajoutée générée, l'importance de l'effectif prouve que l'industrie tunisienne offre essentiellement de l'emploi aux personnes les moins qualifiées et que l'absence d'investissements étrangers significatifs depuis de longues années a réduit les transferts technologiques, et donc la valeur ajoutée de tout le secteur.

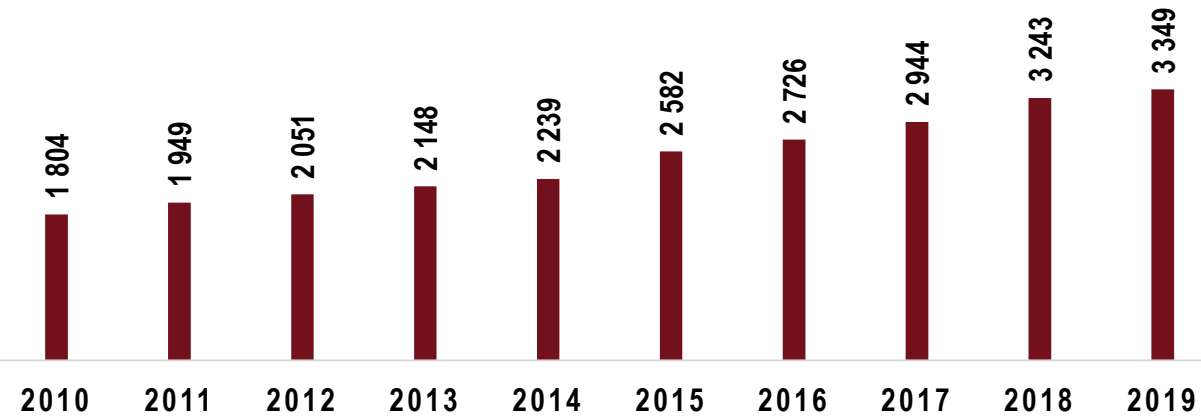
Croissance de la valeur ajoutée des Industries Manufacturières (En % - PIB Réel)





INDUSTRIES MANUFACTURIERES

Valeur ajoutée des Industries Agroalimentaires



EN MILLION DE TND

	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Exportations (MTND)	1 365	2 973	2 021	2 489	3 840	3 068
Investissements déclarés (MTND)	826	859	1 472	1 188	1 034	702
Nombre de projets	835	661	1 126	1 166	1 011	1 083
Emplois créés	9 235	10 443	15 216	15 521	12 826	9 689

INDUSTRIES AGROALIMENTAIRES

Les Industries Agroalimentaires ont montré une grande capacité à croître tout au long de la dernière décennie. La valeur ajoutée du secteur affiche une croissance annuelle moyenne de 7,1% sur 2010-19.

Selon les chiffres de l'APII, les exportations 2019 ont atteint 3 068 MTND et le potentiel de croissance reste important grâce aux marchés européens et limitrophes. Le segment Bio est l'avenir du secteur et permettra d'augmenter rapidement la valeur ajoutée générée par ces industries.

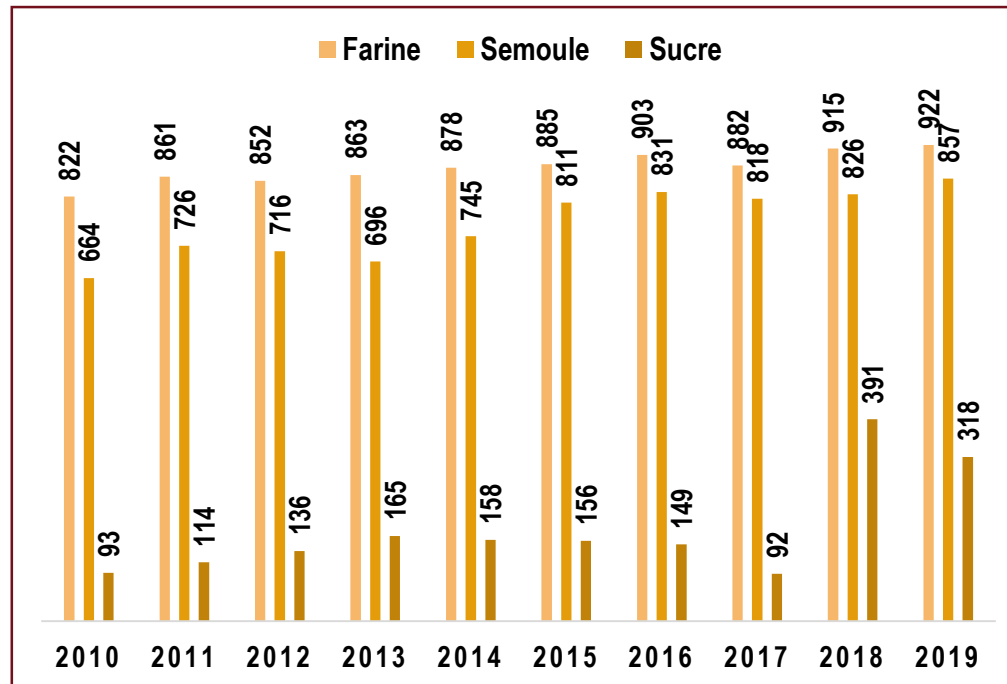
Pourtant, en 2019, les intentions d'investissement dans le secteur ont reculé à leurs plus bas niveau sur les dernières années à seulement 702 MTND. Sur la période 2014-19, les investissements ont totalisé 6 081 MTND, répartis sur 5 882 projets. Les Industries Agroalimentaires emploient 104 000 personnes, soit 2,9% de la population active.



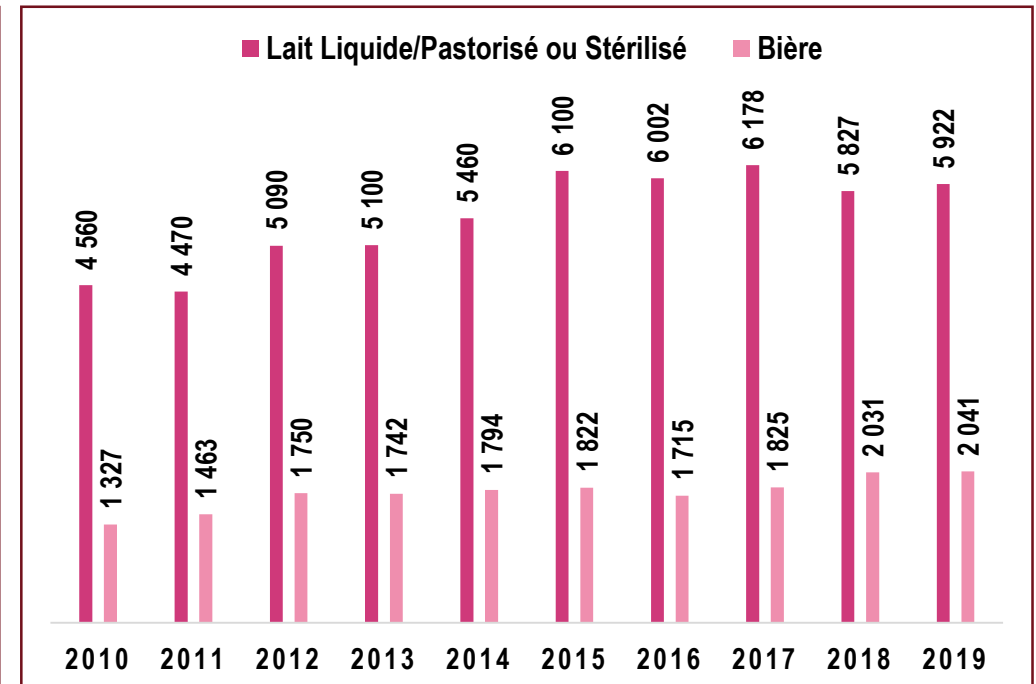
INDUSTRIES MANUFACTURIERES

PRINCIPALES PRODUCTIONS AGROALIMENTAIRES

Le point de force des Industries Agroalimentaires est qu'elles s'adressent essentiellement au marché intérieur et ne dépendent majoritairement pas de la demande extérieure, à l'exception de quelques segments comme le thon, l'huile d'olive et les dattes conditionnés. Le secteur est l'un des plus structurés en Tunisie, avec une collaboration étroite entre les centres de recherche et les entreprises. Le taux de valeur ajoutée des Industries Agroalimentaires est aux alentours de **20%**, l'un des plus élevés de l'ensemble des filières industrielles.



EN MILLIER DE TONNES



EN MILLIER DE HL

Pronoia By Reckon



INDUSTRIES MANUFACTURIERES

L'AGROALIMENTAIRE DEVRAIT TERMINER L'ANNÉE 2020 SUR UNE NOTE POSITIVE

Durant la crise de la COVID-19, le secteur a pu assurer l'approvisionnement des différentes enseignes et commerces alimentaires et nourrir l'ensemble des consommateurs tunisiens, tout en respectant les conditions sanitaires les plus strictes. La demande sur les différents produits a atteint des records et les prix ont augmenté notamment durant les mois de mars et d'avril. En dépit de toutes les difficultés logistiques et humaines durant la période du confinement total et de l'importance du nombre d'intervenants, la chaîne de valeur de ces industries a parfaitement fonctionné.

Côté exportations, c'est une hausse de **24,6%** qui a été observée sur les sept premiers mois de l'année à 2 350 MTND. Parmi toutes les industries, celle Agroalimentaire est la seule à pouvoir afficher une telle progression.

En matière d'investissement, la tendance est plutôt négative avec une chute de **28,2%** des investissements déclarés à 323 MTND. Le nombre de projets déclarés était seulement de 478 (**-24,6%** en rythme annuel) et les emplois à créer sont en baisse de **28,7%** à 4 257 postes. L'outil industriel actuel a démontré son efficacité et les investissements seraient plutôt de maintien. Le secteur devrait progressivement s'inscrire dans la tendance mondiale, avec plus d'investissements dans les filières Bio et celles qui accompagnent l'évolution de la matrice alimentaire du tunisien et des marchés cibles.

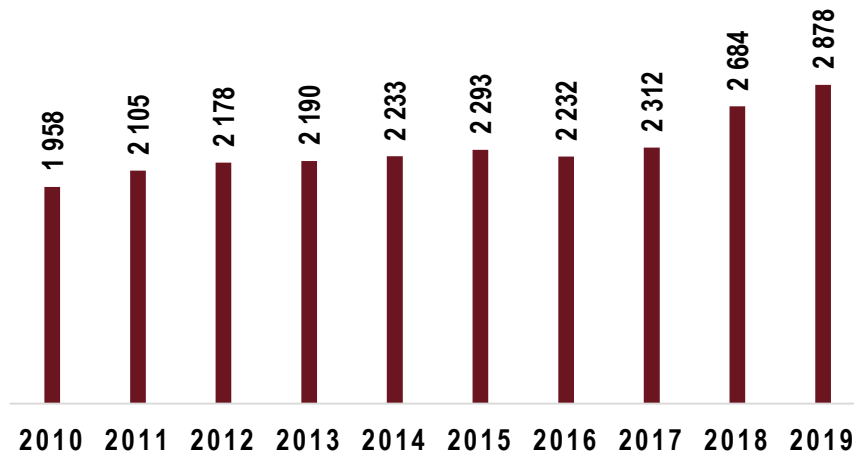
Les Industries Agroalimentaires sont bien parties pour réaliser une croissance positive en 2020. Au premier trimestre, la valeur ajoutée (au prix de l'année précédente) a progressé de 20,3%, réconfortée par la production record de l'huile d'olive, avant de reculer de 3,9% au cours du second quart de l'année.

Comme les autres industries, plus la crise sera longue, plus la valeur ajoutée devrait s'estomper. Néanmoins, le rythme de la baisse serait moins accentué par rapport aux autres filières manufacturières. Les craintes d'une deuxième vague et l'expérience des derniers mois vont encourager les ménages à donner la priorité absolue à la constitution de réserves de denrées alimentaires et à orienter davantage les dépenses vers les produits de première nécessité. Le secteur devra également bénéficier d'une plus grande demande extérieure durant les prochains mois.



INDUSTRIES MANUFACTURIERES

Valeur ajoutée des Industries du Textile,
Habillement et Cuir 2010-19



EN MILLION DE DINARS

Deux facteurs limitent la valeur ajoutée de ces industries:

- 1/ les fortes importations en fibres textiles, fils et tissus. La production locale n'est pas suffisante pour couvrir les besoins des professionnels.
- 2/ la nature des activités de la majorité des entreprises qui font de la sous-traitance et non de la création, un modèle qui génère très peu de valeur ajoutée.

INDUSTRIES DU TEXTILE, HABILLEMENT ET CUIRS

Le secteur du Textile, Habillement et Cuir est l'une des clés de l'économie tunisienne, non seulement en raison du nombre d'employés (234 000 personnes), mais surtout par sa contribution à la réduction du déficit de la balance commerciale. En 2019, l'excédent affiché s'est élevé à **1 938 MTND**, un record historique.

Le nombre d'entreprises opérant dans le secteur est estimé à 1 600, dont 48% sont à participations étrangères. L'Union Européenne absorbe quasiment la totalité de nos exportations. Outre sa proximité géographique, la Tunisie reste un site de production très compétitif en termes de coût de production. Selon les chiffres de l'Institut Français de la Mode, le pays offre des coûts comparables au Maroc et à la Turquie, bien que cette dernière bénéficie de l'absence de droits de douane qui pèsent lourdement sur la compétitivité de ses concurrents.

Les intentions d'investissement restent modestes et ne reflètent pas le poids de ces industries. Sur toute la période 2014-19, elles n'ont pas dépassé **1 113 MTND**.

EN MILLION DE DINARS	2015	2016	2017	2018	2019
Exportations	6 003	6 502	7 565	8 972	9 353
Importations	4 632	5 158	6 139	7 102	7 415
Solde	1 371	1 344	1 426	1 870	1 938



INDUSTRIES MANUFACTURIERES

Principaux clients du Textile tunisien en 2019

	Vêtements et accessoires en bonneterie	Vêtements et accessoires autre qu'en bonneterie	Autres articles confectionnés et friperie	Chaussures
Belgique	129,831	303,379	48,444	555,358
France	516,893	634,853	376,607	169,597
Allemagne	139,996	907,884	2,393	212,271
Italie	635,249	991,899	18,299	523,991
Espagne	40,920	183,357	51,302	27,691
Royaume-Uni	44,882	141,031	2,519	6,493

EN MILLION DE DINARS

DÉPENDANCE TOTALE PAR RAPPORT AUX DONNEURS D'ORDRES EUROPÉENS

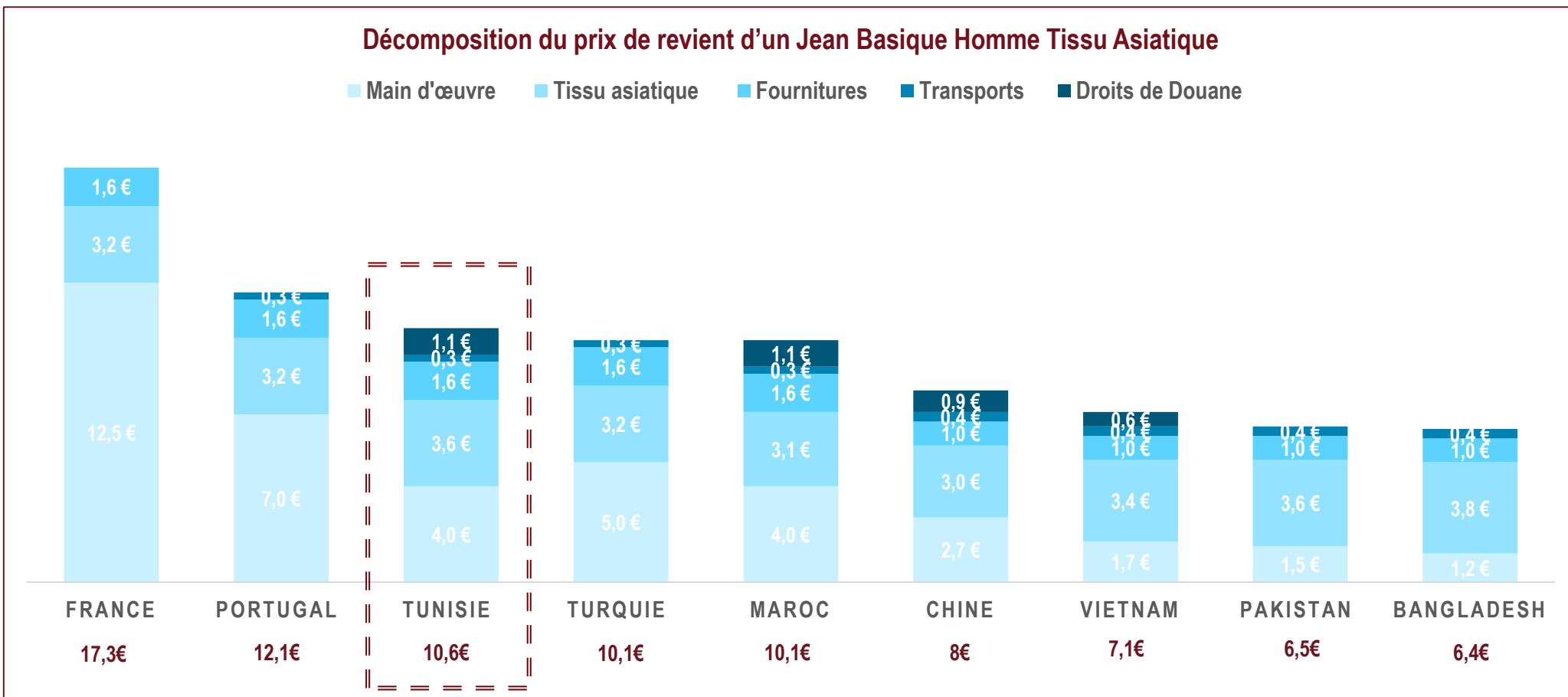
Les performances du secteur dépendent des marchés européens qui traversent un moment difficile après la crise de la COVID-19. L'impact de la pandémie continue à peser sur le moral des consommateurs dans nos principaux marchés. Dans les différents pays européens, la consommation a repris mais reste significativement plus faible qu'avant la crise sanitaire. Les dépenses de l'habillement en sont l'une des premières victimes, remplacées par celles des produits de premières nécessités. En France, l'un de nos principaux donneurs d'ordres, les faillites d'enseignes se sont multipliées, marquant une accélération de la transformation du marché et des habitudes d'achat. Les donneurs d'ordre devraient passer une période d'adaptation et d'analyse des retombées de la crise avant de reprendre l'activité.



INDUSTRIES MANUFACTURIERES

Décomposition du prix de revient d'un Jean Basique Homme Tissu Asiatique

■ Main d'œuvre ■ Tissu asiatique ■ Fournitures ■ Transports ■ Droits de Douane



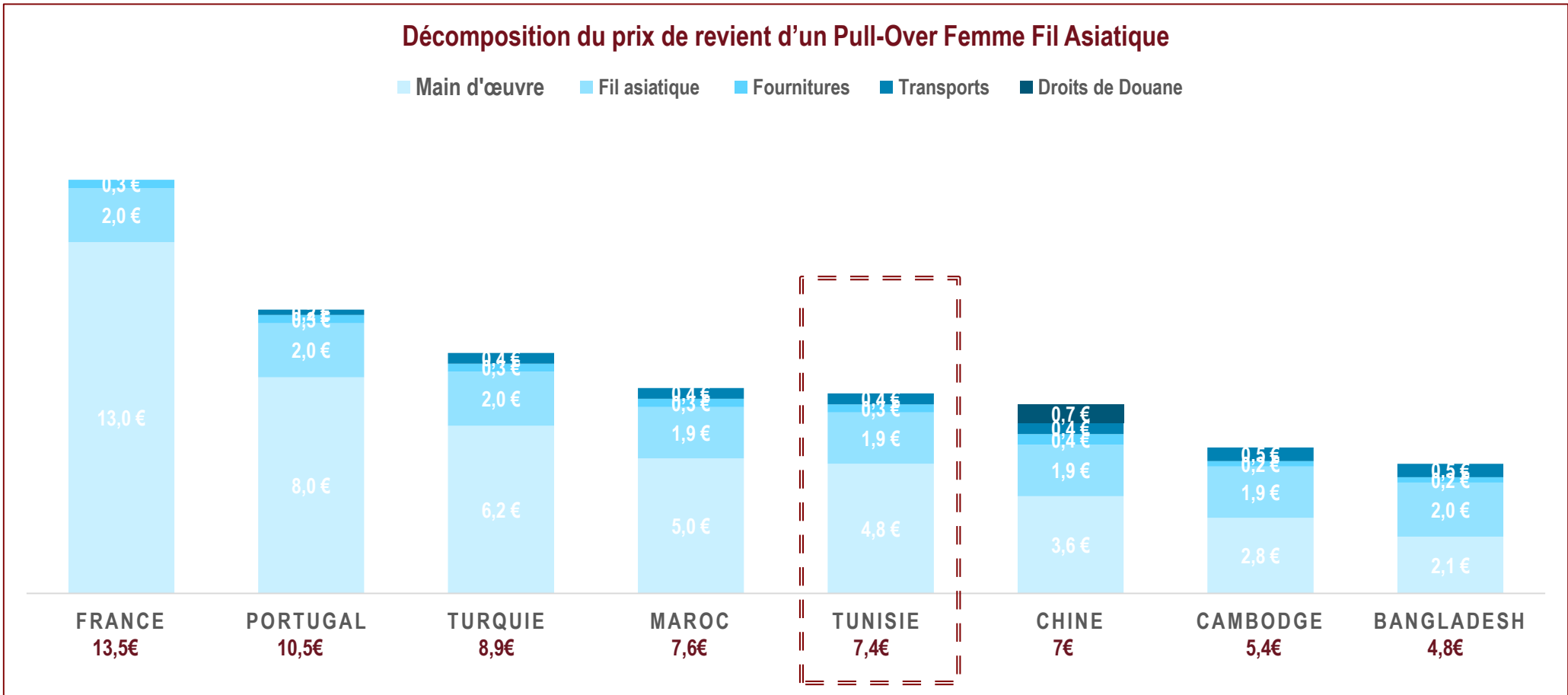
SOURCE : INSTITUT FRANÇAIS DE LA MODE



INDUSTRIES MANUFACTURIERES

Décomposition du prix de revient d'un Pull-Over Femme Fil Asiatique

■ Main d'œuvre ■ Fil asiatique ■ Fournitures ■ Transports ■ Droits de Douane



SOURCE : INSTITUT FRANÇAIS DE LA MODE



INDUSTRIES MANUFACTURIERES

Les usines tunisiennes ont reçu beaucoup d'annulations et le carnet de commandes global a perdu près de 20% dès les premières semaines du confinement en Europe. La reprise serait très lente car il n'y a aucun signe d'une importante reprise de la demande. Le secteur ne peut pas également s'attaquer à de nouveaux marchés car il propose essentiellement des produits à faible valeur ajoutée, de la sous-traitance, dépendant donc des donneurs d'ordre étrangers. Les chiffres jusqu'au mois de juillet 2020 montrent une baisse des investissements déclarés de **16,8%** à 89 MTND. Les exportations ont reculé de **22,5%** à 3 713 MTND, sur la même période.

La reprise du secteur ne sera pas avant 2021. De plus, il y aura des changements majeurs dans la structure de la demande, avec la montée de nouvelles valeurs, notamment celles relatives aux matières utilisées, aux composantes technologiques, au respect des conditions de travail des employés dans les sites de production et de protection de l'environnement. La nouvelle génération tend à privilégier une consommation plus raisonnable, moins basée sur le renouvellement permanent des produits.

La Tunisie a donc besoin d'importants investissements pour les années à venir afin de basculer vers de nouveaux processus de production, qui permettraient plus de valeurs ajoutées. C'est une condition sine qua non pour une croissance durable du secteur..

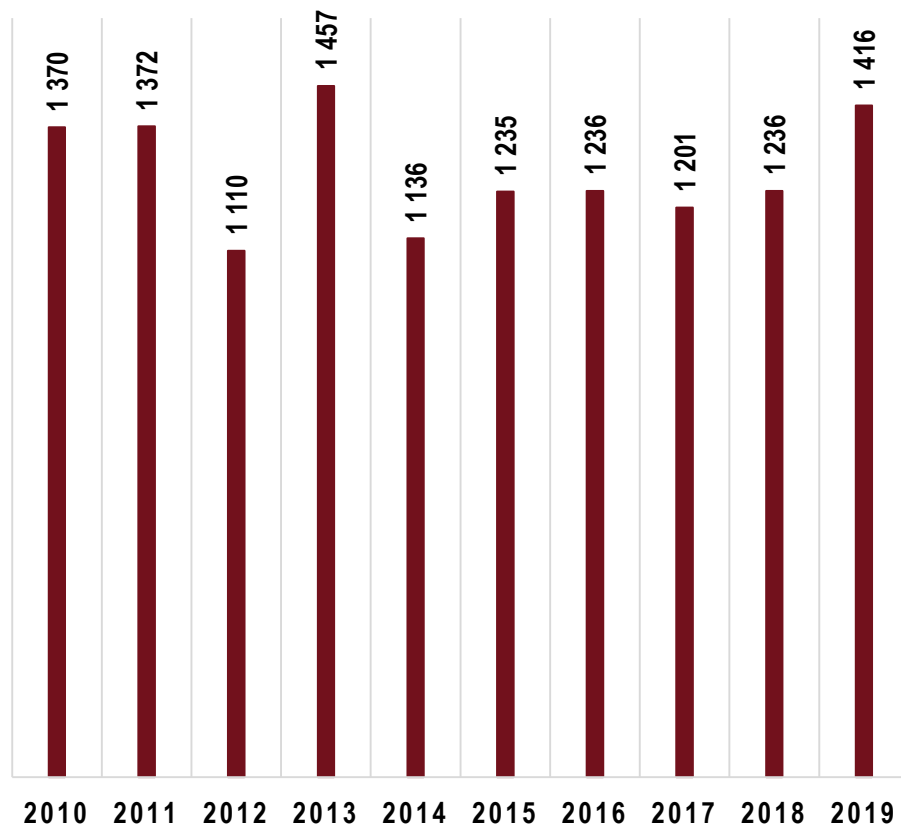
Les Industries du Textile, Habillement et Cuirs sont parmi les principaux perdants de la crise. Lors du premier trimestre, la valeur ajoutée (au prix de l'année précédente) a reculé de 15,3% avant d'enchaîner avec une chute historique de 42% au second trimestre, et les chiffres officiels évoquent la fermeture de pas moins de 200 sociétés lors des derniers mois.

Bien que l'existence d'un outil industriel opérationnel permette de répondre immédiatement à toute demande émergente, l'absence d'intentions concrètes d'investissements dans de nouvelles technologies et de changement de modèle vers plus de création ne faciliteront pas la reprise. Les implications en termes de chômage seraient également lourdes en dépit du soutien de l'Etat via son mécanisme de chômage technique.



INDUSTRIES MANUFACTURIERES

Valeur Ajoutée des Industries Chimiques



EN MILLION DE DINARS

INDUSTRIES CHIMIQUES

Les Industries Chimiques englobent une vaste gamme de produits, allant des grands produits de base minéraux et organiques, aux médicaments, en passant par les engrais, les matières plastiques et pneumatiques, les huiles essentielles, les colles, les savons et les produits d'entretien, les produits cosmétiques et de beauté, etc.

La valeur ajoutée du secteur n'a progressé que de **0,3%** en moyenne sur 2010-19 et s'est établie, fin 2019, à 1 415 MTND. Le secteur pèse **8,4%** de la valeur ajoutée de l'industrie manufacturière.

Le secteur a réalisé des exportations de 2 995 MTND en 2019, signant ainsi une cinquième année de hausse consécutive. La France, l'Italie, la Libye et l'Algérie sont les principaux clients de la Tunisie et ont absorbé plus de 60% de ses ventes extérieures. Les investissements déclarés en 2019 se sont établis à 358 MTND et le secteur reste sur une tendance positive. Sur 2014-19, les investissements ont atteint 1 726 MTND. Toutefois, ces investissements n'ont pas permis une importante création d'emplois qui restent limités à 3 242 en 2019. Pour créer un poste, il faut investissement moyen de 130 000 TND, ce qui traduit la nature très capitalistique de ces industries. Le secteur n'emploie que 29 200 personnes.



INDUSTRIES MANUFACTURIERES

PRINCIPAUX PRODUITS DES INDUSTRIES CHIMIQUES

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Acide phosphatique 54%	1 209,6	517,7	777,0	750,1	618,7	475,5	599,1	600,1	435,1	435,9
Hyperphosphate	23,5	17,2	14,4	16,1	7,6	5,8	11,4	11,6	1,7	6,3
Superphosphate 45%	762,7	400,8	494,3	517,7	482,5	261,8	385,0	301,2	245,4	276,2
Bicalcique	76,4	54,6	57,4	46,2	55,2	67,3	63,2	29,2	55,9	35,7
DAP	1 276,7	420,0	666,0	823,4	584,0	369,5	569,8	586,5	330,7	444,7
Ammonitrate	175,9	91,9	182,8	140,4	185,4	154,9	177,9	183,4	209,0	172,6
Fluore d'aluminium	42,8	35,0	38,3	37,9	36,0	37,1	40,1	40,7	43,4	42,0
TPPS	143,5	84,7	116,7	127,4	101,0	87,1	68,0	83,8	57,9	31,3

EN 1 000 TONNES

Pronoia By Reckon

4.1 ETAT DES LIEUX

4.2 ANALYSE SECTORIELLE

4.3 PROJECTIONS MACROECONOMIQUES



INDUSTRIES MANUFACTURIERES

PRINCIPAUX CLIENTS DES PRODUITS CHIMIQUES TUNISIENS

	Produits chimiques inorganique	Produits chimiques organiques	Produits pharmaceutiques	Engrais	Produits tannants peintures etc.	Huiles essentielles parfumerie	Savons produits d'entretien etc.	Matières albuminoïdes et colles	Matières plastiques et ouvrages	Total
France	59,771	0,074	76,202	47,644	11,283	53,899	8,658	1,832	492,94	761,056
Italie	62,681	1,546	0,002	92,064	0,04	15,494	0,072	0,029	277,294	453,117
Libye	12,313	1,476	53,401	40,817	27,459	54,496	29,394	4,749	57,15	287,066
Algérie	73,609	9,07	18,165	5,363	13,629	1,882	1,715	3,332	112,486	254,037
Bengladech	-	-	-	246,193	-	-	-	-	-	246,193
Inde	212,381	0,472	-	-	-	0,066	-	0,006	0,593	213,518
Turquie	7,17	-	-	175,146	0,001	1,112	0,02	-	20,059	203,508
Espagne	22,94	0,026	1,628	14,607	0,134	7,756	0,524	0,002	67,598	119,056
Maroc	12,648	0,319	7,87	0,604	4,64	2,637	2,498	0,992	61,846	101,224
Egypte	91,365	-	-	-	0,885	5,333	0,223	-	1,836	99,819

EN MILLION DE DINARS

Pronoia By Reckon



INDUSTRIES MANUFACTURIERES

Industries Chimiques	2014	2015	2016	2017	2018	2019	Mai 2020
Exportations (MTND)	2 316	1 876	2 219	2 296	2 524	2 995	941
Investissements déclarés (MTND)	360	318	402	309	344	422	94
Nombre de projets	283	278	302	208	297	358	119
Emplois créés	3 745	3 219	3 822	3 249	3 768	3 242	867

UNE RÉSILIENCE QUI DEVRAIT S'ESTOMPER

La tendance en 2020, avec une baisse de **57,4%** des investissements déclarés à 100 MTND montre que le secteur traverse un moment d'hésitation. Tous les clients de la Tunisie vont enregistrer une baisse de croissance économique en 2020. Il y a parmi eux des pays qui sont en pleine crise, comme l'Algérie et l'Inde, sans oublier la Libye et son instabilité sécuritaire, politique et économique.

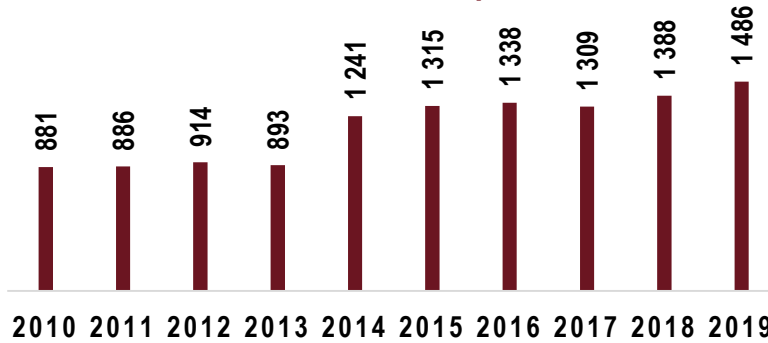
De plus, le ralentissement de certains secteurs, comme le transport, la construction, le pétrole, le gaz et l'électronique a réduit la demande sur les produits chimiques. La reprise de la demande étrangère serait progressive, surtout en ce qui concerne la composante cosmétique et de beauté, qui devrait subir les conséquences de la modification de comportement du consommateur européen.

Les Industries Chimiques ont affiché une hausse de **15,6%** de la valeur ajoutée (au prix de l'année précédente) au cours du premier trimestre et une baisse limitée de **3,6%** au second. Sur les six premiers mois, la production des Industries Chimiques a progressé de **5,9%**. Certains secteurs devraient afficher une croissance, à l'instar des produits pharmaceutiques.



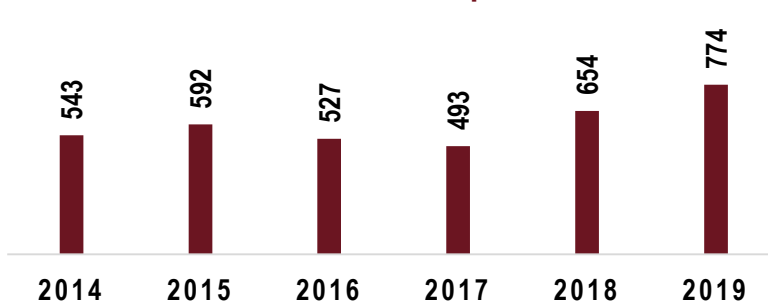
INDUSTRIES MANUFACTURIERES

Valeur ajoutée des Matériaux de Construction, Céramique et Verre



EN MILLION DE DINARS

Exportations des Matériaux de construction, Céramique et Verre



EN MILLION DE DINARS

MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION, CÉRAMIQUE ET VERRE

Le secteur des Matériaux de Construction, Céramique et Verre a bien progressé durant la période 2010-19, affichant une croissance annuelle moyenne de la valeur ajoutée de **5,9%**. En 2019, la VA du secteur s'est établie à 1 485 MTND. En matière d'emploi, le secteur offre des postes à 37 100 personnes.

Le secteur a réalisé des ventes à l'étranger de l'ordre de 774 MTND en 2019, son meilleur niveau depuis 2014. Les principaux produits exportés sont les ouvrages en pierres ciment, les produits céramiques et les plâtre et dérivés. Les principales destinations sont la Libye, l'Algérie, l'Italie et la France.

Les exportations du secteur sont fortement impactées par ceux des liants, puisque toute la Méditerranée qui est en surcapacité de production de ciments.

Principaux clients de l'Industrie des Matériaux de Construction, Céramique et Verre

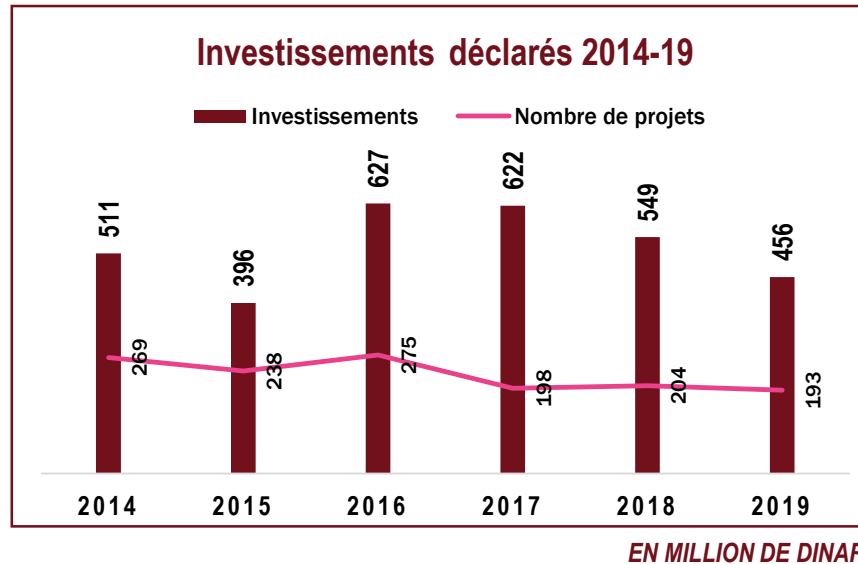
	Ouvrages en pierres ciment	Produits céramiques	Verre et ouvrages en verre
France	7,911	24,325	49,887
Allemagne	0,019	5,933	1,132
Italie	19,25	12,907	30,921
Algérie	7,476	10,723	35,61
Libye	3,427	20,953	1,709

EN MILLION DE DINARS

Pronoia By Reckon



INDUSTRIES MANUFACTURIERES



TENDANCE BAISSIÈRE CONFIRMÉE AU PREMIER TRIMESTRE

Le secteur a attiré des investissements de 456 MTND en 2019, le niveau le plus bas depuis 2016. Historiquement, ce sont les cimenteries qui réalisent l'essentiel de ces dépenses en capital et la baisse de la demande interne et externe explique cette tendance baissière.

Les industries des Matériaux de Construction, Céramique et Verre sont assez capitalistiques. En 2019, elles se sont accaparées **15,3%** des investissements totaux réalisés par l'ensemble des industries manufacturières.

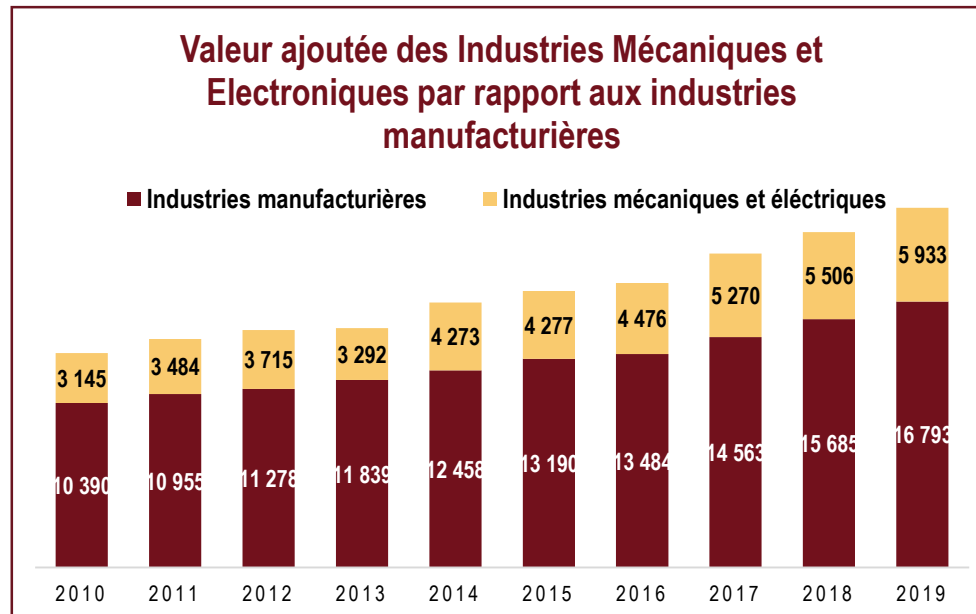
La tendance des investissements en 2020 semble être encourageante, avec une hausse de **18,8%** à 262 MTND.

Les Matériaux de construction sont naturellement impactés par l'activité immobilière et le BTP qui devrait enregistrer un passage à vide en 2020. Ils devraient également pâtir de la faible demande extérieure et ce, en dépit de l'opération d'export importante vers l'Italie qui sera réalisée par Carthage Cement. Une situation devrait également avoir des retombées négatives sur la consommation des autres produits comme la céramique. L'équipement des espaces intérieurs et extérieurs enregistrera une baisse significative. De plus, l'industrie du carrelage céramique est très influencée par les tendances développées dans le monde du textile et de la décoration. Les changements qui vont affecter les Industries du Textile vont donc impacter celles de la céramique. Des investissements lourds sont donc nécessaires pour que ce secteur d'activité puisse croître davantage et consolider ses positions sur des marchés très concurrentiels. Ainsi, et après la baisse de la valeur ajoutée (au prix de l'année précédente) de 8,4% au cours de premier trimestre, la confirmation de cette tendance a été enregistrée au cours du second avec un recul de 38,4%. Aucun renversement de trajectoire n'est attendu pour le reste de l'année.

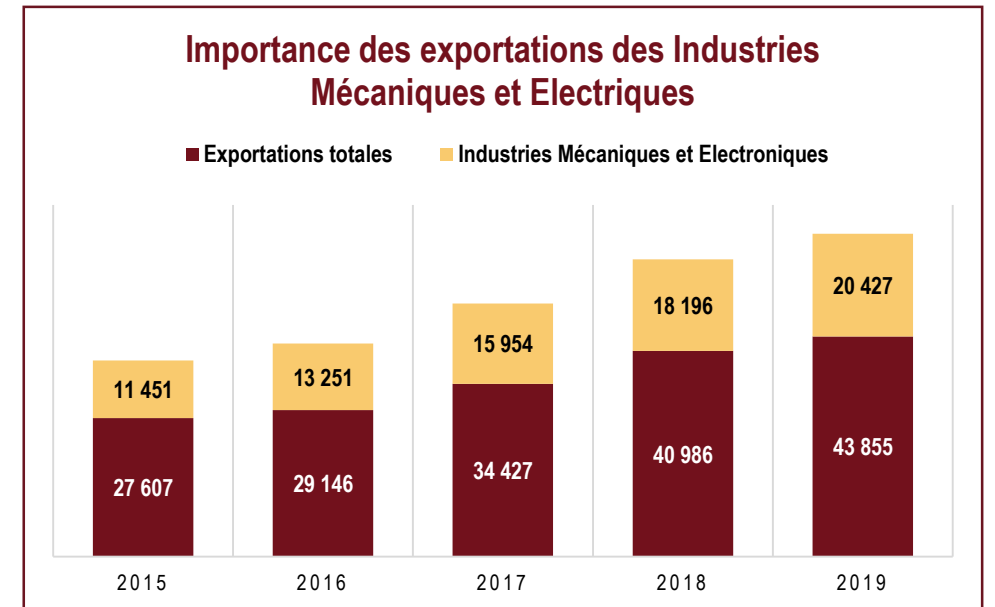


INDUSTRIES MANUFACTURIERES

INDUSTRIES MÉCANIQUES ET ELECTRIQUES



EN MILLION DE DINARS



EN MILLION DE DINARS

Les Industries Mécaniques et Electriques sont la colonne vertébrale des industries manufacturières. En 2019, la valeur ajoutée s'est établie à 5 933 MTND. La croissance annuelle moyenne sur la période 2010-19 était de **7,3%**.

Ce secteur pèse **35,3%** (**33,2%** en moyenne sur 2010-19) de industries manufacturières et représente **5,2%** du PIB (**5,1%** en moyenne sur 2010-19). Cette forte valeur ajoutée provient essentiellement des exportations qui ont atteint un record de 20 427 MTND en 2019, soit **46,5%** de toutes les ventes libellées en devises par l'économie tunisienne. L'Union Européenne représente le principal client des entreprises tunisiennes opérant dans ce secteur.



INDUSTRIES MANUFACTURIERES

FORTE EXPOSITION AU MARCHÉ EUROPÉEN

	Chaudières, réacteurs et autres engins mécaniques	Machines appareils électriques	Autos cycles tracteurs	Navigation aérienne ou spatiale	Navigation maritime	Optique appareils scientifiques	Total
France	427	4 005	491	1 034	60	891	6 907
Allemagne	64	3 354	317	2	3	25	3 765
Italie	299	1 315	170	0	41	258	2 084
Algérie	161	74	90	1	34	104	464
Pologne	3	298	32	0	-	106	439
Espagne	36	220	97	1	1	48	403
Royaume-Uni	27	66	93	112	25	9	333
Etats-Unis	125	149	2	24	9	7	316
Roumanie	2	134	13	-	-	58	207
Libye	73	56	44	2	0	26	200
Hongrie	1	139	31	-	-	11	182
Pays-Bas	9	83	1	-	0	76	169
Maroc	48	71	29	12	-	6	167
Autriche	11	93	0	-	-	41	145
Slovaquie	-	101	8	-	-	-	109

EN MILLION DE DINARS



INDUSTRIES MANUFACTURIERES

Principaux produits exportés

Machines appareils électriques	11 748
Optique appareils scientifiques	1 862
Chaudières, réacteurs et autres engins mécaniques	1 639
Autos cycles tracteurs	1 529
Navigation aérienne ou spatiale	1 263
Navigation maritime	217

EN MILLION DE DINARS

UNE IMPORTANTE BAISSSE DES EXPORTATIONS EN 2020

Sur la période 2014-19, les investissements annuels moyens déclarés étaient de 3 716 MTND. Pour les sept premiers mois de 2020, ils ont atteint 715 MTND, en hausse de 50,2% en rythme annuel. En termes d'emploi, le secteur est parmi les plus importants employeurs de l'économie tunisienne avec 159 400 postes occupés fin 2019. Les exportations du secteur ont été lourdement affectées par la crise, avec une chute de 25,4% jusqu'au mois de juillet 2020 à seulement 9 198 MTND. Avec la situation difficile de l'industrie automobile et aéronautique en Europe, la tendance baissière devrait continuer tout au long de l'année.

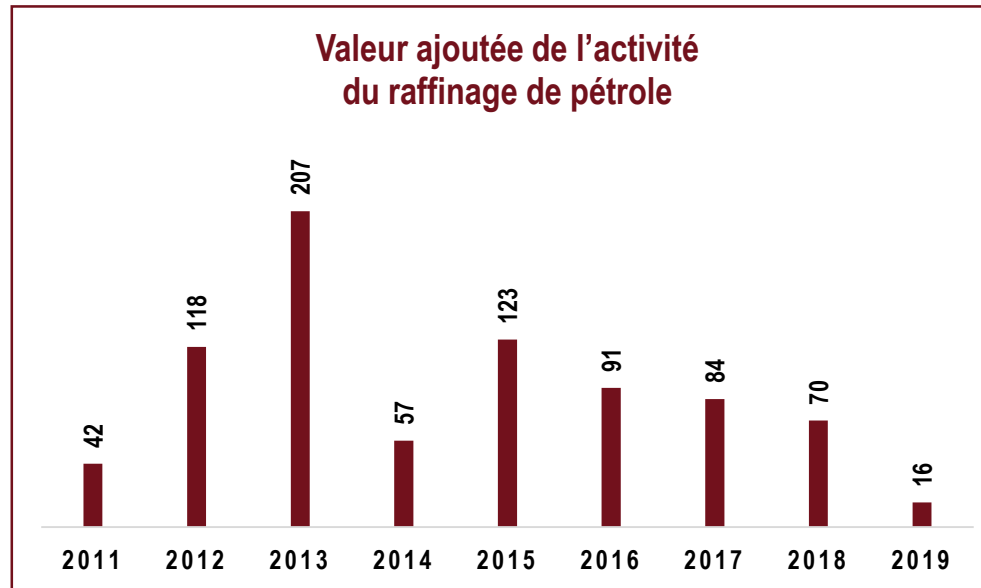
Les contreperformances des Industries Mécaniques et Electriques se sont manifestées dès le premier trimestre puisque la crise s'est installée en Europe en T1 2020. La valeur ajoutée (au prix de l'année précédente) a déjà perdu 9,2% sur le premier quart et les productions des mois d'avril et de mai ont respectivement baissé de 62,2% (selon l'INS) et de 50% (selon l'UTICA). Sur l'ensemble du deuxième trimestre, la production a perdu 35,3%, expliquant une valeur ajoutée en baisse de 35,9% sur la même période.

Le problème du secteur reste la dégradation de la demande européenne. Selon les chiffres de l'Association des Constructeurs Européens, les ventes de voitures en Europe ont chuté de plus de 39,5% sur les six premiers mois de l'année 2020, l'équivalent de 3,3 millions de véhicules. L'activité des constructeurs aéronautiques a également souffert avec les perturbations du trafic aérien et la révision des plans d'investissement de la plupart des compagnies aériennes. Ce problème tend à être un problème de moyen terme puisque ces activités sont considérées comme durement touchées dans les pays européens, comme le montre les plans de sauvetage lancés par les différents gouvernements. Les producteurs tunisiens devraient lutter pour conserver leurs parts de marchés actuelles avec la montée du nationalisme industriel dans le Vieux continent.

Pronoia By Reckon



INDUSTRIES MANUFACTURIERES



EN MILLION DE DINARS

RAFFINAGE DE PÉTROLE

N'étant pas un pays pétrolier, le secteur de raffinage du pétrole n'est pas développé en Tunisie. Le pays n'a qu'une seule raffinerie située à Bizerte (Société Tunisienne des Industries de Raffinage - STIR) qui traverse des difficultés financières à l'instar des autres entreprises publiques tunisiennes.

Selon les chiffres du Ministère des Finances, la STIR doit à l'Etat 2 276 MTND fin 2019. Les chiffres provisoires 2018 montrent que les pertes seraient de l'ordre de 1 159 MTND pour ledit exercice.

Ces problèmes sont reflétés dans la valeur ajoutée du secteur qui a chuté de 23,5% en moyenne sur la période 2010-19, à seulement 16 MTND en 2019.

Au cours des six premiers mois de l'année 2020, la production du secteur du raffinage de pétrole a bénéficié de la croissance enregistrée par les Industries Agroalimentaires et dans une moindre mesure celles Chimiques qui ont consommé beaucoup plus d'énergies que sur la moyenne de la période 2010-19.

Mais avec le retour progressif à un rythme de production normal, la tendance est à une normalisation des quantités produites, surtout avec le ralentissement économique attendu. Le secteur dépend également de l'ampleur du soutien financier que l'Etat sera capable d'apporter à la STIR pour qu'elle puisse continuer son exploitation. Le poids de cette industrie reste très faible dans la structure du PIB et sa variation n'a quasiment aucun impact significatif sur le taux de croissance 2020.



INDUSTRIES NON MANUFACTURIERES

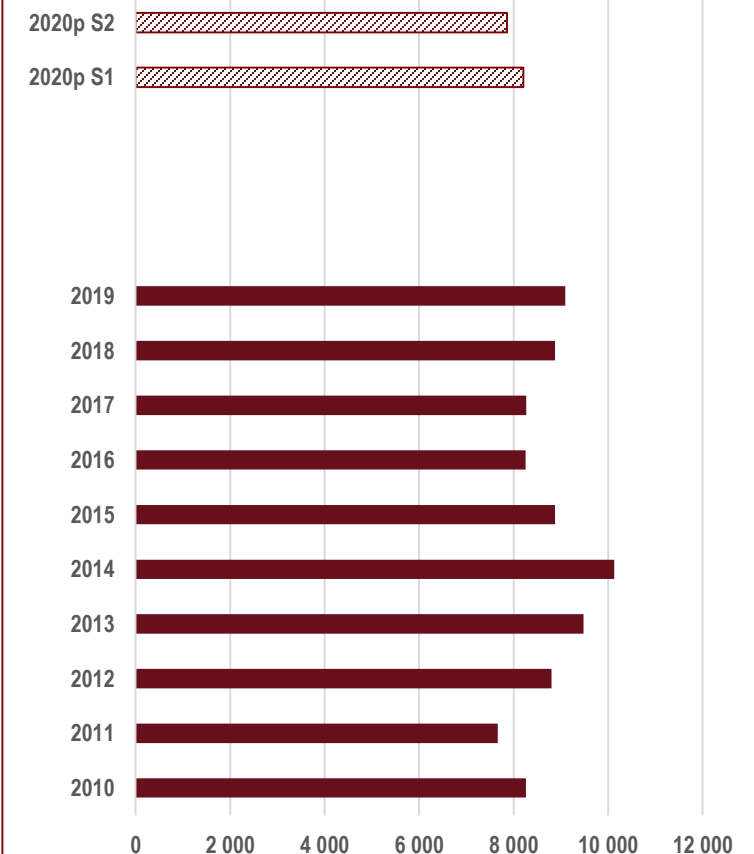
Executive Summary

Les industries non manufacturières restent sur une très faible croissance annuelle moyenne de leur valeur ajoutée sur 2010-19, qui n'a pas dépassé **1,1%**.

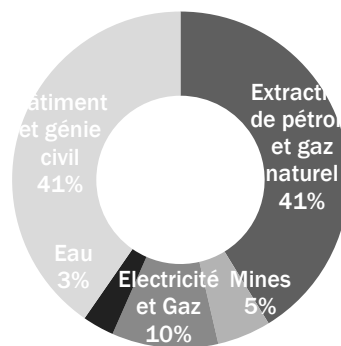
La chute de la production du pétrole, de gaz naturel et des phosphates, causée par les mouvements sociaux et l'absence d'investissements étrangers, ont conduit à cette situation.

Dès 2015, le segment du Bâtiment & Génie Civil est devenu le premier contributeur à la valeur ajoutée des industries non manufacturières.

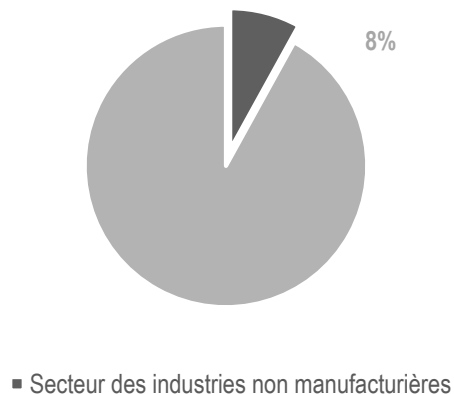
Evolution de la valeur ajoutée du secteur des industries non manufacturières (En MTND)



Structure du secteur des industries non manufacturières



Poids du secteur des industries non manufacturières dans le PIB tunisien



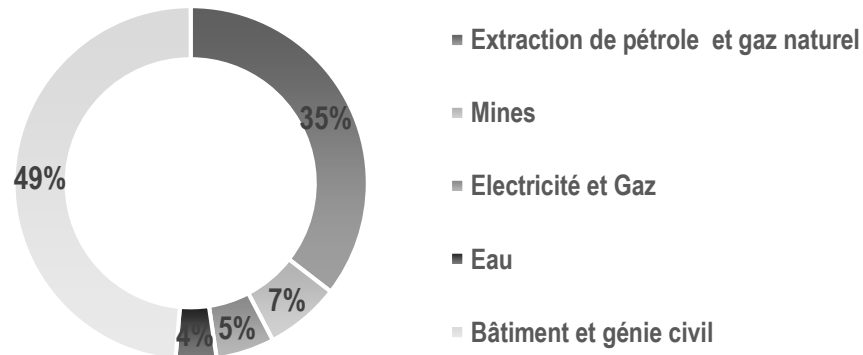


INDUSTRIES NON MANUFACTURIERES

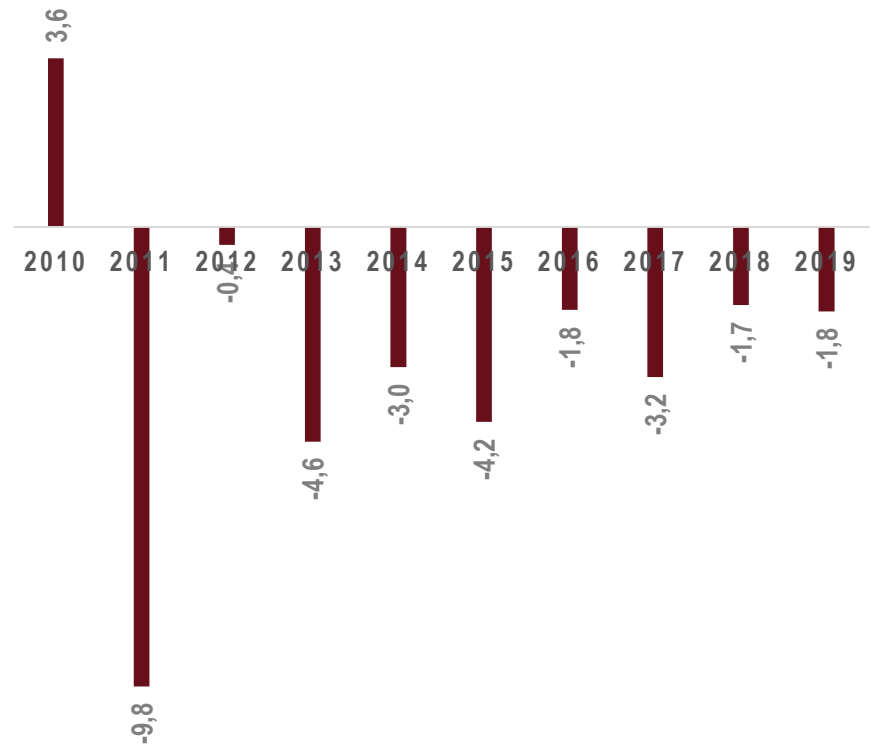
UNE INDUSTRIE EN MANQUE DE CARBURANT

Les industries non manufacturières restent sur une très faible croissance annuelle moyenne de leur valeur ajoutée sur 2010-19, qui n'a pas dépassé **1,1%**. Si nous retenons le PIB réel, nous constatons que le secteur affiche une série unique de 9 baisses annuelles consécutives de sa valeur ajoutée. La chute de la production du pétrole, de gaz naturel et des phosphates, causée par les mouvements sociaux et l'absence d'investissements étrangers, ont conduit à cette situation. Dès 2015, le segment du Bâtiment & Génie Civil est devenu le premier contributeur à la valeur ajoutée des industries non manufacturières.

Répartition de la valeur ajoutée 2019



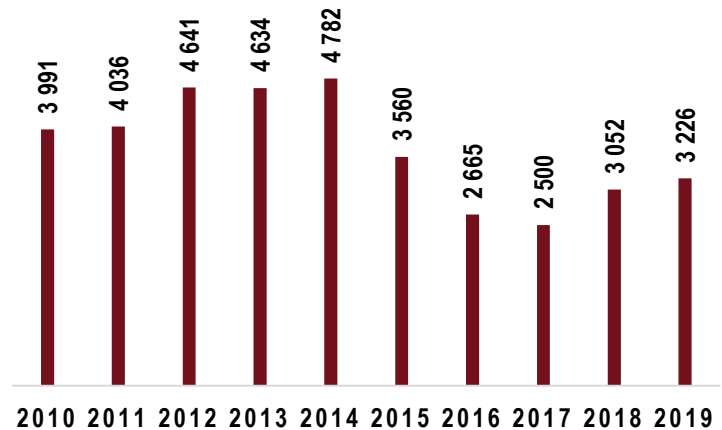
Croissance de la valeur ajoutée des Industries Non Manufacturières (PIB Réel)





INDUSTRIES NON MANUFACTURIERES

Valeur ajoutée de l'Extraction de pétrole et de gaz naturel



EN MILLION DE DINARS

EXTRACTION DE PÉTROLE ET DE GAZ

Depuis 2011, le secteur est paralysé par les contestations sociales dans les zones de production, où la population réclame une implication directe des sociétés pétrolières dans le développement local et dans l'effort d'emplois.

De plus, le passage obligatoire par l'Assemblée des Représentants du Peuple pour les différentes autorisations d'exploration a freiné l'octroi de nouvelles permissions. Plusieurs investisseurs étrangers ont fini par quitter le pays. La production quotidienne de pétrole est loin de la capacité réelle du pays, ce qui explique le recul de la valeur ajoutée de **2,3%** en moyenne sur la période 2010-19, à 3 226 MTND.

Contrairement au raffinage, le bras opérationnel de l'Etat dans le secteur (ETAP) est l'une des entreprises publiques les plus performantes et gère un portefeuille d'exploitations conjointement avec les différentes compagnies étrangères présentes en Tunisie.

Production pétrolière en Tunisie

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Pétrole	3 789	3 409	3 235	2 954	2 608	2 368	2 221	1 875	1 863	1 727
GPL Primaire	190	0,00	169	294	264	233	255	222	185	152
Condensat Gabès	-	-	-	-	29	25	30	22	23	-
TOTAL	3 979	3 409	3 404	3 248	2 902	2 626	2 506	2 120	2 071	1 879

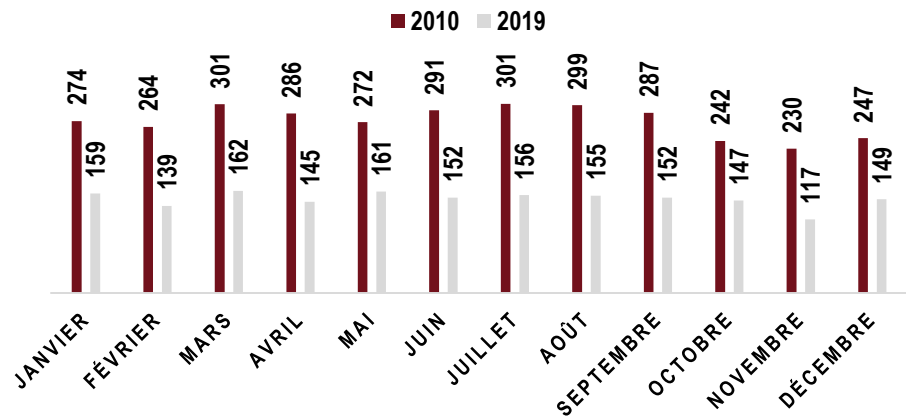
EN KTEP

Pronoia By Reckon



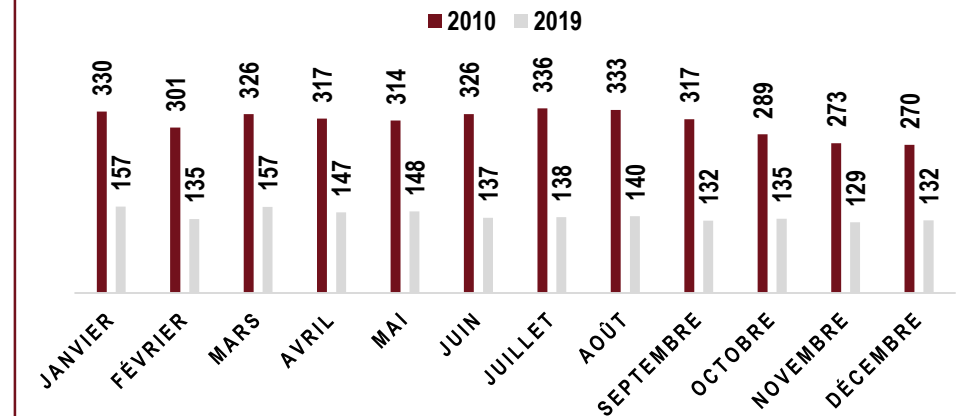
INDUSTRIES NON MANUFACTURIERES

Production de Gaz Naturel 2019 vs. 2010



EN MILLIERS DE TONNES

Production de pétrole 2019 vs. 2010



EN MILLIERS DE M³

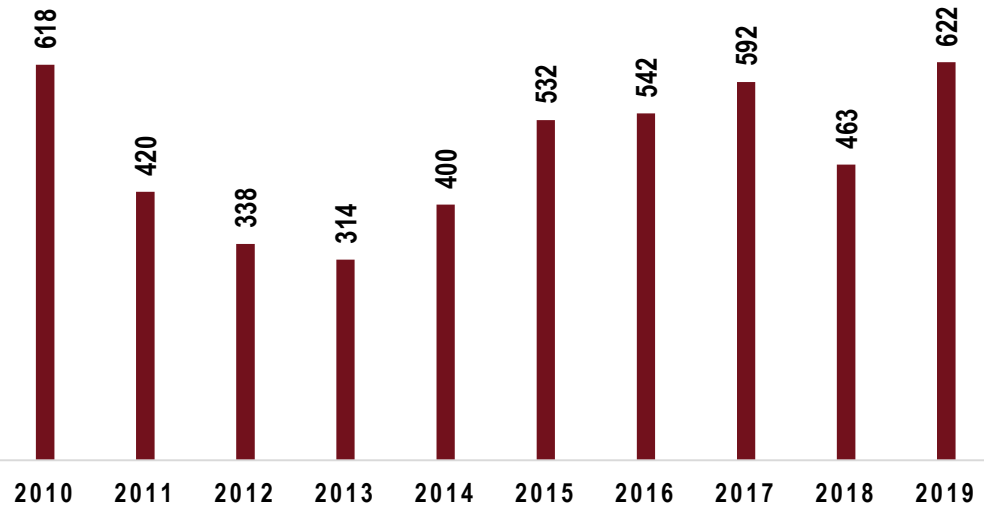
En 2020, la Tunisie compte essentiellement sur l'entrée en exploitation du champs Nawara pour améliorer ses performances en matière d'exploitation pétrolière et gazière. Il s'agit d'un important investissement (3 500 MTND), avec une capacité de production quotidienne de 2,7 millions de m³ de gaz, 7 000 barils de pétrole et 3 200 barils de gaz liquide. Un projet qui permettrait, une fois sa pleine capacité de production atteinte, une réduction du déficit énergétique tunisien de 20% et assurerait +1% de croissance du PIB. Mais cela n'est plus à l'ordre du jour en 2020, avec la crise de la COVID-19 qui a conduit à un retard dans le démarrage de l'exploitation. De plus, des problèmes sociaux se sont déclenchés dès les premiers jours et il est fortement possible qu'elles deviennent chroniques dans le site de production. Par ailleurs, la baisse des prix et les tensions dans plusieurs champs seront deux facteurs en faveur d'une nouvelle année de production inférieures aux capacités réelles du pays. La perte de la valeur ajoutée enregistrée au cours du premier trimestre (-4,8% au prix de l'année précédente) a été compensée par une hausse de 5,2% durant le deuxième quart de l'année, mais les performances annuelles seront en baisse par rapport aux estimations initiales.

Pronoia By Reckon



INDUSTRIES NON MANUFACTURIERES

Valeur ajoutée de l'industrie minière



EN MILLION DE DINARS

L'INDUSTRIE MINIÈRE

L'industrie minière était l'un des points de force de l'économie tunisienne. Bien que l'activité extractive représentait à peine 1% du PIB en 2010, son apport en matière de devises était crucial.

Depuis 2010, le rythme de production n'a jamais atteint les espérances, à cause d'un climat social tendu qu'aucun gouvernement n'est parvenu à résoudre. La production 2010 s'est établie à 8,1 millions de tonnes contre 4,1 millions de tonnes en 2019.

La valeur ajoutée est restée stable, mais sa contribution au PIB n'a pas dépassé les **51 points de base**.

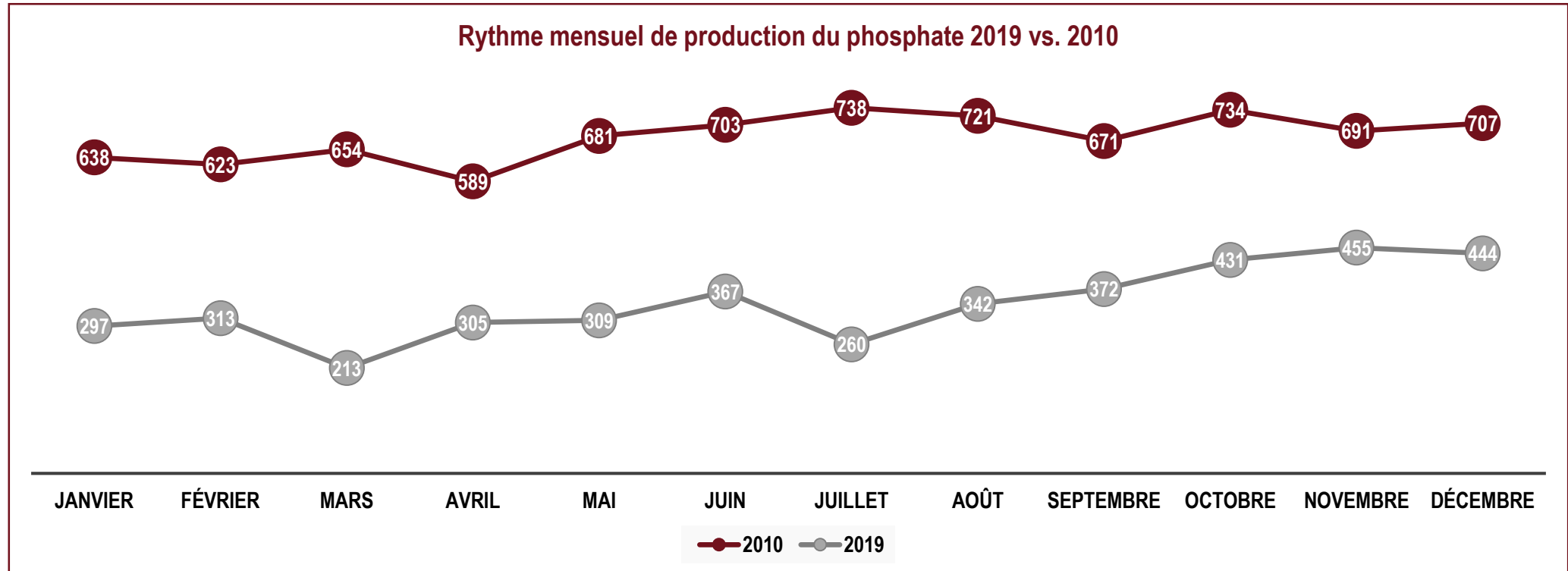
En matière d'emploi, le secteur emploie 41 000 personnes, un nombre qui dépasse largement les vrais besoins d'exploitation.

En 2020, la COVID-19 a fait chuter les cours mondiaux de phosphate et des minerais de fer, avec une baisse de la demande des principaux clients. La CPG, entreprise publique qui gère la production nationale, a perdu toute marge de manœuvre commerciale et se retrouve aujourd'hui sur la liste des entreprises publiques en défaillance. La compagnie affiche, fin 2019, des pertes cumulées de 480 MTND.

Les interruptions de la production ont conduit à l'épuisement des stocks commerciaux, ce qui a poussé le Groupe Chimique Tunisien à demander officiellement l'autorisation du Gouvernement d'importer du phosphate afin de respecter ses engagements vis-à-vis du marché local et étranger.



INDUSTRIES NON MANUFACTURIERES



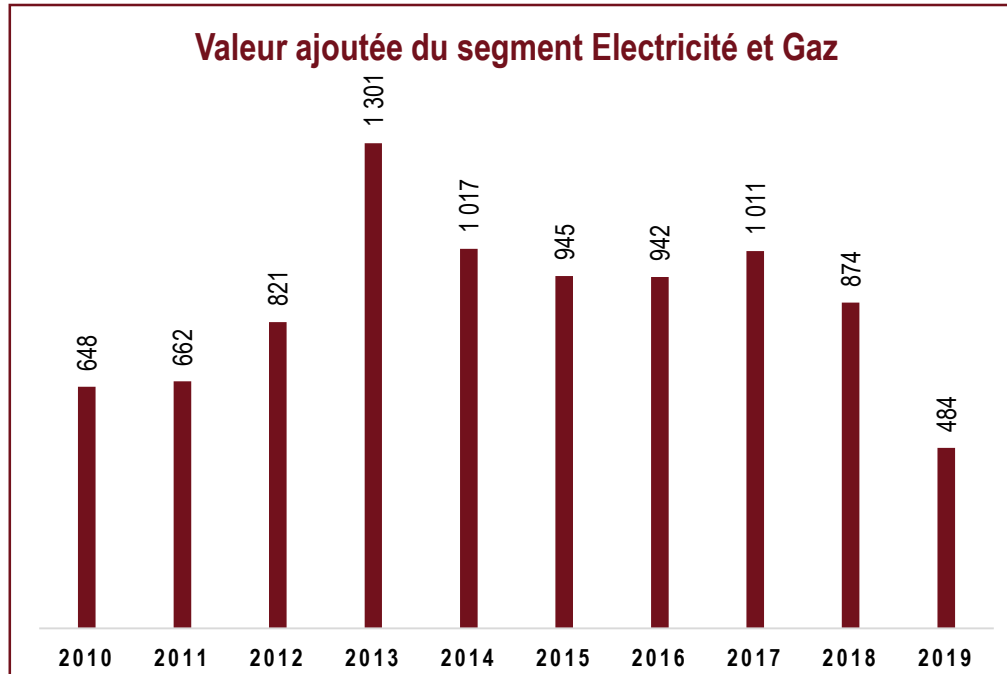
EN MILLIERS DE TONNES

Les tensions politiques actuelles ne faciliteront pas la tâche du Gouvernement qui tente de rétablir le rythme de production espéré au début de l'année (6 millions de tonnes). La valeur ajoutée sera effritée par un effet ciseaux, marqué par une baisse des revenus et une hausse des charges opérationnelles. La belle performance au cours du premier trimestre (hausse de 19,7% aux prix de l'année précédente) ne sera pas réitérée.

Pronoia By Reckon



INDUSTRIES NON MANUFACTURIERES



EN MILLIERS DE KW/H

ELECTRICITÉ ET GAZ

La production de l'Electricité et du Gaz a contribué au PIB à hauteur de 484 MTND en 2019. Depuis 2010, le secteur a perdu annuellement **3,2%** en moyenne. Pourtant, la production de l'électricité a bien progressé en passant de 17 794 millions Kw/H en 2010 à 20 080 million Kw/H en 2019.

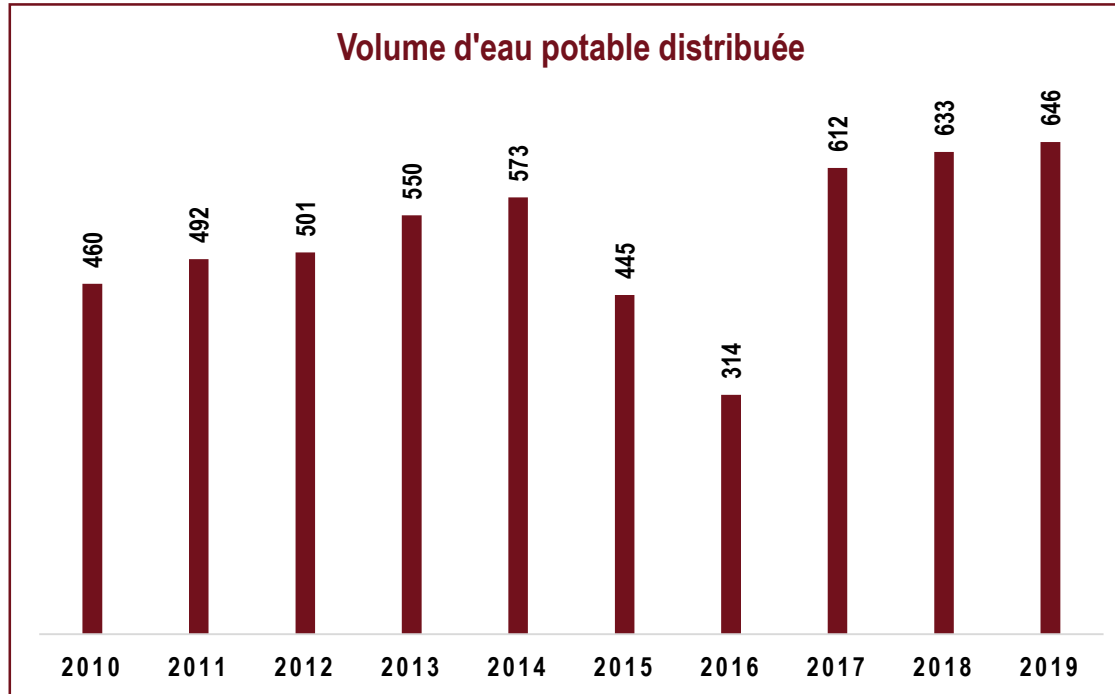
La performance du secteur dépend de celle de la STEG qui bénéficie d'un monopole de production. La société est aujourd'hui le principal fardeau de l'Etat tunisien et son déficit annuel a atteint des records en 2019, en dépassant le seuil de 2 000 MTND pour la deuxième année de suite. Les pertes de change et les dettes envers les autres entreprises publiques et privés sont à l'origine de ces pertes.

La COVID-19 a causé un léger repli de la production et avec la saison estivale 2020, la société devrait être en dessous de ses performances historiques de vente.

La baisse du prix de l'énergie sur les marchés internationaux devrait profiter à la STEG en 2020. La société pratique toujours les mêmes prix de vente à ses clients et ses marges pourraient s'améliorer sensiblement. Le volume de production serait plus faible à cause du ralentissement de l'activité économique globale, notamment les industries.



INDUSTRIES NON MANUFACTURIERES



EN MILLIERS DE M³

DISTRIBUTION DE L'EAU

Le secteur de l'eau en Tunisie a toujours réalisé de bonnes performances. L'accès à l'eau potable est assuré quasiment à toute la population et la production en 2019 a atteint 646 millions de m³.

Le secteur a été développé depuis l'indépendance, en drainant l'eau du Nord et de l'intérieur du pays vers le littoral, pauvre en ressources hydriques. En milieu urbain, le taux de desserte de l'eau potable est de **99%** alors qu'il est aux alentours de **95%** au milieu rural.

Le secteur comprend l'ONAS, l'unique opérateur chargé de la collecte des eaux usées et de leur traitement.

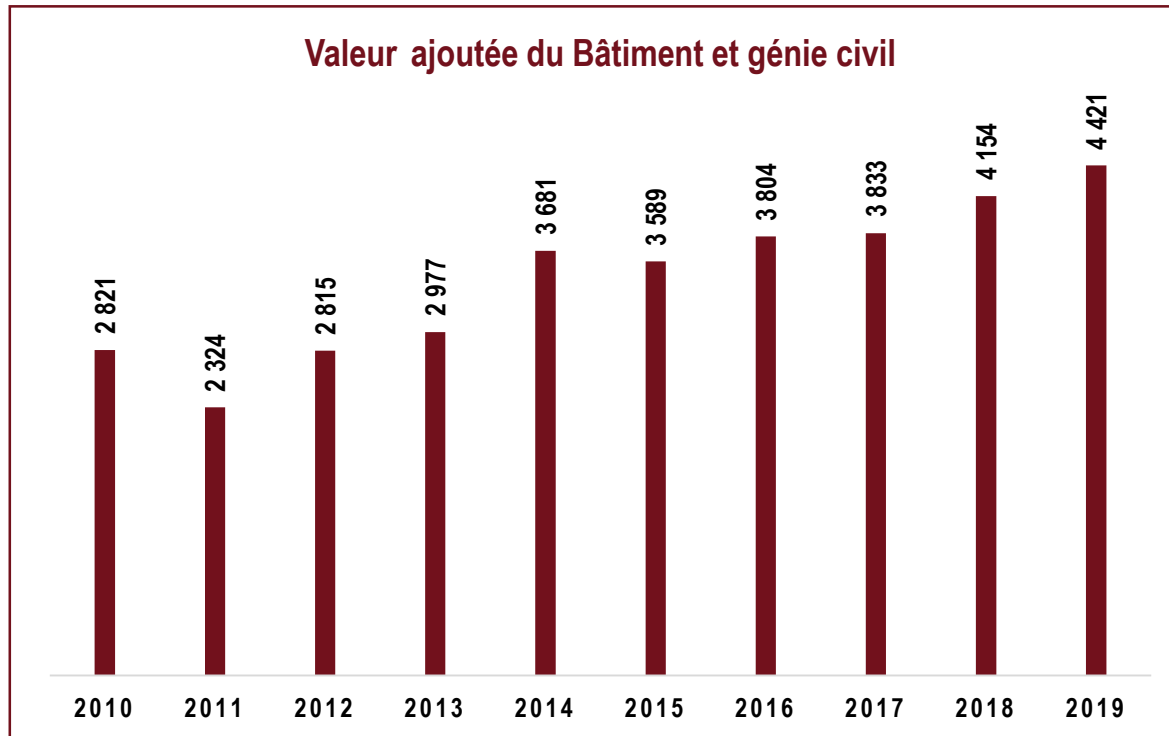
La valeur ajoutée du secteur, à 339 MTND fin 2019, a évolué de **7,2%** sur 2010-19.

Sur les trois premiers mois de l'année, la distribution de l'eau a reculé, en ligne avec l'activité économique globale. Néanmoins, la valeur ajoutée devrait rester résiliente grâce aux investissements que la société compte réaliser. La SONEDE a révisé ses prix à la hausse en 2020, ce qui contribuerait à l'amélioration des performances opérationnelles et commerciales de la société. Par ailleurs, il y a d'importants projets en cours, à l'instar de la station de dessalement de l'eau de la mer de Sfax (investissement de 956 MTND).

Pronoia By Reckon



INDUSTRIES NON MANUFACTURIERES



EN MILLION DE DINARS

BÂTIMENT ET GÉNIE CIVIL

Pesant **48,6%** de la valeur ajoutée des industries non manufacturières, le secteur du Bâtiment et Génie Civil est un contributeur majeur au PIB. La valeur ajoutée a progressé au rythme de **5,1%** sur la période 2010-19, le meilleur rythme parmi les autres branches des industries non manufacturières.

Le secteur est le plus grand employeur en Tunisie, après la fonction publique, avec pas moins de 511 500 postes fin 2019.

Ses performances dépendent essentiellement de l'investissement public en matière de construction de routes et d'ouvrages de génie civil. Selon les chiffres du Ministère de l'Équipement, les investissements en 2019 se sont établis à 946 MTND.

Bien que le Gouvernement partant compte garder ses investissements, les contraintes budgétaires ne lui permettraient pas d'atteindre cet objectif. La destruction de valeur enregistrée au cours des deux premiers trimestres (respectivement -8,9% et -42,5% aux prix de l'année dernière) continuerait jusqu'à la fin de l'année, dopée par les difficultés que connaissent les opérateurs privés du secteur. L'intention de l'Etat de rembourser 1 000 MTND de dettes envers ses fournisseurs ne serait pas suffisante pour sauver un secteur déjà en détresse et qui ne montre aucun signe de reprise au cours de 2020.

Pronoia By Reckon



SERVICES MARCHANDS

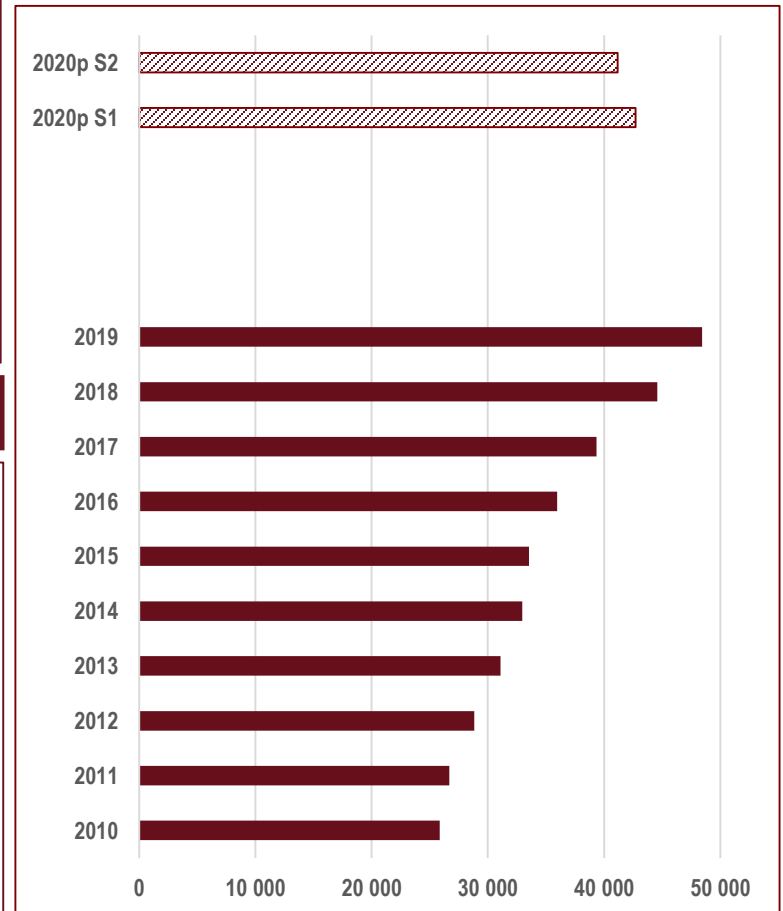
Executive Summary

Les services marchands ont pu bénéficier de la bonne trajectoire du secteur tertiaire, avec une croissance continue provenant essentiellement du commerce, des services financiers et des télécommunications.

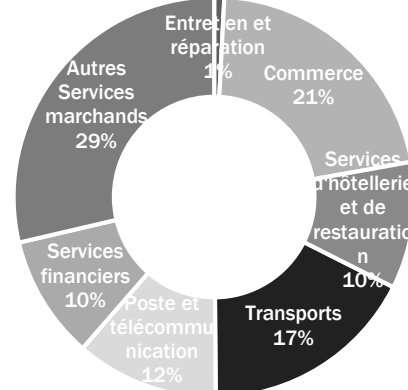
Le secteur touristique, et après un passage à vide en 2015 suite aux attaques terroristes qui ont secoué le pays, a fini par reprendre les couleurs et afficher une saison record en 2019.

La croissance moyenne des services marchands sur la période 2014-19 s'est établie à 7,6%.

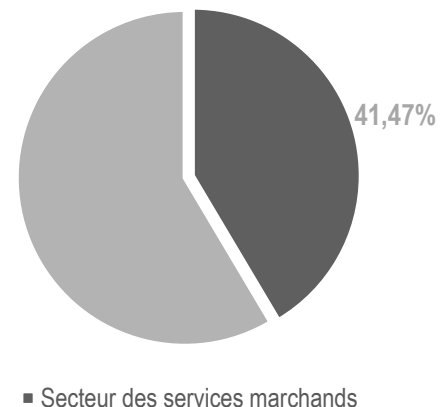
Evolution de la valeur ajoutée du secteur des services marchands



Structure du secteur des services marchands



Poids du secteur des services marchands dans le PIB tunisien





SERVICES MARCHANDS

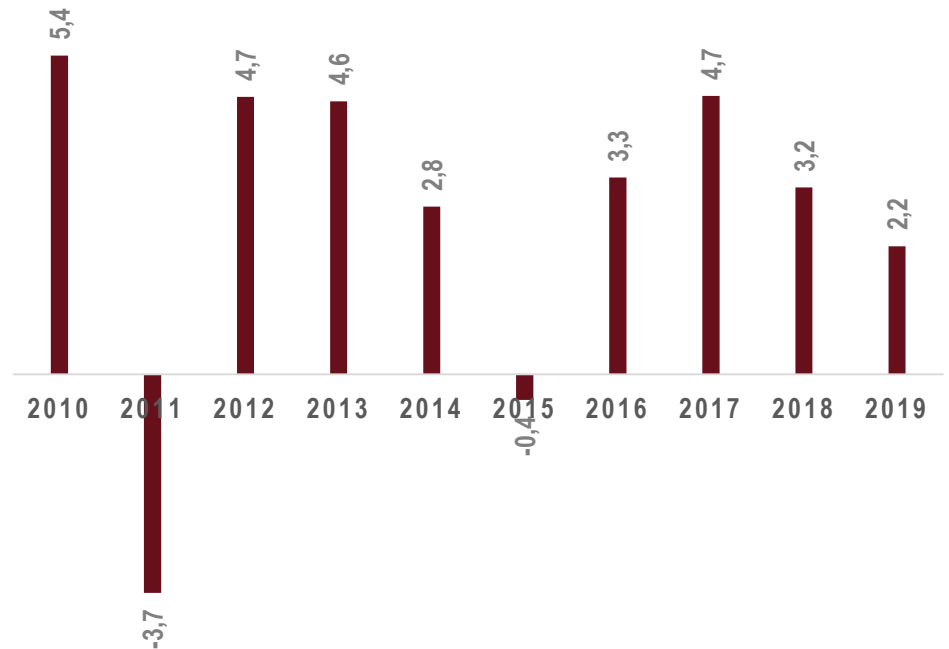
DES SERVICES MARCHANDS EN NETTE AMÉLIORATION EN 2019

Les services marchands ont pu bénéficier de la bonne trajectoire du secteur tertiaire, avec une croissance continue provenant essentiellement du commerce, des services financiers et des télécommunications. Ces activités n'ont pas montré un rythme de croissance rapide durant 2019 car l'évolution de la productivité comprends une importante composante cyclique.

Le secteur qui s'est distingué en 2019 est celui touristique qui, après un passage à vide en 2015 suite aux attaques terroristes qui ont secoué le pays, a fini par reprendre les couleurs et afficher une saison record en 2019.

Globalement, la croissance moyenne des services marchands sur la période 2014-19 s'est établie à **7,6%**. Ils représentent **42,5%** du PIB en 2019 et sont largement le premier contributeur à la formation de valeur ajoutée de l'économie tunisienne. Ce n'est une structure atypique puisque ces services contribuent à hauteur de 38,8% dans le PIB des pays de l'Union Européenne.

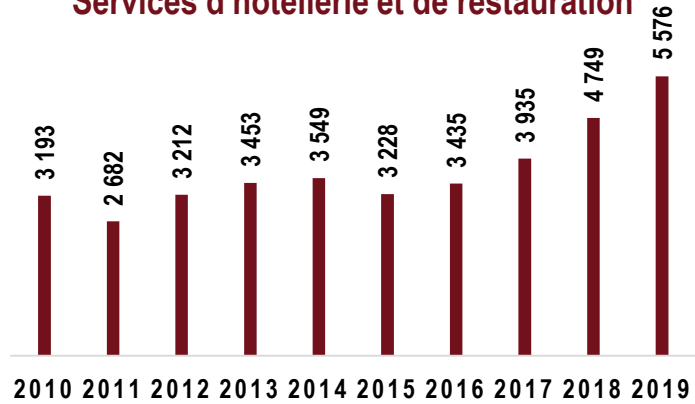
Croissance de la valeur ajoutée des Services Marchands (PIB Réel)





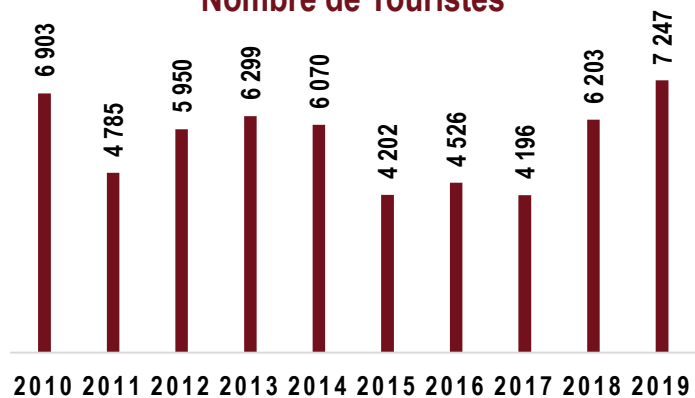
SERVICES MARCHANDS

Services d'hôtellerie et de restauration



EN MILLION DE DINARS

Nombre de Touristes



EN MILLIERS

SERVICES D'HÔTELLERIE ET DE RESTAURATION

Le tourisme est l'un des piliers de l'économie tunisienne. Son importance est triple. Il contribue à la création de la valeur, qui a atteint 5 576 MTND en 2019, soit **4,9%** du PIB. Sur la période 2010-19, le secteur a progressé avec un rythme annuel moyen de **6,4%**. Les performances auraient pu être significativement meilleures si les attaques terroristes qui ont secoué le pays en 2015-17 auraient été évitées.

C'est également un grand employeur direct (158 800 emplois fin 2019) et surtout indirect. Il faut tenir en considération toutes les activités commerciales qui gravitent autour du secteur, comme la restauration, l'artisanat, le transport et les services.

Cela sans oublier son rôle important en matière de devises. Pour la seule année 2019, les recettes se sont établies à 1 700 M€.

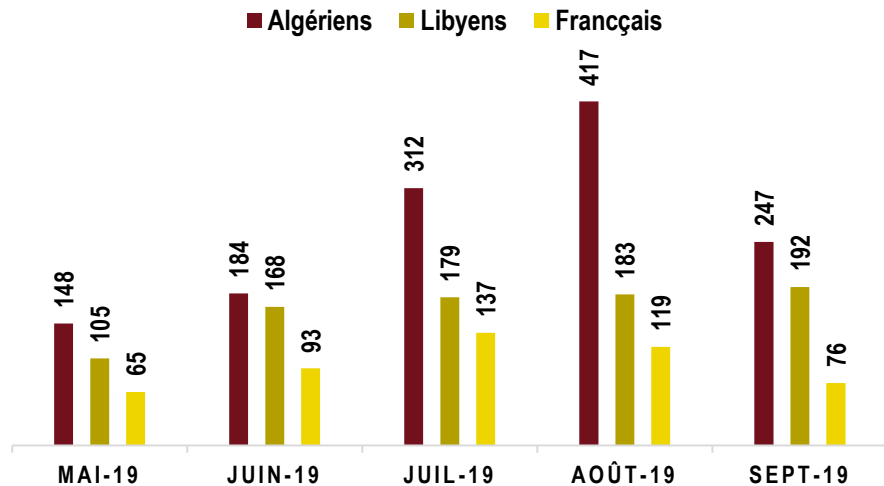
Le modèle du tourisme est essentiellement basé sur le balnéaire, ce qui explique le poids de la saison estivale pour le secteur. Entre juin et août 2019, le pays a accueilli 2,902 millions de visiteurs étrangers, soit **39,6%** du nombre total des touristes.

La principale clientèle est maghrébine (Algérie, Libye) et européenne (France). Sur les touristes qui ont passé leurs vacances en Tunisie entre juin et août 2019, **62,8%** sont originaires de ces trois pays. Les libyens, et dans une moindre mesure les algériens, visitent régulièrement la Tunisie en tant que destination de soins médicaux, ce qui atténue la cyclicité des flux rentrants.



SERVICES MARCHANDS

Principales nationalité des touristes de la saison estivale 2019



EN MILLIERS

Après une excellente année 2019, où le nombre de visiteurs de nationalité étrangère a atteint 7,247 millions, le secteur des Services d'hôtellerie et de restauration est le principal perdant de la crise. Une possible dynamique interne pourrait sauver une partie des emplois, mais la partie est déjà perdue en matière de recettes en devises.

La crise du COVID-19 a causé un dégât sans précédent à l'industrie mondiale du tourisme. Malgré sa réussite dans la lutte contre la pandémie, la dépendance de ces trois marchés va coûter cher à la Tunisie. Alors que 60% des français avaient l'intention de partir pour les vacances d'été en 2019, ce ne sont plus que 44% en 2020 à envisager des congés selon les professionnels français. Les craintes sanitaires et les appels à passer ses vacances en France ont encouragé 71% d'entre eux à préférer des destinations dans l'Hexagone.

La situation sécuritaire en Libye et les difficultés de l'Algérie à contrôler la pandémie pèsent déjà sur l'activité touristique.

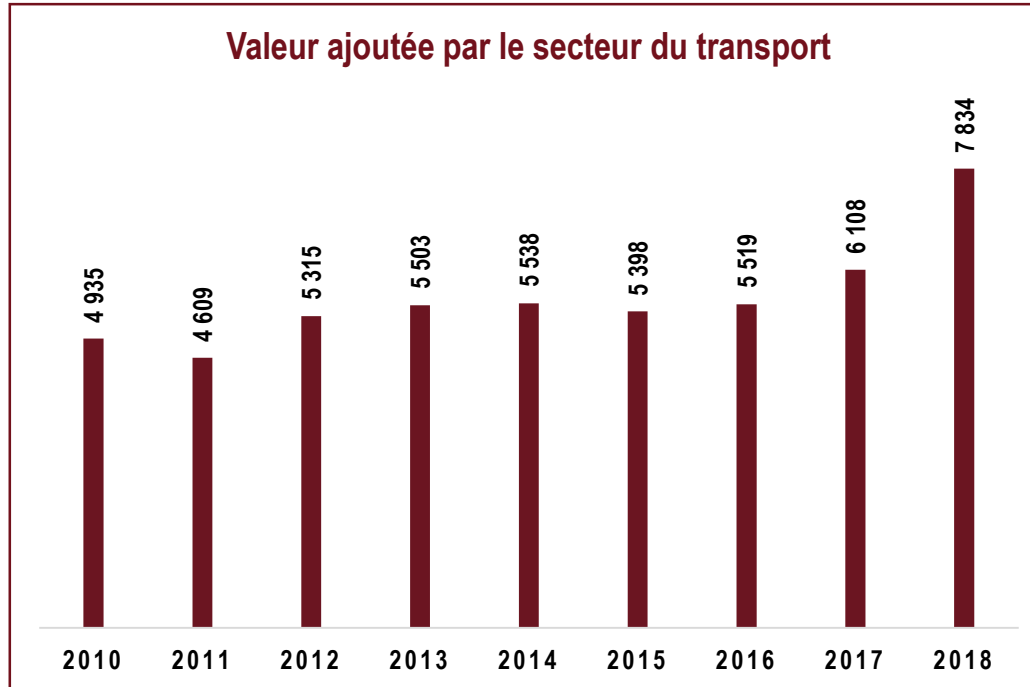
Ainsi, les recettes touristiques ont chuté de 60% 1 300 MTND au cours des huit premiers mois de l'année selon les chiffres de BCT.

Bien qu'il reste la moitié de la haute saison, il serait difficile de réaliser un rattrapage, surtout avec les inquiétudes quant à une deuxième vague de la maladie. L'impact social est important, surtout dans les zones touristiques du littoral.

Le secteur englobe aussi les cafés et les restaurants qui, après deux mois de fermeture, peinent à retrouver le rythme d'activité normal avec la baisse progressive du pouvoir d'achat des tunisiens.



SERVICES MARCHANDS



EN MILLION DE DINARS

TRANSPORT

Le secteur du Transport pèse 7% du PIB de la Tunisie. Il est largement dominé par les entreprises publiques, toutes en situation critique.

Le cas le plus grave est de celui de Tunisair qui a des fonds propres négatifs de -433 MTND fin 2018. Avec l'arrêt de l'activité à cause du COVID-19 pour 100 jours, l'absence de la saison du pèlerinage et de la Omra, et la morosité de la saison touristique et du retour des tunisiens à l'étranger, la compagnie fait face à des vraies difficultés financières avec une baisse de ses revenus de 400 MTND. L'incapacité de la compagnie à réparer ses avions fait qu'elle ne dispose actuellement que de dix appareils opérationnels sur un parc de 27 avions. Les problèmes de gouvernance s'ajoutent au tableau, avec un refus total de toute intention de cession de la compagnie porte-drapeau.

Les pertes de la CTN sont de 18,7 MTND pour 2017, avec des résultats reportés de -48,8 MTND, la situation est encore plus critique pour la TRANSTU qui a une situation qui ne diffère pas beaucoup de la compagnie aérienne porte-drapeau : -1 059 MTND de résultats reportés et -571 MTND de fonds propres. Quant à la SNCFT, elle a des pertes cumulées de -577 MTND. Au rythme actuel, le déficit total de ces entreprises dépasserait les 3 000 MTND fin 2020, un montant que l'Etat ne pourra pas mettre sur la table. Pour le moment, les dettes comblent les pertes et leurs encours a atteint 3 487 MTND pour seulement TUNISAIR, TRANSTU et la SNCFT.



SERVICES MARCHANDS

Un secteur dont le développement est paralysé par la gouvernance des entreprises publiques

Sociétés	Effectif	Charges de Personnel	Revenus	Résultat d'exploitation	Résultat Net	Résultat reportés	Investissement	Dettes
TRANSTU	7 555	253	206	-164	-187	-	45	1 219
TUNISAIR	3 781	254	1 686	-73	-146	-861	138	1 090
SNCFT	4 612	116	158	-62	-86	-577	125	1 179
CTN	1 195	67	465	23	-31	-	19	-

EN MILLION DE DINARS

Les différentes défaillances des compagnies étatiques ne permettent pas au secteur d'atteindre tout son potentiel et font perdre à d'autres de vraies opportunités de croissance. Les exportateurs tunisiens perdent en compétitivité à cause de leurs incapacités de trouver des lignes aériennes et maritimes stables vers les pays ciblés. Des marchés touristiques sont peu exploités en raison de l'absence de vols réguliers, à l'instar des pays scandinaves ou asiatiques. Même au niveau interne, le transport ferroviaire souffre des perturbations sociales et de la vétusté des engins.

Au niveau du transport en commun, l'absence d'un bon service pousse une majorité des tunisiens à utiliser leurs véhicules particuliers pour leurs déplacements, aggravant ainsi la facture énergétique et écologique du pays.

Avec la crise actuelle, les différentes sociétés nationales de transport traversent des moments très difficiles. La capacité de l'Etat à apporter encore le même soutien financier à ces entités est remise en question avec une création de valeur en berne, pour 2020. Le secteur a déjà enchaîné deux baisses significatives de la valeur ajoutée au cours des deux premiers trimestres 2020, respectivement de -12,1% et -51,4%.

Pronoia By Reckon



SERVICES MARCHANDS

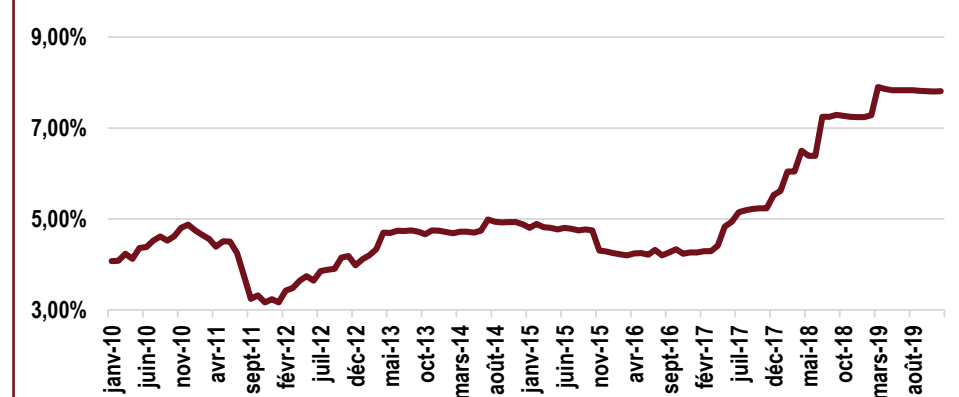
POSTE, TÉLÉCOMMUNICATIONS ET SERVICES FINANCIERS

Les services financiers se basent essentiellement sur les banques, la Poste, les sociétés de leasing et de factoring, les Institutions de Micro Finance et les compagnies d'assurance.

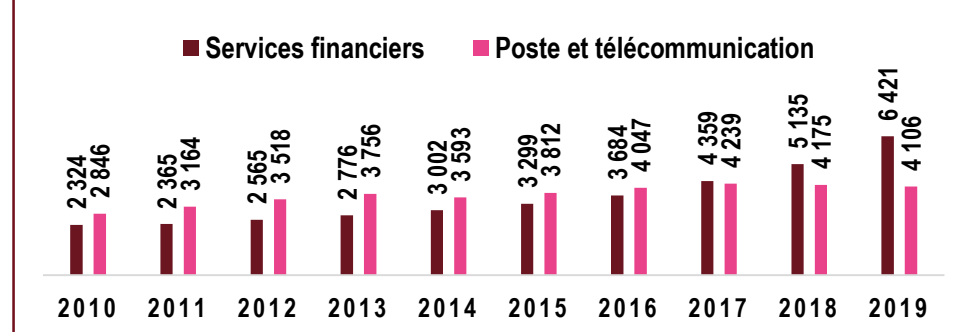
Les dernières années ont été très propices au développement du secteur bancaire, dans un environnement de taux favorables. Sur la période 2010-19, le secteur a affiché une croissance annuelle moyenne de la valeur ajoutée de **11,9%**, à 6 421 MTND.

En 2019 et avec l'intervention de la BCT qui a ajusté son Taux Directeur et rehaussé ses exigences prudentielles, une décélération du rythme de progression des concours à l'économie a été observée avec des crédits supplémentaires de 3 095 MTND contre 7 057 MTND en 2018. Les crédits accordés par le système bancaire se sont établis, fin 2019, à 83 366 MTND. Les dépôts de la clientèle auprès du système bancaire se sont établis à 74 795 MTND fin 2019, en hausse de 9,4% par rapport à 2018. Cette progression a été tirée par les dépôts à terme et les dépôts d'épargne avec des augmentations respectives de 16,8% et 7,8% alors que les dépôts à vue n'ont augmenté que de 5,3%.

Taux d'Intérêt du Marché Monétaire



Valeurs ajoutées des secteur de la poste & Télécommunication et Services financiers



EN MILLION DE DINARS

Pronoia By Reckon



SERVICES MARCHANDS

Le secteur du leasing a été caractérisé en 2019 par une baisse de ses principaux indicateurs. Les mises en force ont reculé de **21%** à 1 567 MTND, reflétant un carnet de commandes en recul de **16%** à 1 925 MTND. L'encours de crédits a perdu **9%** à 3 794 MTND.

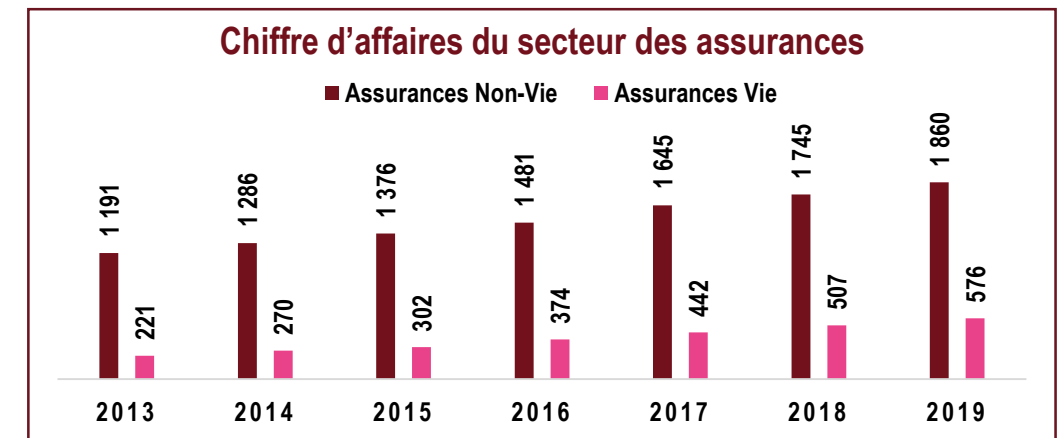
La baisse de l'activité du secteur est due à un ralentissement de l'investissement des secteurs cibles du leasing en Tunisie, à savoir le BTP et le transport, en plus de la hausse du coût de financement. Le taux effectif global a clôturé l'année à un niveau record de **14,5%**. La baisse de l'encours aura un impact certain sur la rentabilité du secteur même si la hausse du taux de sortie continue son ascension qui du reste n'est pas favorable à une reprise de la croissance.



EN MILLION DE DINARS

Le marché de l'assurance en 2019, maintient une dynamique de croissance. Les primes émises du marché ont progressé de 8,2% par rapport à 2018, pour atteindre 2 436 MTND. La composition des primes est toujours dominée par la branche Automobile, dont le volume a dépassé, pour la première fois, le seuil du 1 000 MTND (1 039 MTND), soit 42,7% du chiffre d'affaires du secteur.

Le principal segment qui a gagné des parts de marché est l'assurance Vie & Capitalisation, qui représente aujourd'hui 23,6% des revenus du secteur, avec des primes de 576 MTND. En deux ans, la branche a pu attirer plus de 133 MTND supplémentaires, soit la plus grande progression parmi toutes les typologies de polices vendues.



EN MILLION DE DINARS

Pronoia By Reckon



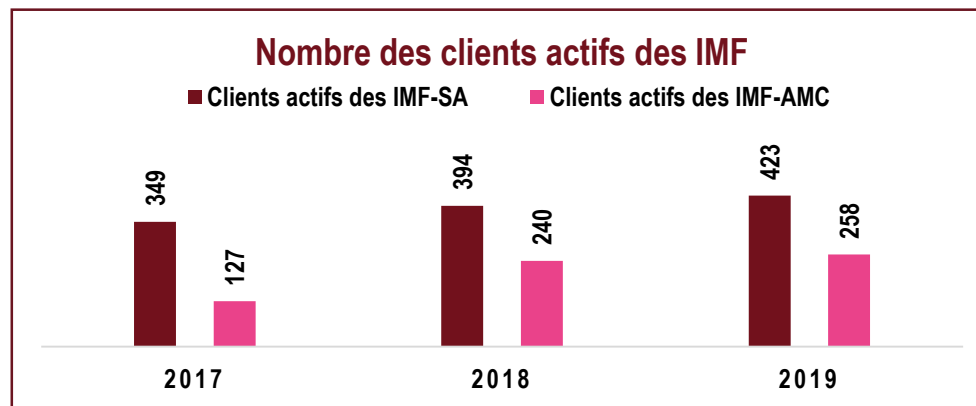
SERVICES MARCHANDS

La microfinance ne cesse de jouer un rôle de plus en plus important dans le financement des plus petits acteurs de l'économie tunisienne. Pour les IMF-SA (au nombre de 7 avec une part de marché de 79,5%), l'encours de crédits s'est élevé à 1 038 MTND grâce à plus de 422 737 clients actifs. La qualité de l'actif reste appréciable, avec un taux de défaut limité à **1,53%**.

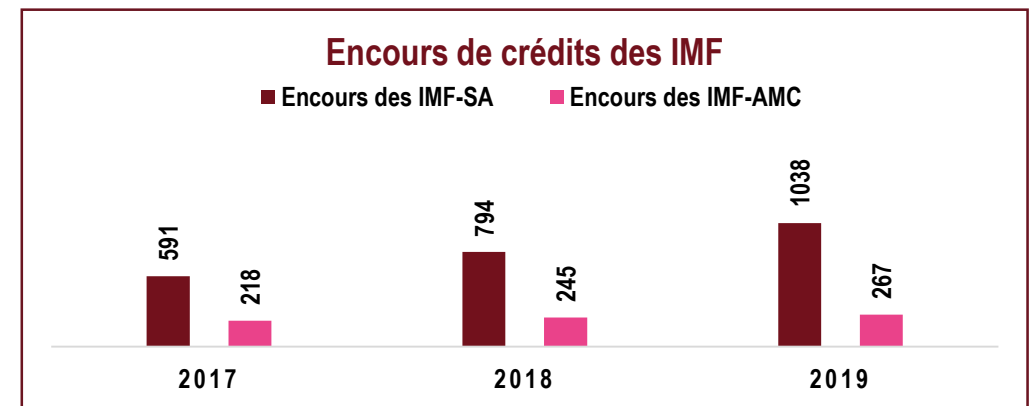
Les IMF-SA attirent aussi les clients des autres établissements de crédits. 20,9% de leurs clients actifs le sont auprès des banques et des compagnies de leasing et détiennent 28,5% de l'encours de prêts (295 MTND), soit 5% de plus par rapport à 2018. Les restrictions d'octroi de crédits imposées par la BCT ont poussé les entreprises à partir à la recherche d'autres sources de financement.

Quant aux associations de microcrédits (au nombre de 287), elles disposent d'un large portefeuille de 258 280 clients avec un encours de 267 MTND. **15,4%** de ces clients sont également des clients de banques et de compagnies de leasing.

Au total, le secteur a affiché une croissance annuelle moyenne de 26,9% entre 2017 et 2019. L'encours moyen/client est de 3 328 TND pour les activités génératrices de revenus et de 1 318 TND pour les crédits d'amélioration des conditions de vie.



EN MILLIERS



EN MILLION DE DINARS



SERVICES MARCHANDS

LA PROBLÉMATIQUE DU FINANCEMENT : UNE DES CLÉS DE LA RELANCE

Dans le contexte actuel, le rôle des banques est plus que jamais important afin de fournir de la liquidité aux différents opérateurs et acteurs économiques. Dans ce cadre, la Banque Centrale de Tunisie a donné la priorité absolue au refinancement des banques afin de combler le manque de liquidité causé par les décisions de report des paiements des échéances bancaires. Selon les estimations, cette décision a coûté 1 000 MTND en termes de liquidité, expliquant ainsi la hausse du niveau de refinancement accordé par la BCT, à 10 432 MTND.

La baisse du Taux Directeur, dès le mois de février, n'est pas en faveur des établissements de crédits puisqu'elle ajoute de la pression sur le PNB du secteur qui devrait perdre au moins 300 MTND en 2020. Non seulement les banques n'ont pas pu encaisser les intérêts sur des crédits déjà accordés, mais les revenus des portefeuilles-titres commercial et d'investissement devraient afficher une baisse du rendement. Idem pour les commissions en produits qui devraient reculer avec un moindre nombre d'opérations bancaires.

Les banques devraient également accorder une veille particulière à leurs coûts de ressources, notamment à cause d'un risque réglementaire qui reste élevé, quant à une possible augmentation du taux de la retenue à la source sur les produits des intérêts de certaines catégories de dépôts, ce qui pourrait impacter le rythme de collecte. De plus, la crise économique devrait peser sur le rythme d'épargne qui resterait, encore, à des niveaux bien bas par rapport au PIB (comparativement au peer group de la Tunisie et aux réalisations en la matière, durant la période précédente).

Sur les derniers exercices, les bénéfices des banques ont été fortement corrélés à leurs coûts du risque. Dans un contexte d'amplification des risques de crédits, de cherté du financement et d'incertitudes macroéconomiques, les établissements bancaires ont à faire face à un double enjeu : entre le développement de l'activité commerciale (afin de maintenir un certain volume d'activité permettant le fonctionnement des structures) et la préservation de la qualité de leurs portefeuilles et de leurs solidités financières (au moment où la majorité des actionnaires ne sont pas prêts à injecter des fonds propres supplémentaires).

En Million de dinars	Déc. 2019	Avr. 2020
Crédit à l'économie	83 371	84 005
Comptes courants débiteurs	6 930	8 454
Dépôts à vue	19 260	20 355
Dépôts à terme & autres produits financiers	15 317	15 734
Comptes spéciaux d'épargne	19 342	19 963
Epargne logement	1 322	1 287
Dépôt sen devises ou en dinar convertible	1 147	1 128
Dépôts de non-résidents	11 156	11 018



SERVICES MARCHANDS

ANNÉE DIFFICILE POUR LES ASSUREURS

Le début de l'année 2020 était très positif avec une hausse du chiffre d'affaires de **13,2%** en rythme annuel à 866 MTND. La croissance provient toujours de la branche Vie et Capitalisation qui a progressé de **32,1%** à 168 MTND. Le volume des indemnisations du secteur s'est établi à 289 MTND.

Toutefois, cette dynamique est en baisse depuis le second trimestre vu le confinement qui a obligé les assureurs et les agents à fermer leurs points de vente. Les compagnies d'assurance ont dû prolonger la validité des contrats en cours. Le secteur devrait résoudre majoritairement le problème de recouvrement des primes émises et non remboursées, mais des carences en matière qualité de portefeuille devraient subsister pour quelques sociétés du secteur.

Il est attendu que les clients réduisent leurs couvertures durant les prochains mois et que les segments liés à l'activité économique, essentiellement le Transport et l'Incendie, soient concernés par une baisse des volumes de transactions assuranciels. La décision récente de relever les tarifs des garanties facultatives des assurances automobiles, concernant les risques du vol et d'incendie, de 30 TND, devrait améliorer un peu le chiffre d'affaires de cette branche qui représente l'essentiel des primes émises.

La rentabilité du secteur sera également touchée par une activité de placement moins rentable. Les portefeuilles d'investissements des compagnies d'assurances sont largement exposés aux produits fixed income et le taux de réinvestissement a reculé, en ligne avec le TMM. De plus, la partie equity a été négativement impactée par les décisions de non-distribution de dividende par les banques et certaines sociétés.

En Million de dinars	T1-2018	T1-2019	T1-2020
Chiffre d'affaires des sociétés d'assurance directes	726	765	866
<i>dont Assurance Automobile</i>	333	355	368
<i>dont Assurance Incendie</i>	87	95	120
<i>dont Assurance Transport</i>	20	21	22
<i>dont Autres branches d'assurance Non Vie</i>	170	166	187
<i>dont Assurance Vie & Capitalisation</i>	115	128	168
Chiffre d'affaires Tunis Re	46	53	53
Chiffre d'affaires Total:	772	818	919



SERVICES MARCHANDS

LE MANQUE DE RESSOURCES CONTINUE À ACCABLER LE SECTEUR DU LEASING

Contrairement aux banques, les compagnies de leasing ne bénéficient pas d'une diversification de leurs métiers. Avec la difficulté d'accès aux ressources notamment sur le marché obligataire, le secteur devrait réduire davantage sa contribution au financement de l'économie. La priorité sera accordée à la gestion des risques et à la mobilisation des montants nécessaires pour le respect des engagements vis-à-vis des investisseurs obligataires.

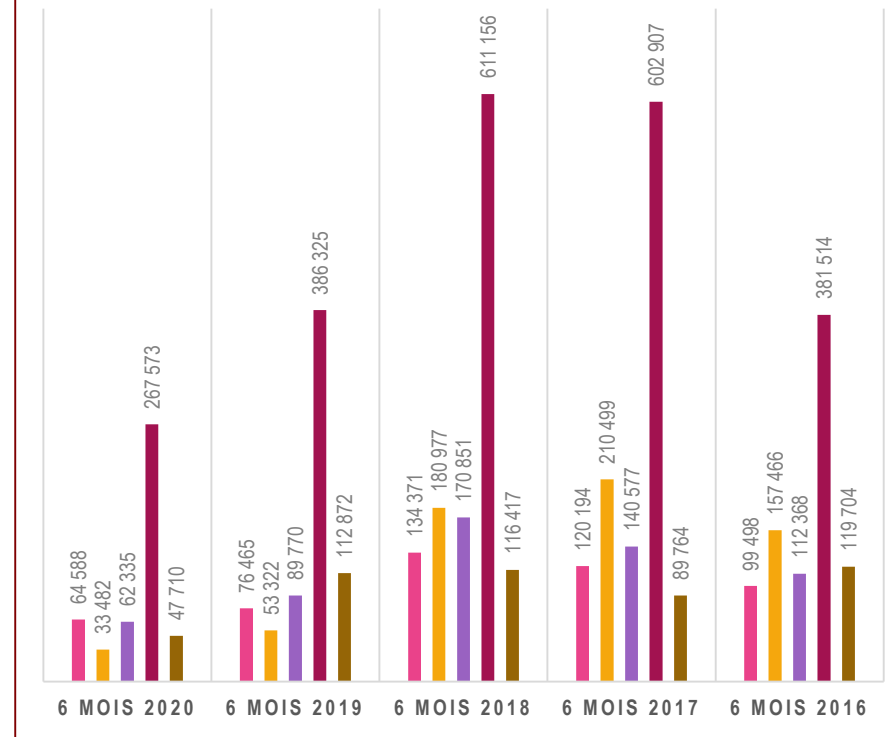
Les mises en force devraient lourdement chuter et les chiffres du premier semestre 2020 montrent déjà un recul de 33,8% en rythme annuel à 476 MTND. C'est le plus faible volume d'affaires semestriel sur le dernier quinquennat. Le carnet de commandes des compagnies s'est établi à 606 MTND (-33,3% en rythme annuel) et il devrait montrer plus de faiblesse d'ici la fin de l'année avec l'absence d'une dynamique d'investissements sur l'exercice 2020 et au moins T1 2021.

Au niveau des créances classées, le secteur a déjà affiché une augmentation dès la première moitié de l'année avec une aggravation de 35,5% à 548 MTND. Depuis le début de l'année, c'est plus de 192 MTND de créances rattachées qui ont été ajoutées à un solde déjà important, ce qui montre l'importante dégradation de la qualité des actifs du secteur.

Par ailleurs, cette dégradation devrait encore s'intensifier au cours du second semestre. Le coût du risque atteindra en 2020, un niveau record, risquant ainsi de balayer lourdement la performance d'un secteur déjà profondément affaibli bien avant la crise.

Evolution des mises en force du leasing

■ Agriculture ■ Batiments & travaux publics ■ Industrie ■ Service et commerce ■ Tourisme



EN K DINARS



SERVICES MARCHANDS

LA MICROFINANCE : UN SECTEUR PROMETTEUR DONT L'EXPOSITION AU RISQUE EST À SURVEILLER

L'impact de la crise de la COVID-19 sur le secteur de la microfinance est très important puisqu'il s'agit de petits opérateurs dont les activités sont directement touchées par les mesures de confinement et de distanciation sociale.

L'Autorité de Contrôle de la Microfinance a invité les IMF à reporter d'une période comprise entre 3 et 6 mois, le remboursement des échéances des microfinancements de leurs clients, dont les délais de remboursement sont initialement prévus entre les 01/03/2020 et 31/08/2020.

Par ailleurs, l'accord, donné auparavant à une IMF locale pour octroyer des microfinancements d'un montant pouvant aller jusqu'à 40 000 dinars sur 7 ans, a été provisoirement suspendue jusqu'au 31 décembre 2020.

Pour l'exercice 2020, les bilans seraient préservés. La classe de risque d'un client telle que consignée à la veille du report de ses échéances de remboursement, sera exceptionnellement maintenue jusqu'à la fin de la période de franchise. Par conséquent, aucune dotation aux provisions supplémentaire ne sera requise à court terme. Mais à moyen et long termes, la reprise de l'activité économique est une condition de survie pour les IMF car leur modèle économique est basé sur un taux de remboursement élevé. S'il s'aligne sur celui des banques tunisiennes, la situation en sera très difficile.

Les récentes levées de dettes obligataires par certains opérateurs leur ont permis de consolider leurs trésoreries afin de faire face à des hypothèses de recouvrement de plus en plus difficiles. Les structures à actionariat étranger devraient pouvoir bénéficier de plus de fonds, grâce à la décision de la BCT d'augmenter le plafond de soutien que ce type d'actionnaires peut apporter.

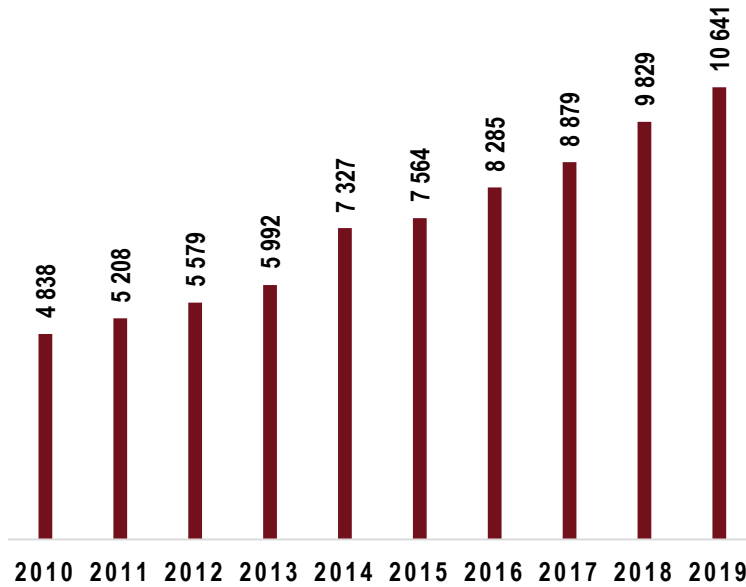
Même si le système financier reste fragile, la politique menée par la BCT au cours des exercices 2019-2020 lui a conféré une marge de manœuvre en matière de refinancement. Le traitement du problème des créances classées par tous les établissements de crédits sera déterminant pour la rentabilité de 2020. Pour rappel, le secteur se prépare au passage aux normes IFRS en 2021, ce qui pourrait être coûteux en matière de fonds propres. La BCT continuera l'encadrement étroit du secteur durant les prochaines années avec une forte activité réglementaire de sorte à trouver un équilibre entre des règles prudentielles plus adéquates et une exploitation capable de répondre aux besoins de rentabilité interne et de financement de l'activité économique.

Pronoia By Reckon



SERVICES MARCHANDS

Valeur ajoutée du Commerce



EN MILLION DE DINARS

LE COMMERCE

Le Commerce englobe le commerce de gros, les intermédiaires du commerce et le commerce de détail des différents produits locaux ou importés. Il s'agit donc d'une activité qui reflète parfaitement la dynamique économique du pays et l'évolution du pouvoir d'achat de la population.

Grâce à la forte augmentation de la masse salariale ces dernières années, la valeur ajoutée du secteur du Commerce a fortement progressé. Sur la période 2010-19, le TCAM s'est établi à **9,1%**. Fin 2019, le Commerce pèse **9,3%** du PIB.

Les pressions sur le pouvoir d'achat durant la dernière période, provenant d'une baisse de l'activité économique et de l'augmentation attendue du chômage, devraient peser sur la dynamique du commerce intérieur. L'absence d'une vraie saison touristique ne joue pas en faveur de cette activité puisque les professionnels seront privés d'un gisement de clients estimé à 5 millions de visiteurs.

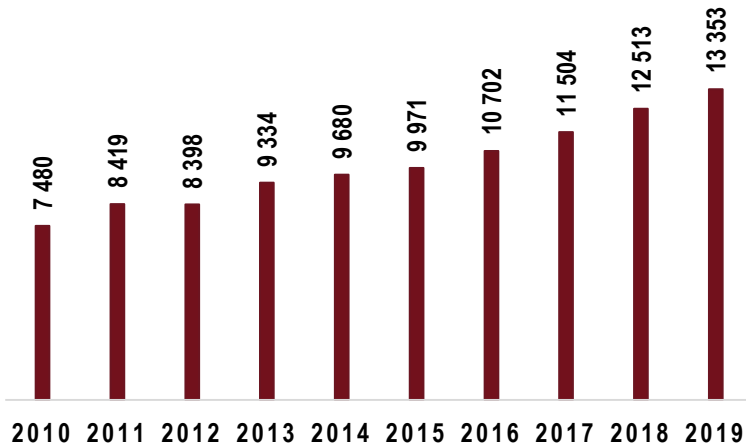
La valeur ajoutée du secteur du Commerce dépend naturellement de celle de l'Agriculture et Pêche et des Industries manufacturières et non manufacturières, ce qui explique la tendance baissière attendue sur l'exercice 2020. La bonne performance du secteur primaire devrait limiter partiellement ce recul.

Il faut enfin signaler que le commerce est un secteur où l'informel est très présent. La capacité des autorités publiques à intégrer une partie de l'économie souterraine pourrait aider à améliorer la valeur ajoutée générée par ce secteur.



SERVICES MARCHANDS

Valeur ajoutée des
Autres Services Marchands



EN MILLION DE DINARS

La valeur ajoutée des autres services marchands devrait subir une forte baisse en 2020. Toutefois, à moyen terme, cette branche offre l'un des meilleurs potentiels de croissance à condition d'incorporer plus de valeur ajoutée dans l'offre de services, de retenir les bons projets/meilleurs compétences sur le sol tunisien et que l'activité de R&D soit davantage mise en valeur.

AUTRES SERVICES MARCHANDS

L'éventail des autres services marchands est très large et englobe tous les services offerts autre que ceux financiers ou administratifs. Il s'agit du deuxième plus grand contributeur au PIB puisqu'il a représenté **11,7%** de la valeur ajoutée en 2019. Sur la période 2010-19, le TCAM était de **5,4%**.

Le confinement a causé l'arrêt quasi-total de la majorité des activités de ce secteur et qui ne sont pas parvenues à redémarrer convenablement avec un dé-confinement marqué par une baisse significative de la demande.

Les consommations intermédiaires en services ne montrent pas une dynamique particulière et les dépenses de consommation des ménages sont plutôt orientées vers d'autres priorités, autres que les services de soutien. La baisse de l'activité des entreprises conduirait à un recul de la demande de services juridiques, comptables et de conseils en gestion. Le secteur de l'édition et de la publicité montre déjà des carences, comme celui de la promotion immobilière qui souffre depuis des années d'une chute libre des volumes de ventes et d'un cadre réglementaire peu favorable.

Les exportations de services, notamment les activités d'ingénierie et de consulting, sont en baisse à cause du ralentissement économique en Europe et la situation sanitaire en Afrique. La demande, interne et externe, risque de plomber le secteur des autres services marchands en 2020.



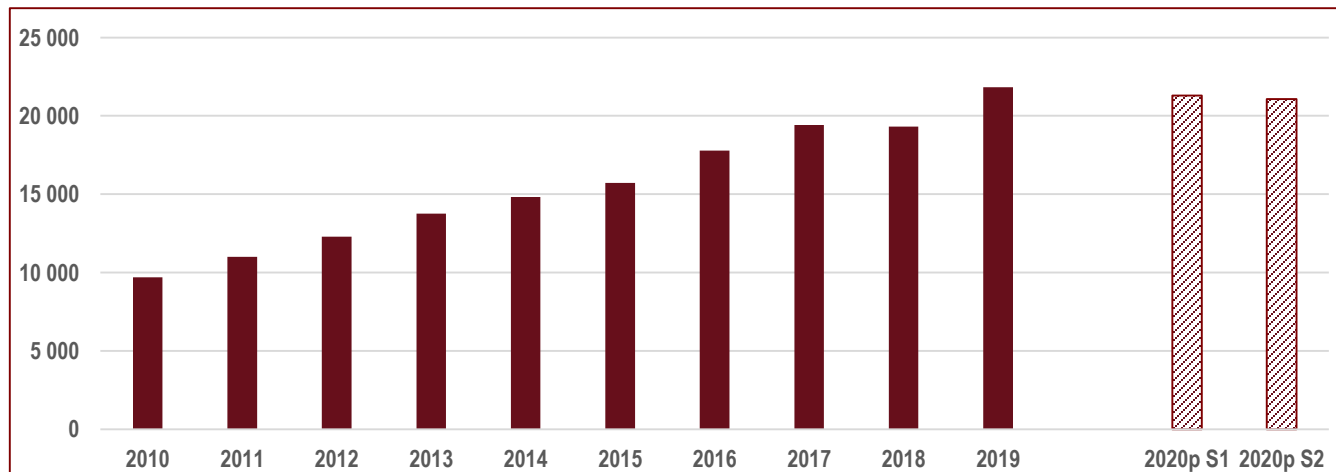
SERVICES NON MARCHANDS

Executive Summary

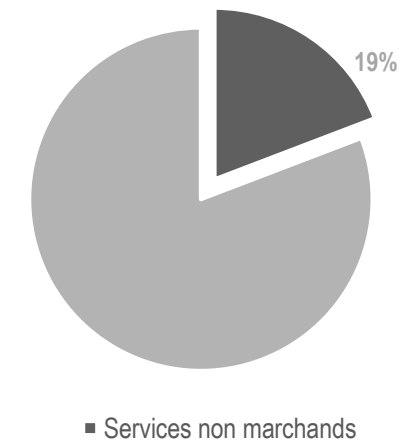
Les activités non marchandes ont affiché une progression rapide, immédiatement après 2011, à cause des opérations économiques à caractère social et de l'intégration d'un grand nombre de chômeurs dans l'effectif administratif. Depuis 2017, cette progression a été rationalisée mais le rythme moyen sur la période 2014-19 reste élevé, à 6,8%.

Fin 2019, les services non marchands contribuent au PIB à hauteur de **19,2%**. Le TCAM sur la période 2010-19 a atteint **9,4%**. Cette situation reflète le rôle grandissant de l'Etat dans l'économie et la nécessité d'investissements productifs durant les prochaines années pour inverser la tendance. A moyen terme, ces services devraient continuer à peser dans le PIB au vue de l'importance des prestations que le secteur public offre à des prix économiquement non significatifs.

Evolution de la valeur ajoutée du secteur des services non marchands (En MTND)

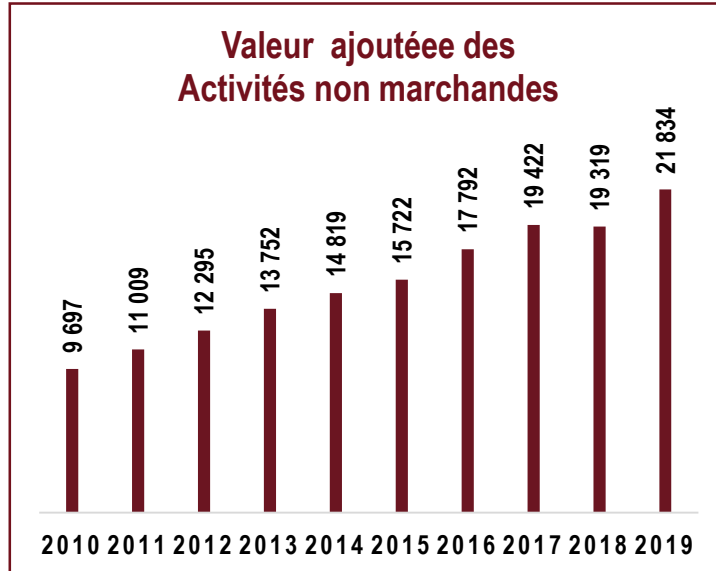


Poids du secteur des services non marchands dans le PIB tunisien





SERVICES NON MARCHANDS



EN MILLION DE DINARS

Les services non marchands représentent **19,2%** de la valeur ajoutée totale en 2019. Le TCAM sur la période 2010-19 a atteint **9,4%**. Ces services les activités de l'administration centrale, de la sécurité sociale et des collectivités locales.

Les performances de l'administration centrale au cours de 2020 ne seraient pas très différentes de celles des années précédentes.

Censée faciliter les tâches des investisseurs locaux et étrangers, elle souffre toujours d'un manque de souplesse et d'une lourdeur qui entravent le développement économique du pays. Avec la vague de digitalisation des services lancée lors de la crise sanitaire, les performances de l'administration devraient améliorer sa contribution à la croissance à partir de 2021, à condition du maintien et de l'exécution des programmes de digitalisation annoncés.

Les collectivités locales devraient également être affectées par la crise, avec des difficultés attendues en matière de collecte des taxes et d'exécution des projets d'investissement, carence déjà constatée sur la dernière période, avec un taux d'exécution moyen des projets d'investissement, inférieur à 20% (des projets budgétisés).

La sécurité sociale obligatoire risque d'encaisser moins de cotisations vu l'incapacité des assurés sociaux à honorer leurs engagements en raison de la chute de leurs activités. Les différentes caisses sociales auraient besoin, encore cette année, du soutien des autorités pour assurer le paiement des pensions de retraites.

Enfin, l'éducation et la santé publiques devraient afficher une certaine stabilité de la valeur ajoutée. En particulier, le secteur sanitaire qui a été fortement engagé dans la lutte contre la COVID-19 et qui a bénéficié de ressources financières importantes. Néanmoins, la réorganisation mise en place durant la période mars – avril 2020 a exigé l'annulation ou le report de la plupart des autres activités de consultation et des blocs opératoires qui permettaient aux hôpitaux de dégager des recettes.



PROJECTIONS MACROECONOMIQUES



PROJECTIONS MACROECONOMIQUES

Dans un contexte économique, social et politique déjà difficile, marqué par un déséquilibre quasi général de l'ensemble des marqueurs macroéconomiques, la crise COVID-19 n'a fait qu'accélérer et mettre en exergue la fragilité de l'économie tunisienne.

Les principaux moteurs de la croissance tunisienne semblent quasiment à l'arrêt, avec une demande interne en berne, faute de pouvoir d'achat et d'inadéquation avec l'offre locale, une absence d'investissement à cause notamment des conditions de financement actuelles et des difficultés sur le plan des exportation, car trop dépendantes d'une demande externe qui tarde à reprendre et sans valeurs ajoutées significatives, lui permettant une meilleure résilience durant les périodes de crises.

Dans ce cadre, il est clair qu'une reprise sur la base du premier Scénario (S1 2020p) semble plausible. La saison touristique est d'ores et déjà fortement compromise et la saison agricole s'annonce tout juste moyenne. De plus, les industries manufacturières et non manufacturières tournent au ralenti faute de demande, interne et externe. A date, PBR Rating présente également un second scénario (S2 2020p) qui aboutit à une baisse plus sévère de la croissance, en cas d'aggravation des hypothèses macroéconomiques (Voir hypothèses de construction du modèle / Note Méthodologique).

ESTIMATION DU TAUX DE CROISSANCE DE L'ÉCONOMIE TUNISIENNE - 2020 -



FMI

-4,3%
Avril 2020



Banque Mondiale

-4,0%
Avril 2020



PNUD

-4,4%
Juin 2020



BAD

-4,0%
Juin 2020



Gouvernement tunisien

-6,5%
13 Juillet 2020



PROJECTIONS MACROECONOMIQUES

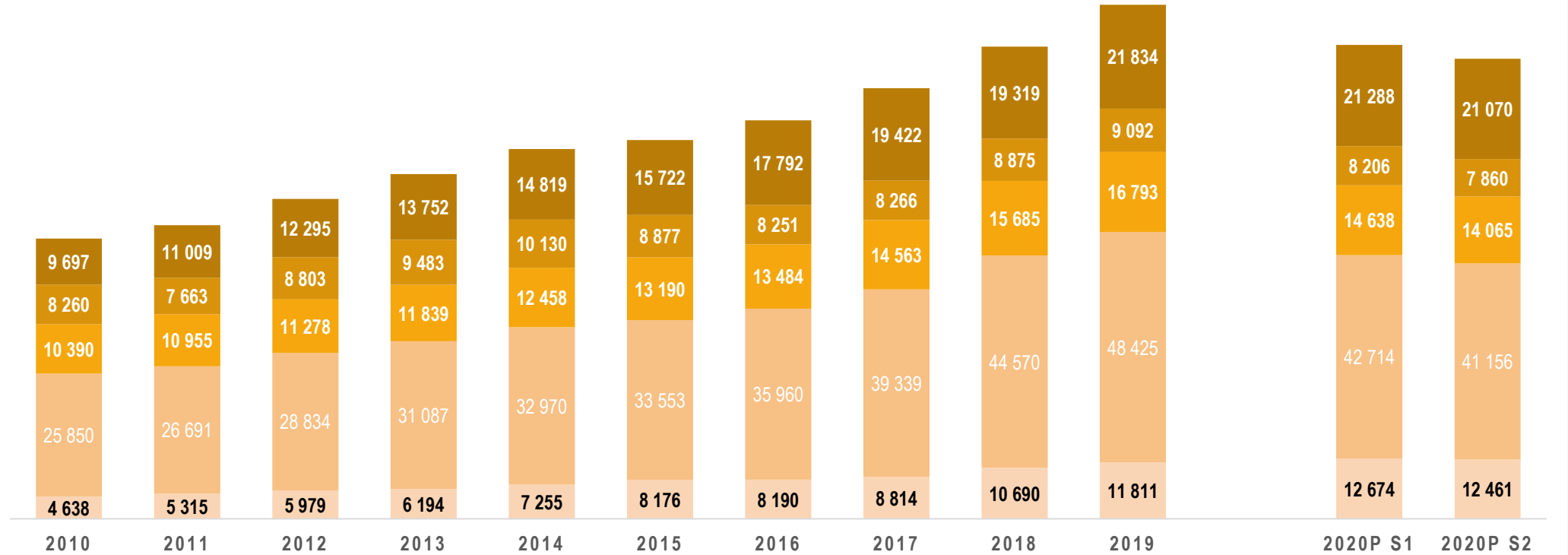
Estimation de l'évolution de la valeur ajoutée selon les Scénarii	S1 2020p PBR Rating	S2 2020p PBR Rating	Gouvernement tunisien
Agriculture et pêche	7,00%	5,50%	5,2%
Activités de services marchands	-11,79%	-15,01%	-10,0%
Industries manufacturières	-12,84%	-16,24%	-14,80%
Industries non manufacturières	-9,75%	-13,55%	-3,30%
Activités non marchandes	-2,50%	-3,50%	0,50%
Taux de croissance global estimé	-9,18%	-12,36%	-6,50%
Déficit budgétaire	-7,01%	-8,01%	-7,00%
Taux d'endettement	85,4%	88,4%	85,0%



PROJECTIONS MACROECONOMIQUES

VALEURS AJOUTÉES DES PRINCIPAUX SECTEURS ÉCONOMIQUES 2010 – 2020P

■ Agriculture et pêche ■ Activités de services marchands ■ Industries manufacturières ■ Industries non manufacturières ■ Activités non marchandes

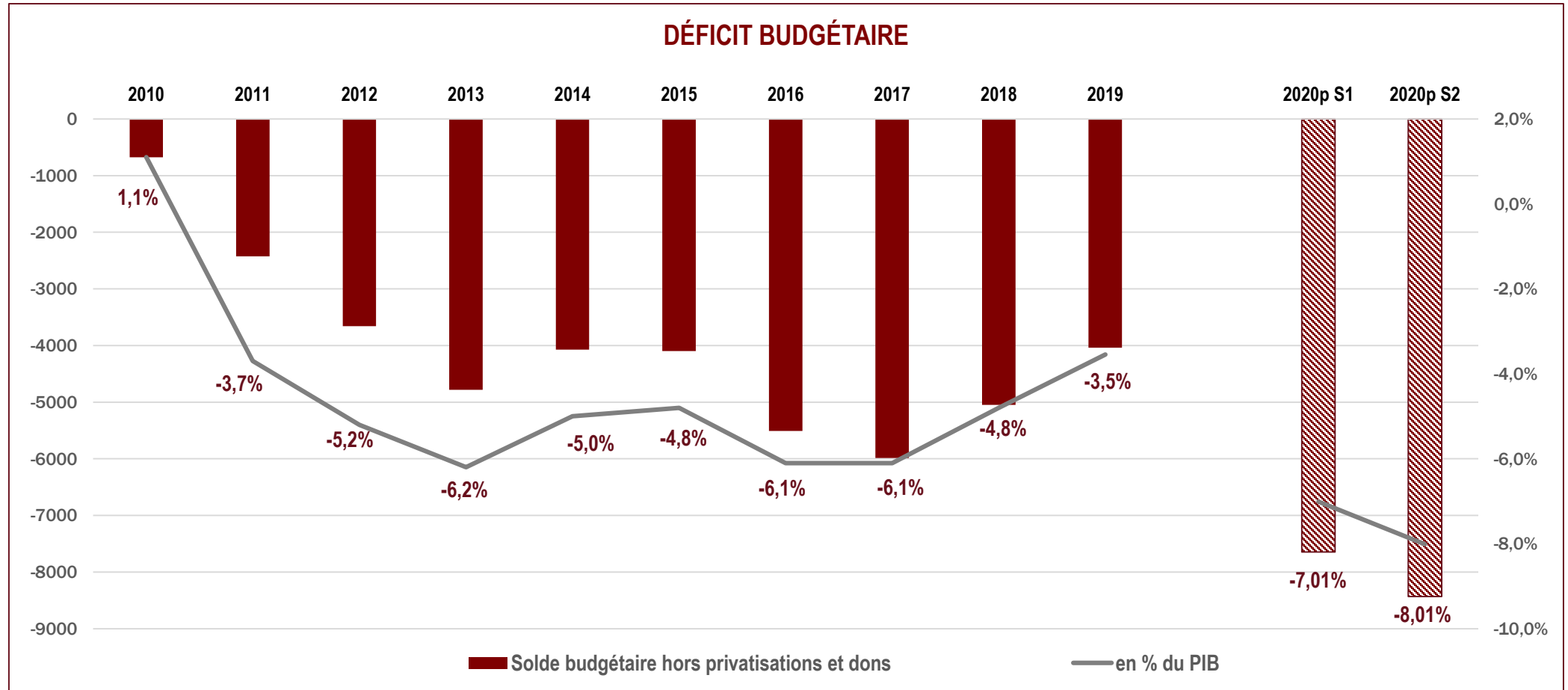


EN MILLION DE DINARS

Pronoia By Reckon



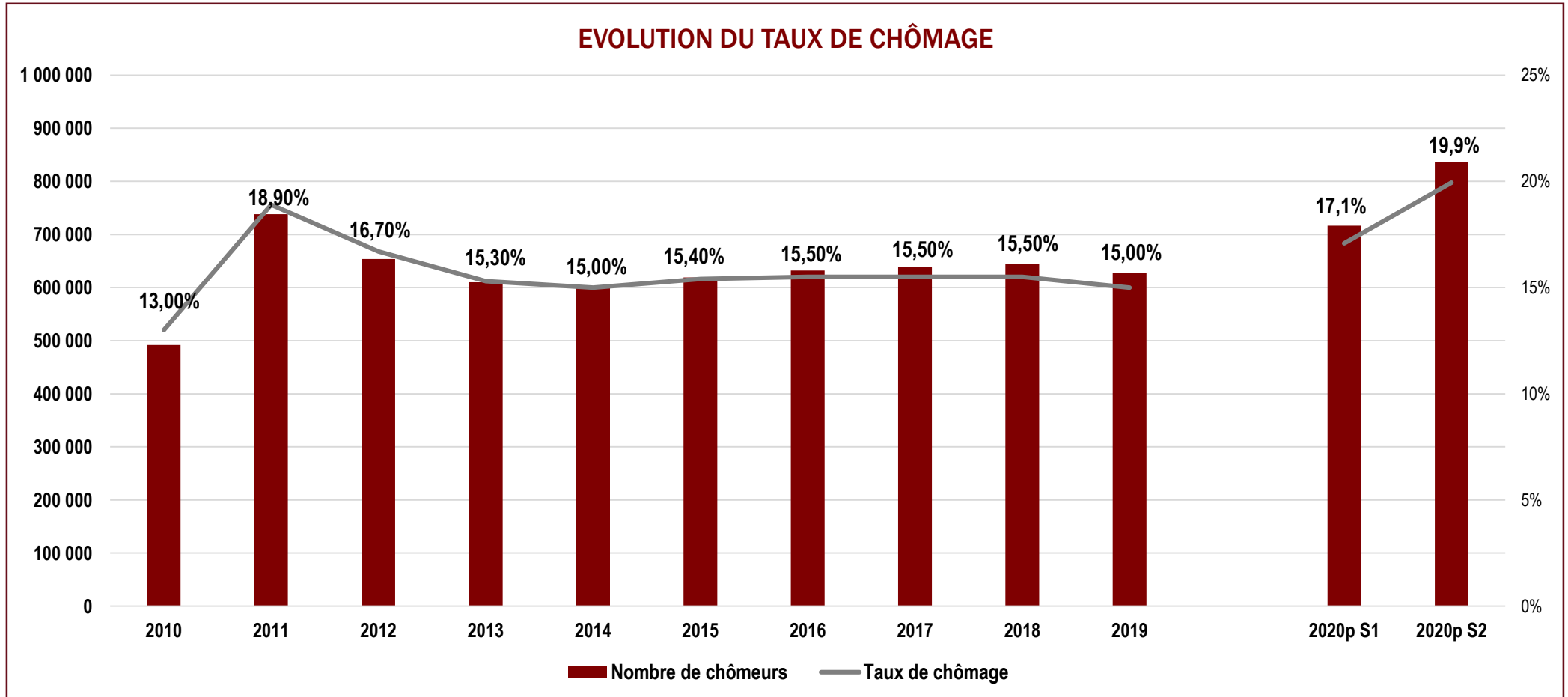
PROJECTIONS MACROECONOMIQUES





PROJECTIONS MACROECONOMIQUES

EVOLUTION DU TAUX DE CHÔMAGE

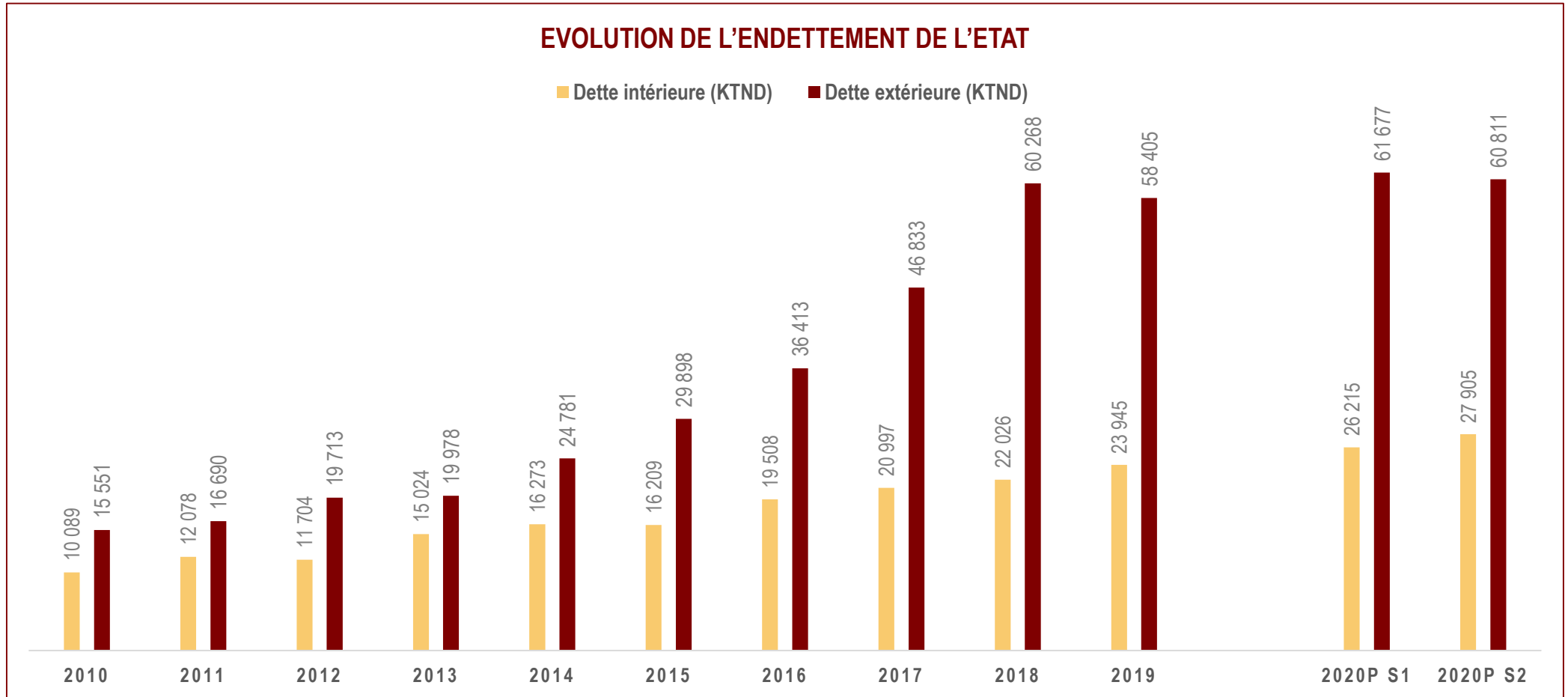




PROJECTIONS MACROECONOMIQUES

EVOLUTION DE L'ENDETTEMENT DE L'ETAT

■ Dette intérieure (KTND) ■ Dette extérieure (KTND)



EN MILLION DE DINARS



PROJECTIONS MACROECONOMIQUES

BUDGET DE L'ETAT TUNISIEN, SELON LE SCÉNARIO DE LA REPRISE

	Scénario S1 2020p	Scénario S2 2020p	Budget 2020
Total Recettes	42 820	41 523	47 227
Total Recettes propres	28 738	26 457	35 979
Recettes Fiscales	25 413	23 327	31 759
Impôts Directs	11 673	10 885	13 662
Impôts Indirects	13 740	12 443	18 097
Recettes non Fiscales	3 325	3 130	4 220
Ressources d'emprunt et trésorerie	14 082	15 066	11 248
Ressources d'emprunts	12 082	12 566	11 248
Emprunts Intérieurs	5 250	5 500	2 400
Emprunts Extérieurs	6 832	7 066	8 848
Ressources de trésorerie	2 000	2 500	0

EN MILLION DE DINARS

Pronoia By Reckon



PROJECTIONS MACROECONOMIQUES

BUDGET DE L'ETAT TUNISIEN, SELON LE SCÉNARIO DE LA REPRISE

	Scénario S1 2020p	Scénario S2 2020p	Budget 2020
Total Dépenses	42 821	41 523	47 227
Dépenses Hors Principal	36 087	34 589	39 311
Dépenses de Gestion	26 975	26 427	28 263
Rémunérations	18 880	18 880	19 030
Biens & Services	1 187	1 047	1 683
Interventions & Transferts	6 908	6 500	7 050
Intérêts de la Dette	3 762	3 762	3 762
Dépenses en Capital	4 850	3 650	7 166
Prêts	500	750	120
Remboursement du Principal	6 734	6 934	7 916

EN MILLION DE DINARS

Pronoia By Reckon



PROJECTIONS MACROECONOMIQUES

Le secteur qui devrait afficher une croissance positive en 2020 est le secteur de l'Agriculture et Pêche.

Ainsi, les performances de ce secteur vont dépendre d'un certain nombre de facteurs :

- La capacité d'exportation de ce qui reste de dattes de la saison dernière avant que la nouvelle campagne ne soit déclenchée.
- Le soutien de l'Etat pour le stockage, ainsi que les moyens financiers mis en place au profit des agriculteurs en difficulté
- La capacité du marché interne à absorber, dans des conditions de prix favorables, la production initialement destinée au secteur touristique.
- Le bon déroulement de la saison oléicole 2020-2021, qui sera marquée malgré tout, par une baisse de la production tunisienne à **130 K tonnes** après un record en 2019-2020. Ce facteur devrait marquer la croissance du T4 2020.

En dépit de l'absence de saison touristique (touristes étrangers), la capacité grandissante de transformation qu'offre l'Industrie Agroalimentaire peut potentiellement absorber une partie du surplus de production (et garder ainsi un niveau acceptable de prix sur le marché), outre l'émergence de nouvelles opportunités d'exportation. La Tunisie peut tirer profit des perturbations des chaînes d'approvisionnement dont les pays européens ont souffert durant la crise, moyennant une rapide remise à niveau des moyens logistiques.

Pour les industries, les estimations sont plus pessimistes, notamment pour les industries Non Manufacturières. Malgré les annonces, les équilibres budgétaires ne devraient pas permettre à l'Etat de réaliser son programme d'investissements publics prévus dans le Titre II du Budget 2020. L'investissement public est la locomotive de la majorité de la branche Bâtiment et Génie Civil qui pèse **48,6%** de la valeur ajoutée des Industries Non Manufacturières. Selon l'exécution du Budget jusqu'au mois de juillet 2020, les dépenses en capital ont reculé de **14%** en rythme annuel à 2 812 MTND. La situation des finances publiques ne permettrait pas de rattraper ce retard, outre la décélération attendue dans l'encaissement des emprunts extérieurs pour les projets de l'Etat au vu de la situation politique actuelle.

Selon les modèles PBR, les estimations de décroissance pour les Industries Manufacturières convergent vers une baisse à deux chiffres. Les Industries Mécaniques et Electriques et de Textile, Habillements et Cuir ne pourraient reprendre sans une reprise normalisée de la demande des entreprises étrangères (essentiellement européennes); hypothèse peu probable à l'horizon 2020, compte tenu des stocks existants et des difficultés commerciales de ces entreprises à écouler leurs produits.



PROJECTIONS MACROECONOMIQUES

Les complications actuelles qui accompagnent la mise en place du plan de relance économique du Vieux Continent et les conditions de rapatriement d'une partie de la production délocalisée dans d'autres pays constituent de vrais risques pour ces deux branches (Mécaniques et Electriques et Textile, Habillements et Cuirs). Parmi les activités manufacturières, seule l'Industrie Agroalimentaire peut afficher une croissance positive en 2020.

Depuis 2011, l'omniprésence de l'Etat dans les activités économiques n'a cessé de s'accroître, créant, peu à peu, une certaine dépendance entre action publique et développement privé, de sorte que tout recul de l'investissement public se transforme en une baisse automatique des investissements privés avec un effet multiplicateur; situation encore plus préoccupante au regard de l'état actuel des finances publiques et de l'incapacité de l'Etat à assurer l'exécution du Titre 2 de son budget.

De plus, il existe une forte corrélation entre les performances des industries exportatrices et les capacités logistiques du pays. L'Etat, qui détient les entreprises de transport aériens et maritimes ainsi que la gestion des infrastructures est dans l'obligation d'apporter un soutien massif à des entités en faillite pour que les exportateurs puissent honorer leurs engagements vis-à-vis des donneurs d'ordres. Plus la crise sera longue, plus les autorités perdent en capacité d'intervention, plus la perte de la capacité des exportateurs sera importante et plus les effets négatifs sur la croissance vont se ressentir.

Les Services Marchands devraient perdre beaucoup plus qu'annoncé, à cause notamment de la dégradation de l'activité du secteur du Tourisme, du Transport, du Commerce et des activités des autres services marchands aux entreprises.

Les réalisations du secteur de Transport vont directement dépendre la reprise de l'activité de TUNISAIR, CTN et SNCFT. Pour les sauver, l'Etat doit mobiliser pas moins de **3 000 MTND** dans de vastes opérations de restructuration. Ce montant ne tient pas compte des investissements nécessaires pour accompagner la croissance et le développement de ces structures.

Pour le Commerce, l'activité est déjà morose avec la baisse sensible de la demande intérieure. De même, la reprise progressive des entreprises a impacté celle des autres activités marchandes. Les segments de conseils et d'assistance ainsi que les petits services peinent à retrouver leur rythme. Ce secteur devrait afficher une forte baisse de croissance, des investissements et des emplois.



PROJECTIONS MACROECONOMIQUES

A noter aussi que le calcul du PIB englobe d'autres éléments, dont les impôts indirects nets de subventions sur les produits. En 2019, cette rubrique a représenté 7,5% de la valeur ajoutée totale. Les impôts indirects devraient baisser, comme le montre déjà l'exécution du Budget jusqu'au mois de juillet 2020 avec une baisse de 12,6% en rythme annuel à 7 980 MTND. Les droits de douanes ont pâti de la chute du commerce extérieur et affichent un recul de 12,6% à 650 MTND fin juillet 2020. Les droits de consommation ont diminué de 6,4% à 1 473 MTND, affectés par la période du confinement et la baisse des revenus des ménages. Idem pour la TVA qui traduit la consommation des particuliers mais aussi celles par les entreprises. Les recettes se sont limitées à 3 748 MTND sur les sept premiers mois de l'année, soit un recul de 15%. Bien qu'une amélioration dans l'encaissement des revenus fiscaux est prévisible sur les derniers mois de l'année, les impôts indirects seraient en berne pour la globalité de l'exercice 2020.

Sur la base du scénario S1-2020p, les recettes propres de l'Etat tunisien devraient baisser à 28 738 MTND contre 35 979 MTND prévus par la Loi de Finances 2020. Cette chute proviendrait aussi bien des recettes fiscales (25 413 MTND) que celles non fiscales (3 325 MTND).

Les impôts directs (11 673 MTND) devraient afficher une résistance puisque l'essentiel des recettes est généré par l'impôt sur le revenu des personnes physiques. La baisse qui serait enregistrée proviendrait du secteur privé, avec la hausse attendue du chômage et la difficulté que trouveraient plusieurs entreprises pour payer la totalité des salaires. Cet effet négatif serait partiellement compensé par les revalorisations salariales de la fonction publique.

Pour l'impôt sur les sociétés, et grâce au mécanisme des acomptes prévisionnels, l'Etat pourra réclamer des impôts bien supérieurs à ce que l'activité économique réelle en 2020 permettra. Ce pose alors la question du recouvrement et la capacité des entreprises à honorer leurs engagements fiscaux.

Si l'Etat tunisien veut augmenter ses ressources, le renforcement du contrôle est indispensable. Les efforts de numérisation des procédures et de recoupement entre les différentes bases de données sont la clé de la réussite en la matière.

En matière de dépenses, le Budget de l'Etat est marqué par une grande rigidité. La masse salariale atteindrait un record en 2020 avec 19 030 MTND. Avec la pression syndicale, les autorités publiques n'ont aucune marge de manœuvre en la matière. Dans le Budget présenté au FMI en avril 2020, cette masse serait quasiment intacte en passant à 18 880 MTND. Cette seule rubrique coûterait ainsi 65,7% des recettes propres estimées, selon le scénario central PBR Rating (S1-2020p).



PROJECTIONS MACROECONOMIQUES

Les dépenses d'interventions et de transfert seraient renforcées afin de limiter l'impact de la crise sur les classes sociales les plus vulnérables. Ce chapitre devrait consommer 6 908 MTND (contre 7 050 MTND votés dans la Loi de Finances 2020).

Les intérêts de la dette ont été gardés stables par rapport aux prévisions officielles. Les autorités ont déjà annoncé qu'elles sont en train de négocier avec quatre pays (La France, l'Italie, l'Arabie Saoudite et le Qatar) la mise en place d'un nouvel échéancier.

Ainsi, avec une marge de manœuvre réduite pour les dépenses, l'Etat n'a pas de choix que de réduire ses investissements. Une baisse très importante des dépenses en capital est prévue, à 4 850 MTND pour l'ensemble de l'année 2020 contre 7 166 MTND dans la Loi de Finances 2020.

Bien que les autorités aient toujours confirmé leur intention de garder, voire même de renforcer le Titre II du Budget, la situation financière actuelle ne peut le permettre, sauf recours massif à l'endettement dont le manque de disponibilité (au niveau local) et le coût (au niveau international) sont quasi-réduits.

Selon les estimations du scénario (S1-2020p), l'Etat devrait solliciter des crédits de l'ordre de 12 082 MTND pour boucler son Budget 2020. Les plans en matière d'endettement local démontrent qu'il pourrait atteindre la barre historique des 5 250 MTND en fin d'année, y compris l'emprunt obligataire solidaire et le rééchelonnement de la ligne de BTA Octobre 2020. La nouvelle dette extérieure devrait s'établir à 6 832 MTND. Ainsi, le déficit budgétaire 2020 atteindrait 7 648 MTND, soit 7,01% du PIB.



RELANCE ET PROGRAMMATION ECONOMIQUE



RELANCE ET PROGRAMMATION ÉCONOMIQUE

La Tunisie traverse un moment économique, social et politique très critique de son histoire. Une instabilité qui a été grandement engendrée par un important coût de non-réforme structurelle depuis plus de 10 ans et accentuée par l'impact de la crise Covid-19 et ses répercussions sur le plan local et international. Les orientations mises en œuvre depuis 2011 et la gouvernance budgétaire aujourd'hui en décrépitude, sont à la base de la crise économique et sociale tunisienne.

Dans ce cadre et sur la base de son diagnostic macroéconomique et de ses analyses sectorielles, PBR Rating dresse un ensemble d'axes prioritaires qui devraient être à la base de la relance économique tunisienne :

- **La confiance** : L'économie c'est d'abord la confiance des opérateurs. Sur la dernière période, l'administration est au plus bas de son rendement et le secteur privé demeure dans l'expectative. Des mesures efficaces doivent être rapidement mises en œuvre afin rétablir la confiance : revue de l'arsenal juridique relatif au cadre opérationnel de la fonction administrative, traitement dynamique des créances des hommes d'affaires, réglementation de change, ... Des mesures dont l'objet est de démontrer que l'Etat sera du côté des opérateurs économiques qui opèrent dans le cadre de la loi.
- **La stabilité politique et sociale**: La succession des équipes gouvernementales (9 depuis janvier 2011) a conduit à une instabilité et à une opacité dans la ligne de gouvernance du pays. Le faible support que les gouvernements successifs ont eu de la part de l'Assemblée des Représentants du Peuple (le parlement), a réduit leurs marges de manœuvre dans la mise en place des grandes réformes stratégiques. L'émiettement et les divergences politiques ont empêché l'émergence d'une force de gouvernance et d'une autre d'opposition, capables d'assurer des cycles stables et structurés de prises de pouvoir. L'instabilité politique, l'affaiblissement de l'Etat central et la dégradation de la situation économique ont favorisé une instabilité et des troubles sociaux, qui ont eu d'importants effets néfastes sur la production et la productivité d'un grand nombre de secteurs économiques.

Un équilibre dans la gouvernance politique et un apaisement social progressif se doivent d'être mis en œuvre, condition sine qua non de la mise en place des réformes et d'un climat sain des affaires.



RELANCE ET PROGRAMMATION ÉCONOMIQUE

- Le financement de l'économie:** Les opérateurs économiques tunisiens financent majoritairement leurs activités via leurs fonds propres, les crédits bancaires et le leasing. Le marché financier ne figure pas encore comme une vraie alternative de financement pour les entreprises. La politique des pouvoirs publics en termes de taux sur la dernière décennie fut principalement celle de la lutte contre le fléau inflationniste. Juguler les causes monétaires de l'inflation a permis d'en limiter la progression (mais pas de la réduire structurellement, car ses principaux facteurs sont d'ordre économique et non monétaire) mais a eu pour conséquence, une hausse très importante du coût de financement (pour l'ensemble des opérateurs économiques tunisiens).

Il est primordial de permettre aux agents économiques, un accès à un financement diversifié et à moindre coût, afin de permettre une consolidation de la demande mais surtout afin de faire repartir le moteur de l'investissement, condition primordiale de la relance et de la croissance. Une politique monétaire et surtout économique adaptées, se doivent d'être menées dans ce sens, en totale complémentarité avec un ensemble de mesures économiques permettant d'éviter le spectre d'un taux d'intérêt réel négatif.

- La lutte contre l'inflation et l'organisation des circuits de distribution:** L'augmentation des prix et l'effritement du pouvoir d'achat et de financement est un fléau qui menace l'économie tunisienne. Toutefois, l'inflation n'est pas uniquement la conséquence de la déchéance du dinar ou de la politique monétaire de la Banque Centrale tunisienne. Les circuits de distribution désorganisés et déstructurés depuis 2010, sont également un important facteur de l'équation inflationniste, à travers la multiplication des intervenants illégaux dans la chaîne de valeur, la corruption et le blanchiment d'argent dans l'intermédiation commerciale oisive. Une situation qui a pris de l'ampleur et qui met à mal la rentabilité et la pérennité des producteurs (notamment agricoles) et le pouvoir d'achat des clients.

Les pouvoirs publics se doivent de reprendre les activités de logistique, de distribution en gros et de commerce de détail au système informel, notamment à travers le traçage numérique des biens et des marchandises, la simplification des procédures comptables et administratives des petits commerçants, la réorganisation des marchés de gros, le contrôle des points de vente, ...

De plus, la régulation de l'intermédiation commerciale et des circuits de distribution aura un effet drainant pour un important niveau de liquidité, du secteur informel vers le secteur formel, permettant ainsi d'alléger les problématiques de financement



RELANCE ET PROGRAMMATION ÉCONOMIQUE

- **La modernisation de l'appareil administratif:** Il s'agit de l'un des axes prioritaires pour la Tunisie qui compte plus de 600 000 fonctionnaires. Ces effectifs dépassent de loin les vrais besoins en ressources humaines de l'administration et la récente vague de digitalisation pose des questions sur la productivité d'une grande partie de ces équipes.
La réforme de l'administration peut être considérée comme la mère des réformes, puisqu'elle vise à doter l'Etat des outils et des moyens nécessaires pour concrétiser ses stratégies et ses réformes, sur l'ensemble de ses domaines d'intervention.
Un investissement dans la digitalisation, la formation et le redéploiement des effectifs (notamment vers l'administration locale, afin de répondre aux prérogatives instaurées par le nouveau code des collectivités locales tunisiennes) sont primordiaux afin de retrouver un état stratège, organisateur et créateur de valeur.
- **La réhabilitation du secteur agricole:** La crise économique actuelle a confirmé que le secteur agricole offre l'un des meilleurs potentiels de croissance en Tunisie. Certaines filières ont montré qu'elles pouvaient fonctionner malgré des conditions difficiles. Les exportations agricoles, qui se résument en quatre produits (huile d'olive, dattes, produits de la mer et agrumes) pourraient se diversifier davantage et l'ensemble du secteur est capable d'apporter plus de valeur ajoutée via : la modernisation du cadre réglementaire, le renforcement des mécanismes de financement, la gestion des problématiques foncières, la mise à niveau du système de fixation des prix de vente des produits agricoles, le renforcement des infrastructures d'irrigation et de gestion des ressources hydriques, la protection des semences et des variétés locales et la modernisation de toute la chaîne de valeur, afin de gagner en marge, rentabilité et en qualité de produits, au regard des exigences des marchés étrangers.
- **La mise à niveau du secteur industriel:** L'outil industriel dont dispose la Tunisie ne lui permet pas de créer la valeur ajoutée dont elle a besoin. Il s'agit essentiellement d'activités qui génèrent très peu de valeur ajoutée mais qui ont une forte employabilité. Il convient d'investir dans une nouvelle génération d'industrie, intelligente et qui offre de l'emploi à la main d'oeuvre qualifiée qui souffre aujourd'hui de chômage. Basé sur des processus automatisés, des équipements interconnectés et des systèmes d'informations intégrés, la Tunisie ne peut passer le cap de l'industrie 4.0 que si elle parvient également à mettre à niveau sa formation professionnelle, son système de financement et son cadre réglementaire.



RELANCE ET PROGRAMMATION ÉCONOMIQUE

- **La gestion du commerce extérieur:** Le déficit de la balance commerciale est structurel en Tunisie. L'essentiel des importations est constitué de matières de première nécessité et des intrants pour les industries. Toutefois, des importations de produits finis, à l'instar des produits textiles, peuvent être rationalisées afin de permettre la consolidation des industries locales et l'allégement du déficit commercial. Réduire durablement le déséquilibre du commerce extérieur tunisien passe par le renforcement des exportations et donc par la commercialisation de produits à plus forte valeur ajoutée. Une stratégie nationale de promotion des exportations doit être mise en place, afin de soutenir les efforts de mise à niveau, de prospection et de logistique des exportateurs.
- **L'intégration de l'économie souterraine et la mise à niveau du système fiscal:** Selon les estimations des autorités tunisiennes, l'économie parallèle représente un important volume de création économique. De ce fait, l'intégration de ces activités représente un important levier de croissance pour le pays, à condition de mettre en place les bases d'une croissance inclusive qui atteigne les zones frontalières, de consolider la lutte contre la corruption et d'ajuster les textes fiscaux, de sorte à maîtriser les opportunités d'arbitrage qu'offrent les divergences de coûts et de marges, avec les pays voisins.
- **La gestion des finances et des entreprises publiques:** Les entreprises publiques se sont transformées en un fardeau pour le pays et doivent être traitées, au cas par cas, dans le cadre d'une vaste stratégie nationale, où le rôle de l'Etat actionnaire/gestionnaire se doit d'être revu. Leurs équilibres financiers précaires font que peu d'entre elles ont une valeur marchande satisfaisante à court terme, réduisant les opportunités de cession ou même de partenariat. Les pouvoirs publics se doivent de commencer par des restructurations profondes dans un premier pas, accompagnées par de vastes plans sociaux et d'investissements. Le coût estimé d'une telle opération serait de l'ordre de 10 000 MTND selon les autorités, presque 10% du PIB.

L'Etat central pourrait liquider certains actifs et en faire un levier global de collecte de fonds, afin de réinjecter l'ensemble des montants récoltés dans d'autres entreprises publiques, dans le but de pouvoir mettre à niveau et relancer les entités fondamentales du service public tunisien.



RELANCE ET PROGRAMMATION ÉCONOMIQUE

- **L'indépendance du mix énergétique:** La Tunisie est un importateur net de pétrole et de gaz naturel. La production nationale a atteint son plus bas niveau suite aux conflits sociaux qui continuent à secouer les champs de production. La volatilité des paramètres fiscaux et les procédures administratives n'incitent pas les opérateurs étrangers à investir dans le secteur. Cependant, une exploitation optimale du champs Nawara devrait alléger le fardeau énergétique et financier du pays. Toutefois, d'autres investissements, notamment dans les énergies renouvelables sont nécessaires. La Tunisie a le potentiel d'abriter des stations de production d'électricité à partir de l'énergie solaire pour l'ensemble de la Méditerranée. Néanmoins, cela reste tributaire d'un ensemble de préalables, dont la réforme du cadre réglementaire et procédural du secteur.



Pronoia By Reckon